

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT ANNUEL, 2007

Conseil économique et social
Documents officiels, 2007
Supplément No. 18



NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
RAPPORT ANNUEL, 2007

Conseil économique et social
Documents officiels, 2007
Supplément No. 18



NATIONS UNIES

Table des matières

Abréviations et sigles	v
Introduction.....	1
CHAPITRE PREMIER: Questions appelant une décision du conseil économique et social ou portées à son attention	1
CHAPITRE II: Suite donnée aux récentes décisions et résolutions de la Commission et des autres organes compétents	3
CHAPITRE III: Principales réalisations et résultats des programmes, des manifestations spéciales et des réunions	7
CHAPITRE IV: La Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique/Quarantième session de la Commission.....	19
ANNEXE I: Résolutions et Déclaration ministérielle adoptées par la Commission à sa quarantième session	31
ANNEXE II: Rapport de la vingt-sixième réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	42
ANNEXE III: Listes des documents dont la Commission était saisie à sa quarantième session.....	58

Abréviations et sigles

ADF	Forum pour le développement de l'Afrique
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BAD	Banque africaine de développement
BSR	Bureaux sous-régionaux
CAPC	Centre africain pour les politiques commerciales
CCI	Centre du commerce international
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CER	Communautés économiques régionales
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
CUA	Commission de l'Union africaine
CVGA	Commission sur le VIH/sida et la gouvernance en Afrique
IDEP	Institut de développement économique et de planification
IDISA	Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PICTA	Partenariat pour les technologies de l'information et de la communication en Afrique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
TIC	Technologie de l'information et de la communication
UMA	Union du Magreb arabe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Introduction

Le présent rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) couvre la période allant du 16 mai 2006 au 3 avril 2007. Il a été établi conformément au paragraphe 18 du mandat de la Commission et adopté à l'unanimité par la Commission le 3 avril 2007.

CHAPITRE PREMIER

Questions appelant une décision du conseil économique et social ou portées à son attention

À sa quarantième session, la Commission/Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, tenue à Addis-Abeba les 2 et 3 avril 2007, a adopté une résolution appelant une décision du Conseil économique et social, à savoir la résolution 853 (XL) : Examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission économique pour l'Afrique. Cette résolution a été adoptée par les États membres, à l'exception du Maroc, qui l'a rejetée au motif de réserves concernant le point 1 du premier paragraphe du dispositif (on trouvera à l'Annexe I le texte intégral de la résolution).

La Commission a également adopté six résolutions et une Déclaration ministérielle et a décidé de les porter à l'attention du Conseil économique et social. Les résolutions et la Déclaration ministérielle figurent ci-dessous (pour consulter le texte intégral, voir l'annexe I du présent rapport).

Résolutions

- 847 (XL) L'Aide pour le commerce
- 848 (XL) Le financement du développement
- 849 (XL) La statistique et le renforcement des capacités statistiques en Afrique
- 850 (XL) Projet de programme de travail et de priorités pour la période biennale 2008-2009
- 851 (XL) Institut africain de développement économique et de planification
- 852 (XL) Changements climatiques et développement en Afrique

Déclaration ministérielle

- XL Déclaration ministérielle

CHAPITRE II

Suite donnée aux récentes décisions et résolutions de la Commission et des autres organes compétents

1. À sa trente-neuvième session tenue en mai 2006, la Commission a adopté un certain nombre de résolutions et de décisions sur le repositionnement de la CEA et son rôle en matière de développement statistique en Afrique, sur l'Institut de développement économique et de planification (IDEP) et sur la promotion des politiques de l'emploi en Afrique. Le présent chapitre offre un aperçu des mesures concrètes que le secrétariat a prises pour appliquer les dispositions pertinentes de ces résolutions et décisions.

Repositionner la CEA

2. Depuis mai 2006, le Secrétaire exécutif a pris un certain nombre de mesures en application du mandat portant repositionnement de la CEA, qui comprend trois volets: cadre de programmes et de priorités; restructuration institutionnelle et organisationnelle; renforcement des processus de gestion et d'administration. Un examen détaillé de ces mesures figure dans les documents suivants: i) Repositionner la CEA pour mieux répondre aux priorités de l'Afrique; ii) Plan d'activités de la CEA, 2007-2009; et iii) Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le renforcement du rôle des bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique.

- **Cadre de programmes et de priorités**

3. Ayant minutieusement examiné les défis et les perspectives de développement de l'Afrique au regard des avantages comparatifs de la CEA, la Commission a adopté une structure de programme mieux rationalisée et axée sur deux priorités thématiques: *a) Promouvoir l'intégration régionale pour appuyer la vision et les priorités de l'Union africaine* et *b) Répondre aux besoins spéciaux de l'Afrique et relever les nouveaux défis mondiaux*.

4. Le programme de travail est réparti entre les 10 sous-programmes suivants: Commerce, finance et

développement économique; sécurité alimentaire et développement durable; gouvernance et administration publique; information, science et technologie au service du développement; coopération économique et intégration régionale; parité et participation des femmes au développement; activités sous-régionales pour le développement; planification et administration du développement; statistique; développement social. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 a été conçu conformément aux nouvelles orientations du programme.

5. Celles-ci sont aussi sous-tendues par l'engagement de faire de la CEA une organisation fondée sur le savoir, à la pointe de la réflexion sur le développement dans la région. À cet effet, une initiative de gestion du savoir a été lancée, qui vise à créer des synergies entre les sous-programmes, à garantir une amélioration continue des résultats et de la qualité des services et, partant, à maximaliser la valeur et l'impact des ressources du savoir sur le développement du continent, en termes de qualité des politiques qu'adoptent les États membres et les CER. À cet égard, la CEA renforcera sa collaboration avec les universités africaines, les instituts et les réseaux de recherche comme le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA).

- **Restructuration institutionnelle**

6. Le nouvel organigramme de la CEA concorde parfaitement avec les priorités programmatiques de la Commission, telles qu'elles figurent dans le plan-programme pour l'exercice biennal 2008-2009. Ainsi, le mandat, la responsabilité, les pouvoirs et l'obligation redditionnelle des divisions organiques de la CEA sont clairement définis. La restructuration a été achevée en août 2006, avec le redéploiement de fonctionnaires dans les nouvelles divisions et dans les bureaux sous-régionaux, en fonction de leurs compétences et dans le cadre des ressources budgétaires existantes. Le mécanisme intergouvernemental a, lui aussi, été aligné sur la nouvelle orientation des programmes afin

de promouvoir la cohérence entre la CEA et les autres organisations intergouvernementales de la région, en particulier l'Union africaine.

- **Renforcement de la présence de la CEA au niveau sous-régional – Exécution du Plan d'action pour les bureaux sous-régionaux (BSR)**

7. Autre facette importante de l'exercice de repositionnement, le renforcement de la présence de la CEA au niveau sous-régional grâce à une décentralisation effective des activités, en particulier des services consultatifs, et au redéploiement de ressources supplémentaires (notamment du personnel) aux bureaux sous-régionaux (BSR). Il est nécessaire d'opérer une décentralisation pour rapprocher les services de la CEA de ses clients et garantir que l'assistance technique soit effectivement programmée et fournie de façon à obtenir le meilleur ciblage des activités, demandé par les États membres. À cet égard, une attention particulière a été donnée à l'application des recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général sur l'amélioration du rôle des bureaux sous-régionaux de la CEA; ce rapport, présenté à l'Assemblée générale en septembre dernier, avait été établi à partir d'une évaluation effectuée par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) en 2004.

8. Les principales caractéristiques du Plan d'action pour les BSR sont notamment l'exécution du programme de la CEA au niveau sous-régional et la fourniture d'un appui technique aux communautés économiques régionales (CER); la promotion de priorités et de programmes sous-régionaux spécifiques; l'utilisation des BSR comme antennes sous-régionales pour la gestion du savoir et la constitution de partenariats avec d'autres parties prenantes à l'appui du programme de l'Union africaine au niveau sous-régional.

- **Renforcement des processus de gestion et d'administration**

9. Le nouveau Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes (BPG), rattaché au Cabinet du Secrétaire exécutif, a remplacé le Bureau de la coordination des politiques et des programmes et a la responsabilité globale de la planification des programmes, du budget, de la coopération technique, ainsi que de la gestion, du contrôle et de l'évaluation des projets, dans un cadre de gestion axée sur les résultats. Le Cabinet du Secrétaire exécutif comprend également un groupe qui s'occupe de fonc-

tions concernant les relations extérieures, l'assurance qualité, la gestion du savoir et l'apprentissage mutuel, ainsi que la coordination de la représentation sur le terrain. Parmi les autres aspects majeurs de la restructuration administrative, on peut citer l'introduction de mesures visant à améliorer la gestion des ressources humaines et d'autres processus administratifs.

- **Tirer parti des partenariats pour un plus grand impact sur le développement**

10. La collaboration entre les institutions du continent, les organismes des Nations Unies et les partenaires de développement est indispensable pour mobiliser les ressources nécessaires, garantir la cohérence et éviter le chevauchement des activités. La constitution et le maintien de partenariats efficaces avec d'autres organisations font partie intégrante de l'orientation stratégique de la CEA. Cette dernière a donc continué d'approfondir sa collaboration avec ses partenaires traditionnels et avec de nouveaux partenaires potentiels, à savoir les principales organisations intergouvernementales africaines (l'Union africaine, la BAD et les communautés économiques régionales), les autres institutions spécialisées des Nations Unies, des partenaires bilatéraux, ainsi que des instituts de recherche et des centres d'excellence. Pour étayer ces partenariats, le secrétariat a élaboré un plan d'activités triennal (2007-2009) qui décrit les liens entre les futures priorités et activités de la Commission et celles de ses principaux partenaires, plus particulièrement la Commission de l'Union africaine, en plus de définir de nouvelles méthodes de mobilisation des ressources car on prévoit que la CEA aura de plus en plus recours à des ressources extrabudgétaires.

11. *Coopération avec l'Union africaine et la Banque africaine de développement:* Les liens déjà anciens de la CEA avec l'Union africaine et la Banque africaine de développement ont été renforcés récemment avec la revitalisation du secrétariat commun UA-CEA-BAD. En outre, la CEA a tenu une série de consultations avec ses deux partenaires afin de définir un cadre de collaboration reposant sur des activités complémentaires dans différents domaines, en insistant sur les aspects suivants: intégration régionale et commerce; parité et émancipation des femmes; agriculture, politique foncière et développement durable; gouvernance et mise en place d'institutions, notamment pour la consolidation de la paix, les statistiques et la gestion du savoir. Les trois organisations vont étudier la possibilité d'une mobilisation commune de ressources

pour l'exécution de programmes et de projets dans les domaines identifiés.

12. *Coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies*: La CEA a engagé un dialogue constructif avec plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies, afin d'établir une collaboration poussée dans le cadre de mémorandums d'accord rédigés avec discernement, ce qui permettrait d'améliorer la cohérence des activités des Nations Unies en Afrique. Plusieurs activités concrètes ont déjà été entreprises en partenariat avec différents organismes; par exemple, un mémorandum d'accord sur le développement des capacités a été conclu avec le PNUD, la Banque mondiale, l'OMC et la CNUCED.

13. Ayant le mandat de coordonner les activités des Nations Unies à l'appui du NEPAD, la CEA a pris des mesures pour revitaliser le mécanisme de consultation régionale qui réunit les institutions spécialisées des Nations Unies présentes en Afrique, afin d'améliorer la cohérence et l'efficacité de leurs activités concertées aux niveaux régional et sous-régional. La revitalisation du mécanisme et de ses différents éléments a comme objectif d'apporter un soutien plus efficace au NEPAD dans le cadre du programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine.

14. La CEA participe également activement aux travaux du Comité exécutif des affaires économiques et sociales (CEAES) et de ses différentes composantes et participera davantage à des mécanismes et à des exercices de programmation des Nations Unies au niveau des pays (y compris le système de coordonnateurs résidents et le bilan commun de pays/plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement). Ce mouvement s'inscrit dans la logique de l'initiative du Secrétaire général visant à améliorer la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies.

15. *Coopération avec les partenaires bilatéraux*: La multiplication des partenariats bilatéraux de la CEA a été mise en évidence lors de la tenue récente d'une réunion de la **Grande Table** à Addis-Abeba, au cours de laquelle des hauts fonctionnaires africains et leurs homologues des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont penchés sur l'amélioration des politiques de gestion des ressources naturelles africaines aux fins de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Le repositionnement a également conduit la CEA à approfondir sa coopération avec un noyau de partenaires bilatéraux et elle s'efforce actuellement d'établir de nouveaux partenariats avec d'autres donateurs potentiels comme le Brésil, la Chine et l'Inde.

Renforcement des capacités statistiques afin d'évaluer les progrès accomplis en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique

16. Eu égard au rôle majeur des statistiques dans l'évaluation des progrès en vue de la réalisation des OMD et d'autres objectifs de développement convenus au plan international, la Conférence des ministres de la CEA a adopté, à sa dernière session en mai 2006, une résolution dans laquelle elle a chargé le secrétariat d'aider les États membres à renforcer leur capacité de collecte de données et à mettre au point des moyens de mesurer les résultats. En réponse à cette requête, le secrétariat a lancé plusieurs initiatives, notamment la création d'une nouvelle division chargée de la statistique, le Centre africain pour la statistique (CAS), dont la principale priorité est d'entreprendre des travaux de recherche et d'appuyer le renforcement des capacités dans les États membres, afin d'améliorer la portée et la qualité des données disponibles pour l'analyse des politiques et la prise de décisions sur des questions socioéconomiques.

17. Le Centre va accroître les capacités institutionnelles des pays africains pour collecter, compiler et utiliser des statistiques de qualité conformes aux normes internationales, notamment des indicateurs de suivi concernant les OMD. Il participe d'ailleurs au groupe interinstitutions d'experts sur les indicateurs relatifs aux Objectifs du Millénaire pour le développement, créé par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU. En outre, il collabore avec ce Département et avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) à la mise en œuvre d'un projet au titre de la sixième tranche du Compte de l'ONU pour le développement, qui vise à renforcer les capacités des systèmes statistiques nationaux et régionaux afin de suivre les progrès dans la réalisation d'objectifs de développement convenus au plan international.

18. Le Centre s'est également vu confier la responsabilité de la mise en œuvre du nouveau *cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique* et il est tenu d'aider les pays à adopter et à appliquer des stratégies nationales pour le développement de la statistique. À cet égard, il s'emploie à actualiser le Système de comptabilité nationale de 1993 (un nouveau système étant prévu pour 2008) et à préparer les recensements de la population et de

l'habitat qui seront effectués en 2010 dans les pays africains.

Examen des activités de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

19. Malgré son bilan positif à l'appui du développement des capacités en Afrique et les tentatives récentes de la CEA pour le renforcer, l'Institut continue de connaître de graves difficultés en raison du déclin continu des contributions financières des États membres. Les décisions et les engagements pris par la Conférence des ministres de la CEA au cours des dernières années n'ont pas permis d'atténuer ces difficultés. Alors que des institutions des Nations Unies similaires, comme l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ILPES), reçoivent des ressources substantielles au titre du budget ordinaire de l'ONU, l'IDEP ne reçoit qu'une subvention limitée, ce qui ne lui permet pas de s'acquitter de son mandat. À sa session de 2006, la Conférence des ministres de la CEA a adopté une résolution dans laquelle elle a demandé au Secrétaire exécutif de procéder à un examen approfondi des opérations de l'Institut et de faire rapport à la quarantième session de la Commission en 2007.

20. En réponse à cette requête, le Secrétaire exécutif a chargé un groupe d'experts extérieurs de procéder à cette évaluation, dont l'objectif est d'aider l'IDEP à surmonter ses difficultés financières actuelles et à être capable de remplir les missions qui lui sont confiées par différentes parties prenantes. L'évaluation vise également à définir précisément le rôle et les objectifs de l'IDEP dans le cadre du réseau d'instituts de formation en Afrique, afin de s'assurer de sa pertinence et de garantir un appui politique et financier de la part

des États membres. Dans ce contexte, les évaluateurs examineront les modalités permettant d'améliorer la coopération avec d'autres organisations, en particulier l'Union africaine. Leur rapport serait présenté, pour examen, à la session actuelle de la Commission.

Suite donnée aux décisions relatives à l'emploi

21. Les participants à la trente-neuvième session de la Commission ont pris acte de la nécessité d'intégrer l'emploi dans les stratégies nationales de développement et dans les politiques macroéconomiques et de faciliter la mise en œuvre du Plan d'action de Ouagadougou (2004) pour assurer un développement durable, centré sur l'être humain dans tout le continent. Ils ont par ailleurs encouragé la CEA à collaborer avec ses partenaires régionaux, en particulier l'Union africaine et l'Organisation internationale du Travail, pour promouvoir l'élaboration et l'exécution de programmes de développement axés sur l'emploi, grâce à des forums régionaux sur l'emploi, dans le contexte du Plan d'action de Ouagadougou. La CEA a élaboré des études techniques pour des réunions sous-régionales organisées par l'Union africaine avec l'appui de l'OIT. L'objectif des réunions sous-régionales était d'examiner les propositions relatives à un cadre continental sur l'intégration des politiques et des programmes d'emploi en Afrique. Les conclusions de ces réunions ont été prises en compte, lors de la Réunion régionale africaine de l'OIT qui s'est tenue à Addis-Abeba en avril 2007, manifestation à laquelle participeront l'Union africaine et la CEA en tant que partenaires. Un groupe de travail technique comprenant l'Union africaine, la CEA et l'OIT a été créé pour examiner le projet de note conceptuelle sur la création du Forum régional pour l'emploi, qui sera étendu pour inclure le PNUD et la BAD comme partenaires institutionnels. L'initiative du Forum régional pour l'emploi devrait être lancée avant janvier 2008.

CHAPITRE III

Principales réalisations et résultats des programmes, des manifestations spéciales et des réunions

22. Ce chapitre met l'accent sur les principales réalisations de la CEA dans les 10 thèmes subsidiaires qui sont les principales composantes de son programme de travail. Il présente également les conclusions de deux manifestations spéciales organisées au cours de l'année considérée, à savoir le cinquième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF V) et la Grande Table 2007, ainsi que des réunions des organes subsidiaires.

Principaux résultats des activités de programme

- **Commerce, finance et développement économique**

23. Améliorer la formulation des politiques et programmes de développement grâce à la recherche: Le Rapport économique sur l'Afrique: Le Rapport économique sur l'Afrique, qui est la publication phare de la CEA, a pour objectif de disséminer les principaux résultats des activités de recherche de la CEA. Il est basé sur des thèmes reflétant les nouvelles questions d'intérêt stratégique pour le développement de l'Afrique. Après les thèmes du chômage et de la pauvreté en 2005 et des flux de capitaux en 2006, l'édition 2007 est consacrée au thème ci-après: Améliorer les perspectives du développement de l'Afrique à travers la diversification. Le Rapport souligne que les pays africains devraient élaborer des stratégies concrètes pour diversifier leurs économies afin d'accélérer la croissance, de réduire leur vulnérabilité aux chocs économiques externes, d'augmenter l'offre d'emplois et d'assurer un développement sans exclusive, conformément aux conclusions de la trente-neuvième session. Le Rapport a été lancé à la session 2007 de la Commission.

24. *Renforcement des capacités nationales en matière de négociations commerciales:* La CEA a mené diverses activités de renforcement des capacités d'appui au commerce dans un certain nombre d'États membres, notamment des programmes de formation visant à

améliorer les capacités d'analyse des responsables et des spécialistes nationaux de la politique commerciale et à les familiariser avec l'utilisation du logiciel WITS (Solution commerciale mondiale intégrée) et des modèles d'équilibre partiel dits SMART/WITS. Ces méthodologies permettent d'évaluer utilement les incidences des accords commerciaux sur les économies nationales. Par le truchement du Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC) et de ses services consultatifs interrégionaux à Genève, la CEA a dispensé aux membres du Groupe de négociateurs africains à Genève une formation sur le processus de l'OMC et des questions relatives au commerce.

25. Créé en 2003 avec l'appui du Gouvernement canadien, le CAPC a pour but de répondre aux nouvelles demandes d'assistance technique en matière de commerce des gouvernements africains. L'objectif général du CAPC est de renforcer la capacité des gouvernements africains de formuler, d'analyser et de mettre en œuvre des politiques et des programmes commerciaux judicieux, et de participer plus activement aux négociations commerciales multilatérales et bilatérales, en y associant le secteur privé et la société civile. Les efforts du Centre ont donné des résultats notables. En effet, certains pays ont renforcé leurs capacités nationales en matière de négociations commerciales en participant de manière proactive et constructive aux négociations commerciales multilatérales et bilatérales. De plus en plus de pays africains participent activement au Cycle de négociations commerciales de Doha. Contrairement à ce qui s'était passé durant le Cycle d'Uruguay, de nombreux pays africains ont participé très activement au Cycle en cours, défendant leurs intérêts et faisant plusieurs propositions aux divers comités de négociation et organes de l'OMC.

- **Sécurité alimentaire et développement durable**

26. La CEA, en tant que commission régionale chargée de faciliter et de promouvoir la mise en œuvre

des conclusions du Sommet mondial pour le développement durable, a organisé la réunion du Comité africain du développement durable et la Réunion d'application au niveau régional, pendant laquelle a été examiné le projet d'*Ensemble consensuel* devant être soumis à la Commission du développement durable, à sa quinzième session directive prévue en mai 2007. La CEA met actuellement la dernière main à son projet, en consultation avec des partenaires.

27. La CEA a apporté un appui technique concret dans la préparation et la tenue d'une conférence ministérielle et de deux grands sommets de l'UA/NEPAD sur la mise en œuvre du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique. En tant que membre du Comité technique du Sommet africain sur les engrais tenu à Abuja en juin 2006, la CEA a préconisé l'adoption de la Déclaration sur une approche de la sécurité alimentaire fondée sur la coopération et l'intégration régionales, ainsi que la création d'un mécanisme de financement pour améliorer l'offre et l'accessibilité des engrais et en réduire les prix pour les exploitants agricoles africains. Dans cette Déclaration, le Sommet a expressément invité la CEA à collaborer étroitement avec la CUA, la BAD et les CER dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de ses résolutions sur la création d'institutions régionales chargées de l'achat et de la distribution des engrais, la promotion de la production des engrais au niveau national ou régional et du commerce intrarégional des engrais, la création d'un service africain de financement du développement de l'industrie des engrais, ainsi que le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration.

28. Consciente de la place centrale de la terre dans le développement, la paix et la sécurité de l'Afrique, la CEA a continué à jouer un rôle primordial dans l'initiative conjointe CUA-CEA-BAD sur la politique foncière. Il s'agit surtout de soutenir les efforts et les programmes du NEPAD relatifs au développement agricole, à la gestion de l'environnement, à la consolidation de la paix et à la reconstruction après les conflits, ainsi que d'appuyer le Mécanisme d'évaluation intra-africaine. L'initiative doit notamment permettre d'apporter un appui technique et de mobiliser des ressources pour élaborer un cadre et des principes directeurs concernant la politique foncière en Afrique, et forger un consensus sur ces derniers. Un atelier consultatif multipartites organisé conjointement avec l'Union africaine et la BAD et accueilli par la CEA en mars 2006 a servi de plate-forme pour obtenir le consensus sur les grandes questions foncières; l'atelier a également permis d'orienter l'élaboration et la mise en œuvre du cadre, des modalités de renforcement des capacités institutionnelles et d'établissement des

partenariats nécessaires pour la mobilisation des ressources, l'élaboration et la mise en œuvre du cadre. Le cadre et les principes directeurs, assortis de repères et d'indicateurs clairs en matière de politique foncière devraient être définitivement mis au point et adoptés par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UA d'ici fin 2008.

• Gouvernance et administration publique

29. La CEA a intensifié sa collaboration avec les organisations de la société civile africaine, principalement dans le cadre de différents ateliers, en vue de renforcer leur capacité technique de contribuer au processus du Mécanisme d'évaluation intra-africaine. Cette collaboration s'inscrit dans le cadre du processus visant à renforcer la gouvernance et à atteindre un développement stable fondé sur la liberté et la responsabilité en Afrique. Au cours des ateliers et dans le cadre des travaux de recherche menés à cet égard, l'accent a été mis sur la nécessité de promouvoir la concertation entre tous les acteurs nationaux, la participation effective au processus du Mécanisme d'évaluation intra-africaine et à la mise en œuvre du plan d'action national.

30. *Mécanisme d'évaluation intra-africaine:* En tant que partenaire stratégique du Mécanisme d'évaluation intra-africaine et dans le cadre du mandat que lui ont donné les chefs d'État et de gouvernement du Comité de mise en œuvre du NEPAD, la CEA a continué d'apporter son concours au secrétariat du Mécanisme et aux pays africains.

31. *Rapport sur la gouvernance en Afrique et publications connexes:* Après la publication du premier Rapport sur la gouvernance en Afrique, l'expertise de la CEA dans le renforcement des institutions au service de la bonne gouvernance a été largement reconnue, d'où une augmentation des demandes de services consultatifs provenant des États membres, notamment des organisations de la société civile, la plupart concernant le Mécanisme d'évaluation intra-africaine. Rien qu'au mois de décembre 2006, la CEA a répondu à quatre demandes de ce type. Dans le cadre des études sur la gouvernance et de l'appui au Mécanisme d'évaluation intra-africaine, la CEA a organisé des ateliers sous-régionaux à l'intention des parlementaires, des décideurs et des organisations de la société civile sur le rôle des parlements dans le processus du Cadre de dépenses à moyen terme. Ces ateliers avaient pour objectif de favoriser la participation effective au processus et la bonne gestion de ce dernier.

- **L'information, la science et la technologie au service du développement**

32. Conformément aux conclusions du premier Forum pour le développement de l'Afrique (ADF I) consacré aux TIC, la CEA apporte son concours à la mise en place d'une infrastructure nationale de l'information et de la communication (NICI) à deux niveaux: au niveau de la formulation des politiques et des plans d'action nationaux concernant les TIC, et au niveau du développement et de l'utilisation de l'infrastructure des TIC. En 2006, la CEA a plusieurs fois fourni des services consultatifs techniques qui ont permis à huit autres États membres de formuler et de mettre en application des plans NICI.

33. La CEA a aidé la Communauté d'Afrique de l'Est à mettre en place son cadre régional de cybergouvernement qui a été approuvé lors de la treizième réunion du Conseil de ministres. Ce cadre régional a été élaboré avec l'aide du Réseau mondial de ressources en cyberpolitiques financé par le Gouvernement canadien et en coopération avec le Gouvernement finlandais. Le document-cadre vise à faciliter l'échange d'informations et à promouvoir la collaboration concernant les flux de données transfrontières pour éviter le double emploi et les erreurs, ainsi que la mobilisation des ressources au profit de la communauté. Le document-cadre est assorti d'un plan d'action à court ou moyen terme pour sa mise en œuvre immédiate. Des initiatives régionales semblables sont également mises en œuvre pour les sous-régions de la CEDEAO, de la CEMAC et de l'UMA.

34. Des informations sur les ressources du savoir liées au développement ont été produites et largement diffusées en 2006. Deux programmes vidéo intitulés «Ensuring ICT for All» et «Community-based access: ensuring a multi-stakeholder dialogue» ont été finalisés en novembre 2006. Douze numéros d'un bulletin mensuel du Partenariat pour les technologies de l'information et de la communication en Afrique (PICTA) ont été publiés en format électronique et sur papier; destiné à renforcer l'échange d'informations entre les membres du PICTA, ce bulletin a été en grande partie distribué par voie électronique et au cours des réunions. En 2006, le site Internet de l'AISI, qui comporte des informations sur les TIC, la géo-information et des sources bibliographiques, était le deuxième site de la CEA le plus visité après le site Internet principal de la CEA (2 273 199 touches, soit 11 % du total pour le site de la CEA, et 405 062 visiteurs). Deux des versions électroniques et sur papier de iConnectAfrica (bulletin trimestriel diffusé par

voie électronique, sur papier et par courrier électronique et destiné à sensibiliser toute la communauté de développement de l'Afrique aux possibilités qu'offrent les TIC), ont été lancées. Sept nouveaux groupes de discussion en ligne comptant plus de 500 membres (16 % de tous les membres des groupes de discussion de l'AISI) ont été créés au cours de la période considérée. Quatre expositions destinées à promouvoir l'utilisation des produits de l'information ont été organisées, qui ont permis de sensibiliser utilement les décideurs africains.

35. En ce qui concerne la science et la technologie pour le développement, la CEA a établi un document intitulé «Renforcer les systèmes d'innovation scientifiques et technologiques pour le développement durable», qui s'est révélé utile aux travaux du Sommet de l'UA qui s'est tenu en janvier 2007 et au cours duquel ont été adoptées d'importantes recommandations sur l'intégration de la science et de la technologie dans les programmes de développement nationaux en Afrique.

- **Coopération économique et intégration régionale**

36. *NEPAD*: Depuis 2002, différents documents et résolutions ont réaffirmé le mandat de la CEA, à savoir coordonner les institutions et organisations des Nations Unies qui œuvrent en Afrique pour venir en appui au NEPAD¹. Aussi, la CEA est-elle au-delà de son rôle déjà important dans la conceptualisation du NEPAD et la promotion de la coopération au sein du système des Nations Unies, pour apporter un appui significatif et concret à la mise en œuvre des priorités du NEPAD, notamment la coordination du soutien institutionnel au développement, à la gouvernance (Mécanisme d'évaluation intra-africaine) et au développement des infrastructures en Afrique.

37. *Coordination de l'appui institutionnel au NEPAD*: Dans le cadre du processus de repositionnement de la CEA, le groupe du NEPAD a été intégré dans le sous-programme sur l'intégration régionale dans le but de renforcer les effets de synergie et le rôle de la CEA dans la coordination de l'appui régional au NEPAD. La nouvelle division ainsi créée (NEPAD et intégration régionale) a entrepris un examen des consultations régionales entre les organismes du sys-

1 ¹ Par exemple, le deuxième rapport du Groupe consultatif du Secrétaire général sur l'appui international au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (2006) et le rapport du Corps d'inspection sur «l'évaluation par la CEA de l'appui du système des Nations Unies au NEPAD: Repenser l'approche collective» (ECA/OPC/RCM.04 en date du 30 août 2004, par.17).

tème des Nations Unies dans le cadre de l'appui au NEPAD, en particulier du système des groupes thématiques mis en place pour améliorer son efficacité et son impact. La division a collaboré avec le secrétariat du NEPAD à l'organisation d'un séminaire pour le renforcement des capacités qui a permis de mieux concevoir les stratégies de mise en œuvre des priorités du NEPAD. En novembre 2006, la CEA a organisé la septième réunion consultative régionale des institutions des Nations Unies, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA), les communautés économiques régionales et la BAD. Cette réunion a débouché sur l'adoption de recommandations visant à: a) renforcer la coordination et relancer le système des groupes thématiques; b) encourager la coordination sous-régionale; c) améliorer la coordination entre l'ONU et les institutions régionales africaines; d) assurer le suivi et l'évaluation des actions et des résultats; et e) mobiliser les ressources et renforcer les capacités.

38. *Développement des infrastructures régionales* : Le manque d'infrastructures entrave l'intégration régionale en Afrique. Les activités de la CEA dans ce domaine consistent à aider à la mise en place de systèmes de transport et de communication efficaces, intégrés et abordables qui serviront de base à l'intégration physique de l'Afrique. La CEA a aidé ses États membres et leurs institutions à mettre en place des groupements énergétiques et à gérer les ressources naturelles partagées, notamment les ressources en eau. Un atelier de formation a été organisé en décembre 2006, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en vue de sensibiliser les responsables de la planification énergétique en Afrique aux avantages pouvant découler de la mise en œuvre des outils de planification intégrée des ressources au service de la mise en valeur durable d'une énergie à moindre coût.

39. *Intégration régionale et rationalisation des CER*: Il est généralement admis que l'intégration des économies africaines est la clé du développement socioéconomique durable du continent. La CEA a intensifié son appui à ce processus selon trois axes principaux: a) approfondir la recherche analytique destinée à recenser les mesures et actions nécessaires pour renforcer l'intégration régionale; b) faciliter l'élaboration d'accords ou de conventions sur les questions transnationales; et c) parvenir à un consensus sur l'intégration régionale et les biens publics régionaux et transfrontaliers.

40. La CEA a contribué à l'élaboration des différents documents techniques présentés au Sommet de l'UA, tenu à Banjul en juillet 2006, sur lesquels a été fondée la décision du Sommet de ne plus reconnaî-

tre de nouvelles CER. La deuxième édition de l'*État de l'intégration régionale en Afrique* (ARIA II), qui a été lancée à Banjul en juillet 2006, a essentiellement porté sur la nécessité de rationaliser les CER, afin de réduire les doubles emplois et d'optimiser l'utilisation des ressources sous-régionales pour promouvoir les organisations intergouvernementales.

41. *Rapport sur la mise en valeur des ressources en eau en Afrique*: Il faut pour l'Afrique une approche scientifique et technologique forte en matière d'évaluation et de mise en valeur des ressources en eau. C'est ce qui a conduit au lancement du premier rapport exhaustif sur la mise en valeur des ressources en eau en Afrique en 2006. Établi sur la base de données et d'indicateurs officiels provenant de différentes organisations pertinentes, ledit rapport devrait être un outil dynamique de mesure des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau et dans les efforts visant à relever d'autres défis internationaux comme les Objectifs du Millénaire pour le développement. Les institutions des Nations Unies qui œuvrent dans le secteur de l'eau, les institutions nationales liées aux ressources en eau, les organismes scientifiques et les autres parties prenantes ont collaboré en vue de l'élaboration dudit rapport, dont la première édition a porté la situation et les perspectives de mise en valeur des ressources en eau en Afrique à l'attention des responsables et des décideurs, compte tenu des progrès scientifiques et techniques. Le *Groupe interorganisations pour l'eau en Afrique* a établi une corrélation entre le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau et le Rapport sur la mise en valeur des ressources en eau en Afrique, pour que le continent puisse bénéficier de la grande quantité de connaissances et d'informations scientifiques et technologiques disponibles dans le monde développé, et puisse mettre les progrès de la science et de la technologie au service de la mise en valeur et de la gestion des ressources en eau en Afrique, notamment pour surveiller les principaux paramètres des ressources en eau et de l'environnement comme la quantité et la qualité de l'eau, la biodiversité et la dégradation des terres.

42. *Intégration des questions liées aux activités extractives et aux ressources minérales dans le développement*: La CEA a organisé un atelier de formation sur les groupes de minéraux et les stratégies de développement économique, auquel ont pris part 85 participants venus du secteur privé, des universités, des organisations de la société civile, ainsi que des hauts fonctionnaires des ministères des mines, des finances et de la planification économique. Les participants ont demandé que cet atelier soit organisé à intervalle régulier pour permettre aux responsables et autres parties prenantes de prendre connaissance des problèmes qui se posent

habituellement au niveau de l'exploitation et de la mise en valeur des ressources minières dans les États membres, notamment dans le cadre de l'Initiative de développement spatial du NEPAD.

- **Amélioration de la condition de la femme**

43. La CEA a assuré le service de la cinquième session du Comité «Femmes et développement», qui a fait des recommandations relatives à la mise en œuvre de la Stratégie de suivi de Beijing+10 en se fondant sur un document de la CEA intitulé «Directives opérationnelles pour la mise en œuvre des conclusions de l'évaluation décennale du programme d'action de Beijing: stratégie de suivi de Beijing+10».

44. Un séminaire sous-régional a été organisé en Tunisie en juillet 2006, qui avait pour but de doter les États membres de l'Afrique du Nord des outils qui leur permettraient d'élaborer des plans d'action nationaux en vue d'accélérer les efforts visant à concrétiser les engagements énoncés dans le document de Beijing +10 intitulé *Résultats et voie à suivre*. De même, la CEA, en collaboration avec le bureau du programme régional du PNUD en faveur des femmes en Afrique, a mis en place un observatoire des droits fondamentaux de la femme en Afrique, destiné à servir de source générale de données pour la promotion, l'analyse et l'exploitation des données au niveau national pour enrichir les débats d'orientation et favoriser la prise de décisions avisées. L'élaboration du document à «effet rapide» intitulé *«Création d'un observatoire africain des droits de la femme: participation des femmes à l'arène politique et aux autres processus de prise de décision»* est la première activité du processus de mise en place de l'Observatoire. Des travaux sont en cours pour la réalisation d'études thématiques sur l'accès des femmes à des ressources comme la terre et le crédit. Ces documents, qui ont été élaborés à partir des rapports nationaux sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA), serviront à sensibiliser le public aux principales questions sexospécifiques.

45. En 2006, les résultats des études sur l'IDISA, menées dans plusieurs pays (Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Égypte, Éthiopie, Ghana, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Tanzanie et Tunisie), ont été résumés afin d'être publiés dans le Rapport sur les femmes en Afrique. Ce rapport, qui est en cours d'édition, fait le point de la situation des femmes dans des pays africains pilotes et met en évidence les principales lacunes constatées dans la mise en œuvre des engagements sexospécifiques pris aux

niveaux international et régional. Il montre que le secteur social a été le théâtre d'événements marquants en ce qui concerne l'égalité entre les sexes. Mais les résultats obtenus par les pays au niveau de la parité sont moyens dans le secteur économique et très faibles dans le domaine politique. La CEA a commencé, sur la base des enseignements tirés, à étendre le processus de l'IDISA à quatre autres pays: Cap-Vert, Gambie, Namibie et Sénégal.

- **Activités sous-régionales pour le développement**

46. Au niveau sous-régional, la CEA déploie ses efforts sur deux fronts: a) les activités destinées à donner aux États membres les moyens d'harmoniser les politiques dans les domaines du commerce, des infrastructures, des ressources humaines, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, et b) les activités de renforcement des capacités des communautés économiques régionales et des autres organisations intergouvernementales en vue de coordonner et de suivre la mise en œuvre des programmes régionaux et sous-régionaux, notamment du NEPAD. Les BSR ont donc assuré le service des différents séminaires et réunions des Comités intergouvernementaux d'experts. Ces réunions ont abouti à des recommandations à l'intention des États membres pour a) adapter les systèmes éducatifs aux exigences du marché du travail, b) prendre des mesures qui permettraient d'atténuer l'impact de l'aide alimentaire et des subventions agricoles sur la sécurité alimentaire, c) entreprendre des études sur les effets des barrières non tarifaires sur les échanges intra-régionaux, et d) renforcer la mobilisation des ressources financières pour le développement, notamment la participation des pauvres aux activités du secteur financier. Toutes ces recommandations sont destinées à aider les États membres à réaliser les OMD.

47. Les bureaux sous-régionaux ont établi et diffusé des rapports sur les résultats économiques et sociaux des États membres, qui ont été approuvés par les comités intergouvernementaux d'experts respectifs. Des manifestations spéciales ont été également organisées, dans le but de mettre l'accent sur les nouveaux défis qui revêtent une importance stratégique pour le développement des sous-régions. Par exemple, en Afrique centrale, une manifestation spéciale a été organisée sur les investissements, à laquelle ont participé les principales parties prenantes institutionnelles dans la sous-région et qui a eu pour principal résultat l'adoption d'une feuille de route destinée à encourager les investissements dans la sous-région. La mise en place d'un observatoire pour l'intégration régionale en

Afrique du Nord a également été appuyée par les États membres et les autres parties prenantes, et a permis de sensibiliser le public au processus d'intégration régionale dans la sous-région.

- **Planification et administration du développement**

48. Le manque de capacités techniques et d'analyse empêche d'arrêter des politiques efficaces en Afrique. En 2006, l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) a formé 95 cadres moyens et supérieurs provenant des États membres et des communautés économiques régionales. Le principal défi qu'il doit cependant relever est de mobiliser des ressources extrabudgétaires permettant de répondre à la demande de renforcement accéléré des capacités humaines au sein des institutions africaines de politique économique.

49. La Commission avait jugé, lors de sa trente-neuvième session, que pour permettre à l'IDEP de jouer son rôle efficacement il fallait réexaminer ses structures et ses moyens, dans le but de les renforcer par la suite. Cet examen a eu lieu et a fait l'objet d'un rapport qui a été présenté à la Commission à sa quarantième session.

- **Statistiques pour le développement**

50. La CEA a mené diverses activités visant à donner aux bureaux nationaux une plus grande capacité de suivi des progrès accomplis pour réaliser les OMD et autres objectifs de développement convenus à l'échelon international. L'accent a été mis, dans ces activités de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données statistiques, sur l'élaboration des indicateurs de performance et des statistiques. Dans le cadre du processus de diffusion des données, la principale publication en série, intitulée *Annuaire statistique de l'Afrique 2006*, est parue en un seul volume, pour une plus grande facilité d'emploi. La Commission gère une base de données statistiques régionales, qu'elle a mise au point après évaluation complète des besoins dans ce domaine et qui doit constituer une source de données statistiques sur les pays africains faisant autorité et à laquelle les usagers peuvent accéder directement.

51. La CEA a également contribué à la mise au point d'une base de données de la CEDEAO. Elle continue, en matière de collecte de données, de collaborer et de partager des informations avec les bureaux natio-

naux de statistique et les communautés économiques régionales (SADC, CEDEAO, COMESA et UMA). En matière de coordination statistique, la CEA et ses partenaires ont organisé, en février 2006, le deuxième Forum pour le développement de la statistique en Afrique (FASDEV). Le Forum a invité la CEA et la BAD à coordonner le renforcement des capacités statistiques en Afrique et à mettre en œuvre le Référentiel géodésique africain (AFREF). La Commission a aussi organisé la troisième réunion annuelle du Conseil consultatif sur la statistique en Afrique, qui a exhorté la CEA à rétablir la division de statistique en la dotant de ressources suffisantes, à tenir compte dans son programme de travail des recommandations de ses partenaires et à coordonner le Référentiel géodésique africain en collaboration avec la BAD et la Commission de l'Union africaine (CUA). Ces recommandations ont été appliquées dans le cadre du repositionnement de la CEA.

52. La CEA a apporté son appui aux États membres pour la préparation des recensements de la population et de l'habitat de 2010 et a participé à l'organisation du Symposium africain sur le développement de la statistique, par une série d'ateliers de formation et de réunions de groupes d'experts organisés en collaboration avec la Division de statistique de l'ONU, la CEDEAO et la SADC.

- **Développement social**

53. Dans le cadre de sa restructuration, la CEA a établi un sous-programme sur le développement social, couvrant les aspects suivants: OMD et analyse et suivi de la pauvreté; population, migrations, santé et VIH/sida; emploi et autres questions d'ordre social. Elle a fourni son concours technique à l'élaboration du point de vue régional à inclure dans le rapport du Secrétaire général sur les migrations internationales et le développement en 2006 et elle a participé à la rédaction de la contribution de l'Afrique à la proposition de politique mondiale sur les migrations internationales, que l'Assemblée générale a adoptée en 2006.

54. La Commission a coorganisé avec l'UA et la BAD, en mars 2006 au Caire, la Réunion plénière africaine sur les stratégies de réduction de la pauvreté et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Dans le cadre de la suite donnée à cette plénière, elle a facilité le partage de connaissances entre spécialistes des stratégies de réduction de la pauvreté. Grâce aux vérifications des connaissances effectuées dans 15 pays africains et aux discussions en ligne entre spécialistes, la CEA a beaucoup contribué à renforcer,

au sein de ses États membres, le dialogue de fond, ainsi que la formulation et l'application des politiques.

55. La CEA a poursuivi l'exécution de ses activités concernant le Programme d'accélération du traitement du VIH/sida, couvrant le Burkina Faso, le Ghana et le Mozambique, ainsi que ses activités liées à la Commission sur le VIH/sida et la gouvernance en Afrique (CVGA). Grâce aux comités consultatifs régionaux réunis tous les six mois à l'intention des pays couverts par le Programme et de leurs partenaires, le partage des connaissances a contribué à : i) améliorer la prise en charge des personnes vivant avec le VIH/sida; ii) renforcer la collaboration entre les associations s'occupant des personnes vivant avec le VIH/sida et les structures de santé publique; iii) intensifier l'accès au traitement antirétroviral et son application; iv) promouvoir davantage et renforcer les partenariats public-privé; v) renforcer les moyens de l'ensemble des systèmes de soins de santé.

Principaux résultats des manifestations spéciales

- **Cinquième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF V)**

56. Le Forum pour le développement de l'Afrique (ADF) est une initiative de la CEA qui constitue, depuis son lancement en 1999, un cadre efficace où des acteurs divers débattent, discutent et formulent des stratégies concrètes pour le développement de l'Afrique. La première édition d'ADF (1999) a été consacrée aux technologies de l'information et de la communication (TIC), la deuxième (2000) au VIH/sida, la troisième (2002) à l'intégration régionale et la quatrième (2004) à la gouvernance. Ces manifestations ont beaucoup contribué, notamment, à l'adoption de politiques en matière de TIC partout en Afrique, à la détermination d'un programme de recherche sur les incidences macroéconomiques du VIH/sida en Afrique, dans le cadre de la Commission sur le VIH/sida et la gouvernance (CVGA) créée par le Secrétaire général, à l'établissement du cadre stratégique relatif à l'Union africaine qui a remplacé l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et à la définition du cadre technique relatif à l'évaluation des pays dans le cadre du Mécanisme d'évaluation intra-africaine.

57. Le cinquième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF V) s'est tenu du 17 au 19 novembre 2006 sur le thème «Jeunesse et leadership au XXI^e siècle». M. Kofi Annan, alors Secrétaire général de

l'ONU, l'a honoré de sa présence et a prononcé le discours inaugural. Un dialogue a été organisé entre les jeunes et un groupe de dirigeants politiques, parmi lesquels le Président du Swaziland, le Vice-Président de la République-Unie de Tanzanie, le Premier Ministre d'Éthiopie, le Premier Ministre de la Guinée équatoriale et un ancien Premier Ministre du Canada. Les principaux collaborateurs ont été: l'UA, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les Volontaires des Nations Unies, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la Banque africaine de développement (BAD), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le British Council, la Fondation Léonard Cheshire, le Département britannique du développement international (DFID) et le Gouvernement néerlandais. Cinquante États africains et 35 organisations internationales étaient représentés.

58. L'objectif premier d'ADF V était de donner suite à la résolution 60/2 adoptée en octobre 2005 par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui demandait aux commissions régionales de créer un cadre de consultations et de discussions régionales avec les États membres, les organismes de l'ONU, la société civile et les jeunes Africains, sur des questions essentielles concernant ces derniers, afin d'évaluer les progrès accomplis pour réaliser les objectifs du Programme d'action mondial pour la jeunesse.

59. Parmi les principaux résultats du Forum, on peut citer: 1) le lancement de la Charte africaine de la jeunesse que les participants se sont engagés à appuyer dans sa mise en œuvre aux niveaux national et régional; 2) le projet de déclaration consensuelle, qui a pris sa forme définitive depuis lors, réaffirmant l'engagement pris par les dirigeants de l'Union africaine en juin 2006 à Banjul de concevoir et d'appliquer des politiques nationales en faveur de la jeunesse. La Déclaration contenait notamment les recommandations suivantes: a) créer un programme d'échanges de jeunes Africains; b) mettre au point un programme panafricain des jeunes pour la promotion des TIC; c) renforcer le rôle du sport dans la réalisation des OMD en Afrique; d) créer un corps de jeunes volontaires africains; e) définir un cadre pour la mise en application de la Charte africaine de la jeunesse et f) concevoir un plan d'action conjoint de suivi du Forum.

60. À ce jour, sept des partenaires ont soumis leur contribution à l'élaboration du plan d'action commun pour la jeunesse et le développement en Afrique. Le

plan proposé par la CEA reflète la nouvelle stratégie consistant à travailler étroitement avec les États membres et les principales parties prenantes, en particulier l'UA et la jeunesse. Il comporte huit objectifs: 1) accroître la représentation de la jeunesse à toutes les réunions des organes de la Commission et rattacher toutes les activités de suivi d'ADF V à une division de la CEA; 2) donner aux organisations de jeunes plus de capacités de participation effective à l'élaboration des politiques aux niveaux national et régional; 3) appuyer l'adoption de politiques visant à améliorer la santé et le bien-être de la jeunesse africaine, en mettant l'accent sur les jeunes femmes; 4) soutenir l'emploi et l'esprit d'entreprise des jeunes dans le domaine des TIC; 5) appuyer l'UA et le NEPAD dans la mise au point d'un programme panafricain des jeunes pour la promotion des TIC; 6) mettre les jeunes Africains au courant des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat auxquelles donnera lieu le tournoi de la coupe du monde de football en 2010; 7) maximiser les avantages des migrations internes et internationales en matière de développement; et 8) promouvoir le rôle de la jeunesse africaine dans la consolidation de la paix et le règlement des conflits.

- **La Grande Table: Gérer les ressources naturelles de l'Afrique en vue de la croissance et de la réduction de la pauvreté**

61. La Grande Table est une initiative de la CEA qui a pour objectif de promouvoir, dans un cadre informel, un dialogue franc et constructif entre les hauts responsables politiques africains et leurs homologues de l'OCDE. Cette année, elle a été organisée le 1^{er} février, en collaboration avec la BAD et l'UA, avec pour objectif de faire avancer le débat sur le défi consistant à faire de l'extraction des ressources naturelles une chance plutôt qu'une malédiction pour le développement de l'Afrique.

62. Les participants ont souligné que, malgré sa part considérable dans les réserves mondiales d'or, de platine et d'autres minéraux précieux, l'Afrique avait le taux de pauvreté le plus élevé de toutes les régions du monde. Ils ont donc invité les pays africains à entreprendre les réformes politiques et économiques nécessaires pour mettre leurs économies sur la voie d'un développement durable et sans exclusive, et leurs partenaires à investir dans le secteur des ressources, par le biais de l'aide, de l'allègement de la dette et de l'accès aux marchés.

63. En ce qui concerne les réformes, ils ont insisté sur l'importance des aspects suivants: 1) renforcement

et élargissement du Mécanisme d'évaluation intra-africaine pour y inclure la bonne gouvernance des ressources naturelles, notamment la transparence en matière de recettes, comme indicateur clef de bonne gouvernance et instauration de codes de conduite et de principes directeurs relatifs à l'exploitation des ressources naturelles, en particulier en matière de sécurité, de santé et d'environnement; 2) renforcement de la participation des collectivités locales aux projets relatifs aux ressources naturelles et de l'appropriation des projets par ces collectivités tout en veillant à l'équité intergénérationnelle, grâce notamment à la promotion de la valorisation locale et de l'accroissement de la valeur ajoutée, à la promotion des industries reposant sur les intrants locaux et à l'investissement des recettes tirées des ressources naturelles dans des fonds destinés aux générations futures et autres activités durables; 3) renforcement de la capacité et du pouvoir de négociation des pays africains et élaboration de législations et réglementations de génération nouvelle en matière de ressources naturelles pour mieux tenir compte des intérêts des pays africains grâce à de solides bases de données géologiques et inventaires des ressources minérales et à la création de liens d'interdépendance viables entre les projets reposant sur les minéraux et le développement des infrastructures locales; 4) renforcement de la capacité de gestion des ressources naturelles grâce à l'apprentissage mutuel entre décideurs, membres des organismes de contrôle, législateurs et rédacteurs des lois; harmonisation des lois, des normes et des réglementations des pays africains; élaboration d'approches transfrontières des problèmes environnementaux.

64. Onze pays africains et des hauts fonctionnaires de quatre pays de l'OCDE et d'organisations régionales et internationales, parmi lesquelles la Banque mondiale et le FMI, ont participé aux travaux. Selon eux, pour que les ressources minérales de l'Afrique contribuent à une croissance accélérée et à une réduction de la pauvreté, il faudrait que les questions relatives à l'exploitation de ces ressources soient intégrées dans les programmes de réduction de la pauvreté et de développement des infrastructures.

Principaux résultats des réunions des organes subsidiaires de la Commission, y compris les réunions des CIE

65. On trouvera ci-après un résumé des questions examinées lors des diverses réunions d'organes subsidiaires de la Commission, en particulier les réunions des comités intergouvernementaux d'experts

tenues ou prévues depuis la dernière session de la Commission.

- **Dixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique de l'Est**

66. La dixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique de l'Est s'est tenue à Bujumbura du 2 au 5 mai 2006, sous le thème «*Amélioration des perspectives de réduction de la pauvreté et de croissance au service de la paix et du développement: la voie à suivre pour l'Afrique de l'Est*»². Les participants ont passé en revue la situation socioéconomique de la sous-région et se sont penchés sur un certain nombre de questions de développement spécifiques, notamment: stratégies et politiques de réduction de pauvreté; défis à relever en vue de la réalisation des OMD et concept du «village du Millénaire»; sécurité alimentaire, avec un accent particulier sur le *Millennium Agricultural Programme for Africa* (Programme agricole du Millénaire pour l'Afrique); coopération en matière de mise en valeur et de distribution de l'énergie.

67. Il a également été organisé trois ateliers de formation en groupe sur des questions telles que les négociations commerciales au sein de l'OMC et les perspectives du cycle de Doha au lendemain de la réunion de Hong Kong; les systèmes statistiques et la base de données de la CEA; l'utilisation de l'indice des inégalités entre les sexes (mis au point par la CEA) comme moyen d'introduire des variables relatives à la parité dans les systèmes nationaux de comptabilité et de budgétisation.

68. En ce qui concerne la situation socioéconomique de la sous-région, le Comité a recommandé que le nouveau cadre macroéconomique pour la réduction de la pauvreté soit fondé sur la nécessité de réaliser les OMD dans la sous-région. Les États membres ont été encouragés à mettre un accent particulier sur une approche intégrée du développement du secteur rural, de l'infrastructure rurale et du système de santé.

69. S'agissant du Programme agricole du Millénaire pour l'Afrique, le Comité a demandé aux gouvernements de promouvoir des systèmes de rétention hydrique et des programmes d'irrigation à faible coût au niveau communautaire, ainsi que d'introduire de nouvelles variétés de culture pour augmenter la production vivrière. Pour résoudre les problèmes de distribution, le Comité a également recommandé le retour

aux coopératives dans les zones rurales et la mise en place de circuits de commercialisation modernes. Constatant avec préoccupation que l'agriculture ne représentait qu'une faible part des budgets nationaux, le Comité a instamment demandé aux gouvernements de mettre en œuvre le plan d'action du NEPAD sur l'agriculture, afin de favoriser un accroissement sensible des crédits budgétaires alloués à l'agriculture et au développement rural. Les participants ont appelé la BAD et d'autres institutions multilatérales ainsi que les partenaires multilatéraux à apporter leur concours aux programmes et projets liés au développement agricole, à la sécurité alimentaire et au développement rural intégré dans la sous-région.

- **Réunion extraordinaire du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique du Nord**

70. Préalablement à sa principale réunion prévue peu de temps après la présente session de la Conférence des ministres, le Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique du Nord a tenu une réunion extraordinaire à Marrakech (Maroc) le 21 février 2007. Il s'agissait de permettre au bureau du Comité d'examiner et de trancher des questions importantes à porter à l'attention du principal organe délibérant.

71. Les participants ont examiné les questions ci-après: principaux résultats obtenus par le Bureau en 2006; programme de travail pour 2007; conclusions du forum pour le développement de l'Afrique du Nord sur le commerce au service de la croissance et de la création d'emplois; propositions de thèmes et de priorités pour le programme de travail 2008-2009; enfin, progrès accomplis dans la mise en place de l'observatoire sur l'intégration. Ils ont adopté les programmes de travail pour 2007 et la période 2008-2009, ainsi que les décisions et recommandations ci-après: a) présenter la Déclaration de Marrakech (2007) issue du Forum pour le développement en Afrique du Nord à la quarantième session de la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique; b) promouvoir des politiques et des programmes novateurs dans les domaines de l'éducation et de la formation, ainsi que la mise au point d'outils statistiques devant servir aux études sociales et économiques sur les résultats obtenus par la sous-région; c) mobiliser l'appui des pays de la sous-région à la mise en œuvre du programme de développement international, y compris la réalisation des OMD, grâce à des activités de suivi appropriées; d) redoubler d'efforts pour mettre en œuvre le programme d'intégration régionale et traduire les objectifs et stratégies du NEPAD en programmes et projets concrets dans la

² Le rapport de cette réunion a été finalisé après la dernière session de la Commission tenue en mai 2006.

sous-région, en étroite collaboration avec l'Union du Magreb arabe (UMA); et e) élever les réunions des groupes d'experts thématiques du Comité au rang de réunions ministérielles qui se tiendraient autant que de besoin.

- **Treizième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique australe**

72. La treizième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique australe s'est tenue sous le thème «*Accélérer le développement de l'Afrique pour réaliser les OMD: défis à relever et voie à suivre pour l'Afrique Australe*». Le choix de ce thème traduit la préoccupation que suscitent chez beaucoup d'observateurs les problèmes de développement insolubles de l'Afrique alors qu'on est presque à mi-parcours de l'échéance 2015. Les travaux des experts ont principalement porté sur l'impact des politiques macroéconomiques et leurs liens avec la création d'emplois, ainsi que sur le rôle du secteur privé dans la réalisation des OMD.

73. Compte tenu des problèmes susmentionnés, le Comité a notamment formulé les recommandations ci-après: a) étant donné que la majorité de la population d'Afrique australe vit dans les zones rurales, il est indispensable, pour lutter contre la pauvreté, de s'attaquer aux problèmes posés par l'allocation inégale des ressources qui continuent de marginaliser les communautés rurales, et ce en améliorant l'accès aux moyens de production tels que le financement et les intrants agricoles, l'accès à la terre et l'infrastructure rurale; b) les gouvernements devraient s'appuyer sur la marge de manœuvre budgétaire accrue que leur permet l'embellie des taux de croissance pour injecter davantage de ressources dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation et la santé, l'eau potable, l'assainissement et les sources d'énergie de remplacement, en particulier dans les zones rurales; c) il faudrait accorder plus d'attention aux efforts visant à augmenter la valeur ajoutée des matières premières et à la nécessité de diversifier l'économie; et d) les gouvernements doivent faire preuve de leadership pour mobiliser toutes les parties prenantes et les amener à jouer tout leur rôle dans la réalisation des OMD.

- **Onzième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique de l'Est**

74. La onzième session du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique de l'Est s'est tenue à

Bujumbura (Burundi) sous le thème «*Financement du développement et réduction de la pauvreté en Afrique de l'Est*». Le Comité a analysé la situation macroéconomique des pays de la sous-région, ainsi que les progrès accomplis dans les secteurs productif, social et de l'infrastructure, l'accent étant mis sur les contraintes et les perspectives en matière du financement du développement. Il a constaté que si les taux de croissance du PIB ont été importants, ils n'ont pas entraîné une amélioration des conditions de vie des populations de la sous-région. Il a également constaté que, si des efforts importants ont été déployés pour attirer des investissements étrangers directs, on a en revanche négligé la nécessité de mobiliser des investissements de source intérieure, qui sont plus durables et qui permettraient au continent d'avoir la maîtrise de son développement. Le Comité a par ailleurs indiqué qu'il convenait de s'intéresser davantage aux questions liées à la gouvernance et au renforcement des institutions publiques. En outre, les participants ont pris acte du projet de programme de travail et de priorités pour la période biennale 2008-2009 et ont félicité la CEA de l'exercice de repositionnement et du renforcement des bureaux sous régionaux. Le thème de la conférence ministérielle sous-régionale de 2008 sera choisi en consultation avec le Bureau et communiqué en temps utile aux États membres.

- **Vingt-cinquième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique centrale**

75. Le Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique centrale a tenu sa vingt-cinquième session en avril 2007, au Gabon, sous le thème «*Croissance, pauvreté et redistribution des revenus*». Les objectifs étaient, entre autres, d'examiner l'évolution socioéconomique des pays de la sous-région, l'état d'avancement du processus d'intégration régionale, l'état de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), d'évaluer les activités entreprises par le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique centrale pendant la période 2006-2007 et de présenter au Comité le projet de programme de travail et de priorités pour la période biennale 2008-2009.

76. Compte tenu des difficultés socioéconomiques de la sous-région, le Comité a recommandé de renforcer les activités visant à améliorer l'infrastructure des transports et des communications. À partir de l'expérience du Cameroun, du Gabon et du Tchad, il a d'accorder plus d'attention aux questions liées aux inégalités et à la redistribution des revenus. Le

Comité a également demandé l'application rapide des accords de libre-échange conclus dans la sous-région. S'agissant du programme de travail, il a pris acte des bons résultats du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale et de sa collaboration fructueuse avec les communautés économiques régionales et les États membres de la sous-région. Il a également noté qu'en 2008, le Bureau sous régional organiserait une conférence ministérielle sous-régionale à la place de la réunion du Comité intergouvernemental d'experts et a proposé que le thème de cette première réunion soit *«Rôle des produits de base dans le développement des pays de la sous-région»*.

77. Les comités sectoriels ci-après tiendront également des réunions courant 2007 : le Comité du développement durable, le Comité du développement humain et de la société civile, le Comité de l'information pour le développement, le Comité du commerce et de la coopération et de l'intégration régionales, le Comité «Femmes et développement» et les comités intergouvernementaux d'experts pour l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest.

CHAPITRE IV

La Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique/ Quarantième session de la Commission

A. Participation

78. La Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique s'est tenue à Addis-Abeba les 2 et 3 avril 2007. La quarantième session de la Commission a été formellement ouverte par S.E. M. Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie. Lors de la cérémonie d'ouverture, des allocutions ont été prononcées par l'Ambassadeur de la Jamahiriya arabe libyenne en Éthiopie, Doyen du Corps diplomatique africain à Addis-Abeba, au nom du Président sortant du Bureau, par M. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la CEA, et par M. Maxwell Mkwezalamba, Commissaire aux affaires économiques de la Commission de l'Union africaine.

79. Ont pris part à la réunion les représentants des États membres ci-après : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Léone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

80. La Commission de l'Union africaine (CUA), la Banque africaine de développement (BAD) et le secrétariat du NEPAD ont également participé aux travaux de la session.

81. Les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentés : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Fonds monétaire international (FMI), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Centre du commerce international

(CCI), Union internationale des télécommunications (UIT), Bureau des commissions régionales à New York, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Commission économique pour l'Europe (CEE), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Bureau de liaison des Nations Unies auprès de l'Union africaine, Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Banque mondiale, Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Organisation météorologique mondiale (OMM) et Organisation mondiale du commerce (OMC).

82. Les États Membres de l'ONU ci-après étaient représentés par des observateurs : Allemagne, Autriche, Canada, Chine, Danemark, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, Inde, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas et Royaume-Uni.

83. La Palestine, qui a une mission d'observation permanente au Siège de l'ONU, était représentée.

84. Les banques centrales et institutions financières africaines ci-après étaient également représentées : Banque centrale du Burundi, Banque centrale de la République démocratique du Congo, Banque centrale d'Égypte, National Bank of Ethiopia, Central Bank

of Kenya, Central Bank of Nigeria, Bank of Sierra Leone, South African Reserve Bank, Central Bank of Swaziland, Bank of Tanzania, Bank of Zambia, Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et Banque de développement d'Afrique australe.

85. Les organisations intergouvernementales africaines et internationales ci-après étaient représentées : Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (CAFRA-DES), Mission de la Ligue arabe auprès de l'UA et de la CEA, Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), Agence canadienne pour le développement international (ACDI), Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Coopération italienne pour le développement, Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Ligue des États arabes, Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Agency for International Development des États-Unis (USAID) et Mission des États-Unis auprès de l'Union africaine.

86. Les organisations non gouvernementales et les entités du secteur privé ci-après étaient représentées par des observateurs : Action Aid International, Africa Monitor, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD), African Futures Institute, Africa Research and Resource Forum (ARRF), AngloGold Ashanti, Femmes Africa Solidarité, Global Call to Action Against Poverty (GCAP), Indira Gandhi Institute of Development Research, Association Construisons Ensemble/Recherche sur les Citoyennetés en Transformation (ACE/RECIT) et Tufts University.

B. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau

87. La Conférence a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la session.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption du projet d'ordre du jour et de programme de travail.
4. Présentation et débat de groupe de haut niveau sur le thème de la Conférence : *Accélérer la croissance et le développement de l'Afrique pour réaliser les OMD : Nouveaux défis et voie à suivre*.

5. Débat d'orientation au niveau ministériel sur le thème *Accélérer la croissance et le développement de l'Afrique pour réaliser les OMD : Nouveaux défis et voie à suivre*.
6. Aide pour le commerce : Défis et opportunités pour l'Afrique.
7. Examen du rapport et des principales recommandations de la vingt-sixième réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique.
8. Questions diverses.
9. Examen et adoption du projet de déclaration ministérielle et des projets de résolution.
10. Clôture de la réunion.

Élection du Bureau

88. La Conférence a élu le Bureau suivant :

Président :	Éthiopie
Premier Vice-Président :	Swaziland
Deuxième Vice-Président :	Cameroun
Troisième Vice-Président :	Tunisie
Rapporteur :	Libéria

C. Compte rendu des travaux

Discours d'ouverture

89. Son Excellence l'Ambassadeur de la Jamahiriya arabe libyenne en Éthiopie, Doyen du Corps diplomatique africain à Addis-Abeba, a prononcé un discours d'ouverture au nom du Président sortant du Bureau, M. Seydou Bouda, Ministre burkinabé de l'économie et du développement. Il a souligné l'attention accordée par le Bureau sortant à l'application des recommandations de la trente-neuvième session de la Commission, notamment en prenant une part active à la réunion de haut niveau du Conseil économique et social de l'ONU, tenue à Genève en juillet 2006. Il a estimé que le thème de la quarantième session reprenait les objectifs des deux dernières Conférences, qui avaient également un rapport étroit avec les OMD.

90. L'Ambassadeur a ensuite passé en revue les récents résultats économiques de l'Afrique et a noté qu'ils avaient été positifs dans de nombreux pays au cours des cinq dernières années. En revanche, en ce qui concerne le développement social, le tableau reste sombre. À cet égard, l'Ambassadeur a souligné que la croissance ne pouvait à elle seule faire aboutir les efforts de l'Afrique; elle devrait s'accompagner d'une réduction des inégalités de revenu. Il a ajouté que, pour surmonter les problèmes de développement de

l'Afrique, la Conférence devrait axer ses travaux sur les questions suivantes : assurer une croissance durable fondée sur l'équité et créer des emplois ; accroître le financement des investissements publics ; promouvoir un environnement propice à la prise de décisions ; instaurer des partenariats utiles ; enfin, gérer la mondialisation au profit de l'Afrique. En conclusion, il a indiqué que l'Afrique devait prendre des mesures concrètes et efficaces pour surmonter ces problèmes et jeter les bases d'une croissance plus forte et de la réalisation des OMD.

91. Dans son discours d'ouverture, M. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la CEA, a souhaité la bienvenue à tous les participants et a salué leur soutien et leur engagement en faveur de la CEA, ainsi que leur collaboration étroite avec la Commission. Il a rendu hommage à S.E. M. Benjamin Mkapa, ancien Président de la République-Unie de Tanzanie, pour son dévouement continu aux affaires internationales et au développement de l'Afrique. Il a également remercié S.E. M. Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, pour sa maîtrise intellectuelle et l'a assuré du soutien de la CEA lorsqu'il assumera cette année la présidence du Comité des chefs d'État et de gouvernement pour la mise en œuvre du NEPAD et du Forum sur le Mécanisme d'évaluation intra-africaine. Il a expliqué que la Conférence se tenait au début de l'année afin que ses conclusions puissent enrichir les grandes rencontres internationales à venir, notamment les réunions des institutions de Bretton Woods, de la BAD et du G-8.

92. Abordant le thème de la Conférence, le Secrétaire exécutif a rappelé la Déclaration ministérielle d'Abuja de 2005, dans laquelle les ministres ont souligné qu'une forte volonté politique et des actions résolues étaient des préalables à une croissance économique plus élevée, à la réduction de la pauvreté et au développement durable en Afrique. Il a insisté sur le fait que la réalisation des OMD nécessitait que l'Afrique relève cinq grands défis interdépendants : croissance économique ; accroissement du financement du développement et des investissements publics ; amélioration du cadre pour l'action ; gestion des risques de la mondialisation ; enfin, instauration de la paix et de la sécurité.

93. En ce qui concerne la croissance, le Secrétaire exécutif a invité les pays africains à formuler et à mettre en œuvre des politiques de nature à réduire l'instabilité et à atteindre les 7% requis pour diminuer de moitié la pauvreté à l'horizon 2015. À cet égard, il a appelé les pays africains à renforcer leurs capacités de production, en particulier dans le secteur privé, à augmenter la productivité agricole et à assurer la transformation rurale. Il a également invité les pays africains

à rester vigilants dans le cadre du Cycle de Doha et à veiller à ce que ce dernier garde son caractère de cycle du développement. Parallèlement, il a encouragé les pays à rechercher les moyens d'exploiter tout le potentiel du commerce intra-africain. Il a en outre souligné le rôle central de l'emploi pour la réduction de la pauvreté et l'importance de l'effet de redistribution de la croissance économique.

94. Le Secrétaire exécutif a ensuite souligné qu'il fallait de toute urgence accroître le financement intérieur et extérieur, afin d'augmenter les investissements publics dans l'infrastructure et d'améliorer la prestation des services sociaux. À cet égard, il a appelé les partenaires de l'Afrique à reconstituer le Fonds africain de développement, mécanisme de financement crédible et approprié en faveur des PMA africains. M. Janneh a en outre indiqué qu'un cadre de politique générale approprié était important. Les pays africains devraient, par exemple, redoubler d'efforts pour aligner leurs stratégies de réduction de la pauvreté sur les OMD. Le Secrétaire exécutif a par ailleurs souligné l'importance d'une gestion des risques de la mondialisation, qui pourraient avoir des conséquences néfastes et contribuer à une aggravation de l'exode des compétences. Il a aussi souligné l'importance d'une paix durable, de la sécurité humaine et de la bonne gouvernance, qui sont des préalables au développement de l'Afrique. À cet égard, il a salué le rôle important joué par l'Union africaine, en particulier dans la résolution des conflits.

95. En conclusion, le Secrétaire exécutif a invité les ministres à examiner la proposition d'organiser, conjointement avec l'UA, la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique et à donner à la CEA le mandat nécessaire à cette fin. Il a également indiqué que la CEA prévoyait de célébrer son cinquantenaire en 2008 et a souligné que cette célébration offrirait une bonne occasion d'évaluer la contribution de la Commission au développement de l'Afrique. À cette fin, il a sollicité le soutien et l'aide des États membres en vue de l'organisation des différentes activités prévues pour commémorer cet événement.

96. Dans son discours, M. Donald Kaberuka, Président de la BAD, a insisté sur la nécessité de s'appuyer sur une base statistique fiable. Il a informé les participants que la BAD venait d'achever une importante opération de collecte de données dans 48 pays africains, dont les résultats seraient progressivement publiés. Il a indiqué que ces données étaient essentielles au suivi et à l'évaluation des progrès accomplis, notamment en ce qui concerne la réalisation des OMD. Il a également insisté sur l'importance des efforts visant à stimuler la croissance économique et à

faire en sorte que celle-ci soit à la fois sans exclusive et respectueuse de l'environnement. Il a en outre souligné que les décisions prises au cours de la présente session devraient tenir compte des perspectives d'avenir, notamment du fait que l'Afrique deviendra un champ de bataille pour les ressources naturelles, l'énergie, les terres arables et l'eau.

97. M. Kaberuka a ajouté que les succès obtenus par l'Asie, notamment la Chine, mettaient en évidence deux choses : d'une part, la capacité de réduire la pauvreté est étroitement liée à la croissance économique et, d'autre part, les pays asiatiques n'ont pas toujours suivi des méthodes conventionnelles pour assurer leur développement économique et social. À cet égard, il a fait observer que ces pays avaient exercé leur marge de manœuvre tout en se conformant à des notions fondamentales qui sont essentielles à une économie solide. En conclusion, il a déclaré que la BAD restait résolument engagée en faveur du programme de développement de l'Afrique et qu'elle continuerait d'en promouvoir la mise en œuvre à travers ses activités et ses partenariats.

98. M. Maxwell Mkwezalamba, Commissaire aux affaires économiques de la CUA, a prononcé un discours d'ouverture au nom du Président de la CUA, S.E. M. Alpha Oumar Konaré. Il a réaffirmé que l'UA portait un vif intérêt aux travaux de la Conférence et a souligné que le thème de cette année était approprié et opportun, vu le peu de temps qui restait avant l'horizon 2015. Il a salué l'excellente collaboration entre la CEA et l'UA et a remercié le Secrétaire exécutif de la CEA de son geste positif et de sa reconnaissance de la complémentarité entre les deux institutions.

99. Le Commissaire a estimé que la Conférence constituait une importante plate-forme d'échange de données d'expérience et que la mobilisation des ressources et l'intégration régionale étaient essentielles à la réalisation des OMD en Afrique. Abordant les engagements pris par les partenaires de l'Afrique de favoriser la réalisation des OMD et des priorités du NEPAD grâce à l'accroissement de l'APD et des IED, ainsi qu'à l'annulation de la dette, le Commissaire a appelé à la création d'un mécanisme de suivi du respect de ces engagements. Il a en outre souligné l'importance de l'amélioration de la compétitivité des économies africaines grâce à la mise en place, au moyen de l'intégration régionale, de marchés plus vastes. À cet égard, il a mentionné la collaboration entre l'UA et la CEA au sujet du réexamen du Traité d'Abuja portant création de la Communauté économique africaine. Il a également mentionné les efforts de l'UA visant à accélérer la mise en place de la Banque centrale africaine, de la Banque africaine d'investissement et du Fonds monétaire africain.

100. Dans son discours d'orientation, S.E. M. Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, a souhaité la bienvenue aux participants et a félicité la CEA d'avoir choisi un thème opportun, eu égard à la transformation économique de l'Afrique. Il a souligné que la croissance économique était en effet au cœur des efforts de l'Afrique en vue de la réalisation des OMD et que l'accélération de la croissance était le seul moyen d'accomplir des progrès durables en matière de réduction de la pauvreté et de développement social. Il a toutefois insisté sur le fait que la croissance économique à elle seule ne suffisait pas et qu'elle devait être raisonnablement équitable. Le Premier Ministre a souligné que la transformation structurelle des économies africaines, notamment en tournant le dos aux produits à faible valeur ajoutée, était essentielle pour pérenniser la croissance rapide et favorable aux pauvres qu'exige la réalisation des OMD.

101. Faisant référence au taux de croissance de plus de 5% enregistré par l'Afrique ces dernières années, S.E. M. Meles Zenawi a observé que la plupart des économies africaines étaient en cours de redressement. Il a cependant indiqué que d'après les évaluations réalisées il y a quelques années, les pays africains devaient enregistrer un taux de croissance supérieur à 7% par an pour atteindre les OMD. Or, vu la lenteur des progrès accomplis, l'Afrique pourrait bien avoir besoin de taux de croissance nettement supérieurs à 7% pour atteindre ces Objectifs. Le Premier Ministre a invité les participants à proposer des idées qui aideraient les pays africains à atteindre des taux de croissance plus élevés, soulignant que cette croissance devrait être à la fois favorable aux pauvres et propice à la transformation. Il a ajouté que les stratégies et politiques proposées devraient tenir compte des conditions propres à chaque pays.

102. En conclusion, le Premier Ministre a exhorté les Africains à avoir foi dans leur capacité d'être les maîtres de leur propre destin. Il a ensuite déclaré ouverte la quarantième session de la Commission.

Présentation et débat de groupe de haut niveau sur le thème de la Conférence: Accélérer la croissance et le développement de l'Afrique pour réaliser les OMD: Nouveaux défis et voie à suivre (point 4 de l'ordre du jour)

103. Cette séance a été marquée par six exposés sur des questions centrales liées aux OMD. Dans sa déclaration, l'ancien Président de Tanzanie, S.E. M.

Benjamin Mkapa, a estimé que la croissance durable demeurerait un défi pour les pays africains. Il a proposé d'assurer la croissance en appliquant un modèle ayant la particularité de mettre l'accent sur l'autonomie, de promouvoir un climat des affaires propice au développement du secteur privé, de faciliter l'augmentation des envois de fonds, de favoriser une composition sectorielle équilibrée de l'APD, de juguler la fuite des capitaux, de promouvoir le commerce intrarégional, d'encourager l'apprentissage mutuel et de reposer sur un engagement politique et un leadership crédibles. En conclusion, il a souligné que le moment était décisif et il a exhorté les gouvernements africains à agir sans tarder.

104. La Directrice générale adjointe de l'OMC, Mme Valentine Rugwabiza, a souligné que le Cycle de Doha avait pour but de réaliser l'OMD no.8 en réduisant et en éliminant les distorsions des échanges, en facilitant l'accès aux marchés et en rééquilibrant les règles commerciales multilatérales en faveur du développement. Elle a toutefois insisté sur le fait que, pour stimuler la croissance, les règles commerciales devraient s'accompagner d'un cadre de politique générale favorable et elle a appelé au renforcement des échanges Sud-Sud en tant que mécanisme facilitateur. Elle a exhorté les pays africains à réduire les coûts de transaction liés au commerce, afin de favoriser la compétitivité et de renforcer les échanges intra-africains. Elle a par ailleurs souligné la nécessité d'une plus grande cohérence des politiques aux échelons mondial et national, ainsi que d'une meilleure coordination entre les ministères des finances et du commerce.

105. M. Kirut S. Parikh, de la Commission de planification du Gouvernement indien, a fait part des données d'expérience de son pays. Il a souligné que l'accélération de la croissance était essentielle à la réalisation des OMD et a estimé que l'agriculture, en tant que secteur fournissant les moyens de subsistance de la majorité des populations de l'Afrique et de l'Inde, devrait bénéficier de la plus grande priorité. Il a en outre fait observer que les politiques publiques jouaient un rôle crucial dans la promotion du développement et il a, à cet égard, donné l'exemple du plan de développement de son pays visant à assurer une croissance rapide et sans exclusive. Il a également souligné l'importance d'une politique industrielle dynamique qui favorise les industries locales dans un environnement compétitif. Pour assurer une croissance équitable, les agriculteurs doivent recevoir des prix compétitifs pour leurs produits et les pays doivent promouvoir la décentralisation et la démocratie participative. M. Parikh a également souligné la nécessité d'encourager la recherche – développement, la flexibilité

des marchés du travail et les investissements dans le capital humain, l'infrastructure physique, les TIC et les marchés financiers.

106. M. Bobby Godsell, PDG d'AngloGold Ashanti, a insisté sur le rôle central du partenariat public-privé dans le développement. Il a ajouté que le partenariat devait être enraciné dans des valeurs communes, notamment les questions liées à la fiscalité, et renforcé par un dialogue et des consultations efficaces et continus.

107. M. Jeffrey Sachs a souligné la nécessité d'accroître massivement les efforts dans quatre domaines cruciaux : santé, éducation, agriculture et infrastructure. Dans le secteur agricole, il a appelé à une révolution verte en Afrique pour réduire l'incidence de la faim et de la malnutrition et pour promouvoir la sécurité alimentaire. Il a jugé important d'aligner les stratégies de réduction de la pauvreté sur les OMD afin d'accélérer les progrès et il a exhorté le FMI et la Banque mondiale à aider les pays africains dans cette tâche. Il a en outre demandé aux partenaires de développement d'honorer leurs engagements en matière d'aide. M. Sachs a fait observer que les projets «Village du Millénaire» mis en œuvre dans 12 pays africains constituaient une stratégie globale et participative de lutte contre la pauvreté et qu'ils avaient permis d'accélérer la réalisation des OMD.

108. Dans une note sur les changements climatiques, M. Nicholas Stern a souligné la nécessité pour les pays de prendre des mesures dynamiques, en particulier dans le contexte de la planification stratégique, pour pallier les conséquences potentiellement dévastatrices des changements climatiques. Dans ce document, M. Stern a insisté sur l'importance des politiques de fixation des prix, qui doivent prendre en compte les facteurs externes négatifs liés aux gaz à effet de serre.

Débat d'orientation au niveau ministériel sur le thème *Accélérer la croissance et le développement de l'Afrique pour réaliser les OMD : Nouveaux défis et voie à suivre* (point 5 de l'ordre du jour)

109. Le débat d'orientation ministériel qui a suivi a porté sur un certain nombre de questions clés, notamment la mobilisation des ressources, l'infrastructure, l'agriculture, le commerce et l'intégration régionale, la gouvernance, la paix et la stabilité, le renforcement des capacités et l'environnement. Au cours du débat, les ministres ont souligné qu'il était urgent de trouver

des solutions à ces problèmes si l'on voulait que l'Afrique réalise les OMD.

110. Les ministres ont pris bonne note des progrès accomplis ces dernières années et de l'accélération de la croissance économique dans de nombreux pays africains. Ils ont cependant souligné que, pour atteindre les OMD, toutes les parties prenantes devaient prendre des mesures urgentes et redoubler d'efforts. La Conférence est convenue que tous les pays devraient tirer profit de l'amélioration de la gestion macroéconomique pour accélérer et pérenniser une croissance sans exclusive et favorable aux pauvres. Elle a estimé que les pays africains devraient pousser la réflexion au-delà des buts et de l'échéancier concernant les OMD, afin d'améliorer de façon significative la qualité de vie des populations africaines. Elle a en outre indiqué que la réalisation des OMD devrait avoir une dimension non seulement quantitative, mais également qualitative, soulignant l'importance, par exemple, de l'accès à des services sociaux de qualité tels que l'éducation et la santé.

111. Le débat a ensuite porté sur la question du déficit de ressources, qui reste le principal obstacle à la réalisation des OMD en Afrique. Les ministres ont souligné la nécessité de mettre l'accent sur la mobilisation des ressources intérieures pour encourager l'autonomie et ont fait observer que l'investissement national, appuyé par un accroissement des IED, constituait la meilleure stratégie pour promouvoir la transformation économique et favoriser la production de valeur ajoutée. À cet égard, ils ont appelé à une meilleure gestion des ressources naturelles afin de promouvoir une croissance durable, étant donné, en particulier, l'actuelle envolée des cours des produits de base.

112. Pour atteindre cet objectif et faciliter le développement du secteur privé, les ministres ont insisté sur l'importance d'un secteur financier efficace, y compris l'accès au microcrédit. Ils ont également souligné la nécessité d'améliorer le climat des investissements pour ce qui est tant du cadre réglementaire que des mécanismes d'incitation. Parallèlement à cela, les partenaires de développement doivent accroître l'aide à l'Afrique et veiller à ce que cette aide soit plus prévisible, sur une période plus longue, afin de mieux aider les pays dans les domaines de la planification et de l'allocation des ressources. La Conférence a en outre souligné l'importance des envois de fonds, qui prennent une place de plus en plus importante dans le programme de développement du continent. Les ministres se sont engagés à accroître les dépenses intérieures consacrées aux OMD et à veiller à ce que les ressources provenant de l'allègement de la dette et les

recettes tirées de l'exploitation des richesses naturelles soient consacrées à la réalisation de ces objectifs.

113. Compte tenu des besoins particuliers des PMA et de la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du Plan d'action de Bruxelles, les ministres ont souligné que les pays n'appartenant pas à la catégorie des PMA avaient également besoin d'une aide accrue et d'un allègement de leur dette. À cet égard, ils ont estimé que les partenaires de développement non traditionnels, ceux des pays émergents par exemple, pourraient jouer un rôle plus actif dans ces pays. Pour donner suite aux engagements pris et dans le cadre des préparatifs de l'Examen mondial à mi-parcours prévu au Qatar en 2008, la Conférence a invité la CEA, la CUA et la BAD à évaluer la mise en œuvre du Consensus de Monterrey et à proposer aux pays africains des moyens pratiques d'accéder au financement du développement.

114. Les ministres ont déploré la médiocrité et l'insuffisance des infrastructures dans les pays africains, en particulier dans les PMA sans littoral, qui entravent les efforts visant à accélérer la croissance et à réduire la pauvreté. À cet égard, ils se sont engagés à augmenter les investissements publics dans les domaines de l'énergie, des transports, des TIC et de l'eau. Ils ont souligné que le recours aux partenariats public – privé constituait un moyen efficace de renforcer le développement des infrastructures. Ils ont en outre reconnu que les pays sortant d'un conflit avaient besoin d'une aide spéciale pour reconstruire leur infrastructure de base.

115. Étant donné que la majorité de la population vit en milieu rural, la Conférence a jugé urgent d'accroître la productivité agricole, d'assurer la sécurité alimentaire et de promouvoir le développement rural. Pour atteindre cet objectif, elle a proposé d'augmenter les investissements et de redoubler d'efforts dans les domaines tels que l'irrigation, la gestion de l'eau, la réforme foncière et l'accès aux intrants ainsi qu'au crédit. Pour de meilleurs résultats, elle s'est également engagée à renforcer les réseaux TIC dans les zones rurales et à faire en sorte que les agriculteurs aient accès à l'information relative aux prix et aux marchés.

116. La Conférence a réaffirmé que le commerce pouvait grandement contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. À cet égard, les ministres se sont engagés à augmenter les échanges intra-africains en adoptant, à travers la mise en œuvre du programme du NEPAD, des mesures visant à promouvoir l'intégration, à éliminer l'ensemble des barrières commerciales et à investir dans les infrastructures. Ils se sont également engagés à élargir les consultations, notamment aux communautés locales

et aux organisations de la société civile, afin de forger un consensus sur les avantages de l'intégration régionale, de renforcer des institutions régionales et de répondre plus efficacement aux attentes des populations. Tout en estimant que la coopération Sud-Sud était un mécanisme permettant d'échanger des données d'expérience et d'offrir de nouvelles possibilités, les ministres ont souligné la nécessité pour les pays développés d'ouvrir leurs marchés et de soutenir les initiatives de renforcement des capacités, facilitant ainsi l'élimination des contraintes liées à l'offre dans les pays africains.

117. Pour atteindre les OMD, la Conférence a réaffirmé la nécessité impérieuse d'améliorer la gouvernance en renforçant la démocratie, en luttant contre la corruption, en améliorant la transparence et le respect des obligations redditionnelles, en adoptant des approches participatives et en décentralisant l'administration publique et les ressources de l'État. Elle a également souligné que la question de la paix et de la sécurité durables devait figurer en très bonne place dans les débats sur la réalisation des OMD. À cet égard, les ministres ont souligné que les États sortant d'un conflit et les États fragiles avaient besoin d'une aide spéciale pour poursuivre leurs efforts de redressement.

118. Les ministres ont fait observer qu'une volonté politique et un leadership forts étaient essentiels à la réalisation des OMD et devaient être appuyés par de solides capacités techniques dans les ministères et autres institutions. À cet égard, ils ont demandé à la CEA d'aider les pays africains à tourner le dos à la budgétisation annuelle par poste et à adopter une budgétisation par programme dans le contexte du Cadre de dépenses à moyen terme. Ils ont en outre souligné l'importance cruciale du renforcement des capacités dans les domaines de la gestion de l'économie, de la mise en valeur des ressources humaines et de la planification des investissements. Réaffirmant le rôle crucial de statistiques pertinentes et fiables dans la planification, le suivi et l'évaluation, ils ont invité la CEA, la CUA et la BAD à aider les pays africains à renforcer les capacités institutionnelles nécessaires au développement de la statistique à l'échelon tant national que régional.

119. Le changement climatique est un autre élément important qui constitue un risque majeur pour la réalisation des OMD. Les ministres ont constaté avec une vive préoccupation les défis que cet élément pourrait poser pour la viabilité des écosystèmes, des capacités de production vivrière et des systèmes économiques. Pour aider les pays à relever ces défis, les ministres ont invité la CEA, agissant en partenariat

étroit avec la CUA, la BAD et d'autres institutions africaines et internationales compétentes, à apporter son concours au développement de compétences dans ce domaine.

Aide pour le commerce: Défis et opportunités pour l'Afrique (point 6 de l'ordre du jour)

120. Trois exposés ont été faits au titre de ce point de l'ordre du jour. Un représentant du secrétariat de la CEA a présenté l'objectif et les principes directeurs de l'initiative Aide pour le commerce et son impact potentiel sur les pays africains, en mettant l'accent sur sa contribution à la résolution des problèmes liés à l'insuffisance des capacités commerciales au sein de la région. Il a passé en revue les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'initiative et a recensé les principaux problèmes rencontrés. Il a également souligné l'importance de la coordination et a appelé les ministres africains des finances, de la planification et du développement économique à collaborer étroitement avec les ministres du commerce, la CEA, la BAD et l'UA en vue de la mise en œuvre effective de l'initiative.

121. La représentante de l'OMC a donné un aperçu de l'état de mise en œuvre de l'initiative Aide pour le commerce et a abordé le rôle de l'OMC et d'autres organisations internationales. Elle a souligné la pertinence et l'importance de cette initiative, destinée à aider les pays africains à renforcer leurs capacités commerciales et à favoriser la mise en œuvre du Cycle de Doha. Elle a insisté sur le fait que la portée de cette initiative déterminerait, dans une large mesure, le financement requis pour sa mise en œuvre, ainsi que le rôle des institutions régionales dans le processus de suivi et d'exécution.

122. Une représentante du Centre du commerce international (CCI) a souligné l'importance de cette initiative pour le renforcement des capacités commerciales et l'instauration d'un environnement propice au développement du secteur privé. Ces objectifs seront atteints grâce à des services d'appui aux entreprises, à la promotion du financement et de l'investissement ainsi qu'à la réalisation d'études de marché, ce qui pourrait déboucher sur la diversification et le développement des capacités de production en Afrique. La représentante du CCI a conclu en mettant en exergue les éléments clés de l'initiative, notamment l'exactitude des mesures, la transparence, la cohérence, l'appropriation et le partenariat.

123. Les ministres ont pris note de l'objectif lié au renforcement des capacités commerciales des pays africains pour les aider à trouver des solutions plus efficaces aux problèmes concernant les politiques et la réglementation du commerce, ainsi qu'aux questions complexes relatives aux négociations commerciales. Ils ont souligné que l'initiative Aide pour le commerce se révélait être un important complément aux autres formes d'aide et devrait les aider à faire face à des défis majeurs tels que l'infrastructure liée au commerce, l'inefficacité des mesures de facilitation du commerce et l'insuffisance des capacités de financement. Ils ont insisté sur le fait que l'initiative devrait également permettre de résoudre les contraintes liées à l'offre et de renforcer les capacités de production des pays de la région, pour que ceux-ci puissent diversifier leur économie et obtenir une production à plus forte valeur ajoutée. Dans ce contexte, les ministres ont mis en exergue le rôle de l'initiative en tant que complément à l'accès aux marchés et ont souligné la nécessité de faire en sorte que sa mise en œuvre s'inscrive dans les mécanismes d'aide au commerce existants.

124. S'agissant de l'efficacité de l'initiative Aide pour le commerce, la Conférence a souligné la nécessité de recenser les domaines ou secteurs prometteurs où l'initiative pourrait jouer un rôle dynamique. Pour concrétiser les avantages potentiels de l'initiative, la Conférence a insisté sur l'importance d'une appropriation aux niveaux national et régional. Elle a en outre recommandé que les principes directeurs énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide servent à mettre au point un mécanisme solide et crédible de suivi et d'évaluation de l'initiative. Ce mécanisme devrait être fondé sur une approche intégrée qui soit transparente et cohérente, associant les ministères du commerce, des finances, de la planification et du développement économique.

125. Tout en reconnaissant l'importance du maintien de taux de croissance économique relativement élevés au cours des années à venir, la Conférence a insisté sur la nécessité d'accélérer la croissance grâce à la promotion du commerce, de façon à transformer les économies africaines et à réaliser les OMD. À ce propos, la Conférence a souligné le rôle clef du secteur privé en tant que moteur de la croissance et agent d'exécution de l'initiative Aide pour le commerce. Aussi a-t-elle renouvelé son appel pour la promotion du développement du secteur grâce à une amélioration du climat des affaires et à la réalisation d'investissements porteurs. La Conférence s'est également engagée à renforcer les PME et le secteur informel, afin de maximiser leur contribution à l'économie. Parmi les modalités à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif, les ministres ont souligné l'importance du part-

nariat public-privé et d'une participation accrue au processus décisionnel.

126. Abordant le cadre de mise en œuvre de l'initiative Aide pour le commerce, les ministres ont souligné le rôle crucial d'un partenariat efficace entre la CUA, la BAD, la CEA et les CER. Ils ont également appelé les institutions internationales compétentes telles que l'OMC et le CCI à accroître leur aide. À cet égard, ils ont demandé une définition claire des rôles et des responsabilités des institutions internationales et des partenaires compétents, ainsi qu'une responsabilité mutuelle des pays africains et de leurs partenaires de développement.

Examen du rapport et des principales recommandations de la vingt-sixième réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (point 7 de l'ordre du jour)

127. Le Président de la vingt-sixième réunion du Comité d'experts a présenté le rapport de ce Comité, accompagné de cinq projets de résolution, paru sous la cote E/ECA/CM.40/2 et soumis à la Conférence pour examen et adoption. Le Président a indiqué que ce rapport était un récapitulatif des principales observations et recommandations sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la réunion, y compris le thème de la Conférence. Le Comité a examiné les questions ci-après, sur lesquelles il a formulé des recommandations: évolution de la situation économique et sociale en Afrique; progrès accomplis en matière d'intégration régionale en Afrique; suite donnée aux conférences et réunions au sommet organisées à l'échelle mondiale et régionale; initiative Aide pour le commerce; statistique et renforcement des capacités statistiques; enfin, appui à la mise en œuvre du NEPAD. Le Comité s'est également penché sur un certain nombre de questions statutaires se rapportant au bon fonctionnement de la Commission économique pour l'Afrique, notamment l'examen du mécanisme intergouvernemental.

128. S'agissant du thème de la Conférence, le Président a fait observer que le Comité avait recensé cinq défis majeurs qu'il convenait de relever pour atteindre les OMD, à savoir: croissance, emploi et inégalités; augmentation du financement des investissements publics; amélioration du cadre de politique générale; renforcement des partenariats en vue de meilleurs résultats de développement; enfin,

promotion de la paix et de la sécurité. Le Comité a souligné que les pays africains et leurs partenaires de développement devraient prendre, de toute urgence, des mesures visant à mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des OMD. Il a également souligné la nécessité, dans le cadre des mesures visant à relever ces défis, de prendre en compte les conditions propres à chaque pays.

129. En ce qui concerne l'examen du mécanisme intergouvernemental de la CEA, le Président a déclaré que le Comité avait examiné et recommandé trois grandes propositions à la Conférence des ministres, à savoir :

- i) Organisation d'une conférence annuelle conjointe UA/CEA des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique;
- ii) Transformation des comités intergouvernementaux d'experts en conférences ministérielles sous-régionales;
- iii) Organisation des organes subsidiaires de la Commission en sept comités sectoriels.

130. Le Président a indiqué que le Comité avait également examiné le projet de programme de travail et de priorités pour l'exercice biennal 2008-2009 ainsi que le *Plan d'activités de la CEA 2007-2009*, accompagnés des projets de résolution pertinents, et avait recommandé à la Conférence de les adopter.

131. La Conférence a pris note de la présentation et a félicité le Comité de son rapport complet et de la diligence avec laquelle il avait examiné les questions inscrites à son ordre du jour. Elle a adopté le rapport du Comité, ainsi que les projets de résolution y figurant. Suite à l'adoption du rapport, plusieurs observations et propositions précises ou générales ont été faites au titre de certains des points de l'ordre du jour examinés par le Comité.

132. En ce qui concerne l'examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission, de nombreuses délégations s'exprimant sur la question se sont félicitées des modifications proposées et ont estimé que celles-ci étaient conformes au mandat relatif au repositionnement de la CEA. Elles ont en particulier dit espérer que ces modifications déboucheraient sur une structure intergouvernementale rationalisée, cohérente et d'un bon rapport coût-efficacité, alignée sur celle de l'UA et caractérisée par des réunions bien planifiées et mieux préparées.

133. Quelques délégations ont soulevé des questions et demandé des précisions au sujet de la mise en œuvre et des éventuelles incidences financières pour

les États membres des modifications proposées. Ces délégations ont en particulier demandé comment les décisions de la future conférence conjointe UA/CEA seraient appliquées, étant donné la différence des mandats des deux organisations. En outre, certaines délégations ont demandé des précisions au sujet des modalités d'application. S'agissant de la transformation des comités intergouvernementaux d'experts des BSR en conférences ministérielles sous-régionales, des préoccupations ont été exprimées au sujet des risques de double emploi et de chevauchement avec les réunions ministérielles qui existent au niveau sous-régional.

134. Le Secrétaire exécutif a donné des explications sur les questions soulevées. Il a indiqué qu'une révision du mécanisme intergouvernemental avait été rendue nécessaire par le souci d'aligner les différents comités sectoriels sur la nouvelle structure du programme de la CEA. S'agissant de la proposition d'organiser une conférence des ministres conjointe UA/CEA, déjà entérinée par la Conférence des ministres africains des finances, réunie à Yaoundé en novembre 2006, le Secrétaire exécutif a expliqué que les deux organisations auraient ainsi l'occasion d'examiner et de trancher ensemble les questions intéressant le continent, d'où une plus grande cohérence et un impact plus important. Il a souligné que les arrangements proposés n'affecteraient en rien l'examen des questions statutaires de la CEA par la Conférence des ministres de la CEA, qui resterait le principal organe délibérant de la Commission.

135. S'agissant de la transformation des comités intergouvernementaux d'experts sous-régionaux, le Secrétaire exécutif a indiqué que cette proposition était destinée à élever le niveau politique de ces comités à un rang ministériel, afin que les décisions adoptées sur les priorités clefs au niveau sous-régional puissent enrichir les débats de la session annuelle de la Conférence des ministres au niveau régional. Il a en outre expliqué que les modalités de mise en œuvre de cette proposition seraient élaborées compte tenu des besoins et des particularités de chaque sous-région. Il a également souligné le rôle que ces réunions ministérielles sous-régionales étaient appelées à jouer dans l'intégration des priorités de développement sous-régional des États membres et des CER dans les programmes et activités de la CEA.

136. Le Secrétaire exécutif a assuré la Conférence que les modifications proposées n'auraient aucune incidence financière, étant donné que le repositionnement était intégralement financé par les ressources budgétaires existantes.

Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)

Séance d'information sur l'Institut international de statistique

137. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Ministre sud-africain des finances, M. Trevor Manuel, a informé la Conférence des faits récents intervenus dans le domaine de la statistique et du développement statistique en Afrique. Il s'agit notamment des préparatifs en cours de la cinquante-septième session de l'Institut international de statistique (IIS), prévue pour la première fois en Afrique, à savoir à Durban (Afrique du Sud) en août 2009.

138. Soulignant le rôle important de la statistique dans le développement national, M. Manuel a fait observer que les plans et stratégies de développement national visant à réaliser les OMD ne pourraient être véridiques que s'ils s'appuient sur des statistiques crédibles et fiables. À cet égard, il a indiqué que la prochaine session de l'IIS donnerait l'occasion de mettre en lumière la statistique en Afrique et de valoriser les initiatives en cours en matière de développement de la statistique, dont l'Afrique du Sud et la CEA étaient les fers de lance. Étant donné l'importance de cette session pour le développement de l'Afrique, il a exhorté tous les ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, ainsi que les membres de la communauté statistique en Afrique à participer à la réunion de Durban en 2009 et aux autres activités préparatoires à cet événement.

139. M. Manuel a rendu hommage au Secrétaire exécutif, M. Abdoulie Janneh, pour son rôle et son esprit d'initiative dans la sensibilisation du public à l'importance de la statistique et il a proposé que soit confiée au secrétariat de la CEA la responsabilité de toutes les questions et activités liées au développement de la statistique en Afrique. Le Secrétaire exécutif a remercié M. Manuel des informations fournies et a accueilli avec satisfaction sa proposition de désigner la CEA comme le centre de coordination régionale du développement de la statistique. Il a assuré la Conférence que la CEA était prête et disposée à accomplir tout mandat qui lui serait confié dans ce domaine, à travers les activités du Centre africain pour la statistique.

Conférence sur le financement du développement (2007)

140. M. K. Baah-Wiredu, Ministre ghanéen des finances et de la planification économique, a informé les participants que la prochaine conférence sur le finan-

cement du développement était prévue à Accra les 30 et 31 mai 2007. Cette conférence, dont le thème est *«l'infrastructure au service de la croissance : le défi énergétique»*, donnerait aux ministres l'occasion d'évaluer l'état de financement des infrastructures en Afrique, l'accent étant mis sur l'énergie. Elle rassemblerait les ministres des finances, de la planification et du développement économique, les ministres de l'énergie ainsi que d'autres parties prenantes telles que la BAD, la CUA, la CEA, les partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux, et les organisations de la société civile.

Congrès de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population

141. La délégation marocaine a informé les participants que, pour la première fois sur le continent ou dans le monde arabe, le Maroc s'apprêtait à accueillir à Marrakech, du 26 septembre au 2 octobre 2007, le vingt-sixième Congrès de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP). Elle a donc saisi l'occasion pour inviter tous les États membres de la CEA, ainsi que les représentants des institutions et des organismes participant à la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique à prendre part aux travaux de ce Congrès consacrés aux questions liées à la population et aux politiques démographiques dans le monde.

Huitième réunion des ministres des finances du COMESA

142. S.E. M. Doongoor Premdud, Ambassadeur de Maurice en Éthiopie, a informé la Conférence que la huitième réunion des ministres des finances du COMESA se tiendrait à Maurice le 26 avril 2007, précédée de la première réunion du Comité d'experts des affaires fiscales du COMESA du 23 au 25 avril 2007. La réunion examinerait principalement des questions liées à l'Union douanière du COMESA, notamment: le tarif extérieur commun; la libre circulation des biens et le partage des recettes; le traitement des régimes de promotion des exportations au sein de l'Union douanière; la structure administrative et juridique de l'Union douanière; une redevance communautaire régionale; l'aide pour le commerce; la mobilisation des ressources nécessaires pour favoriser la Zone de libre-échange du COMESA. Une réunion du Fonds du COMESA était également prévue le 27 avril 2007.

Cinquantième de la Commission économique pour l'Afrique

143. Le Secrétaire exécutif, M. Abdoulie Janneh, a indiqué que 2008 marquerait le cinquantième anni-

versaire de la Commission économique pour l'Afrique, créée en juin 1958. Il a indiqué que la célébration de ce cinquantenaire serait une excellente occasion de faire le bilan de ce qui a été accompli au cours du demi-siècle écoulé et d'examiner avec plus de détermination les défis qui restent à relever. Il a en outre indiqué que des consultations seraient engagées aux fins des préparatifs de la commémoration de cet anniversaire.

Examen et adoption du projet de déclaration ministérielle et des projets de résolution (point 9 de l'ordre du jour)

144. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Conférence a examiné le projet de déclaration ministérielle et deux autres projets de résolution.

145. Le projet de déclaration ministérielle a été présenté par le Rapporteur de la Conférence, M. Toga Gayewea McIntosh, Ministre libérien de la planification et des affaires économiques. Dans sa présentation, le Ministre a mis en exergue les principaux éléments du projet de déclaration, dans lequel les pays africains et leurs partenaires de développement internationaux sont invités à prendre des mesures urgentes en vue de la réalisation des OMD dans la région. Ces mesures vont des politiques visant à pérenniser des taux élevés de croissance économique, ainsi que de la formulation et de la mise en œuvre de stratégies de développement globales tenant compte des OMD à un partenariat renforcé visant à honorer les engagements pris et à accroître le financement du développement.

146. Les ministres ont félicité le Rapporteur et le secrétariat pour la clarté et la concision du projet de déclaration, puis ont procédé à un examen détaillé du texte. Certaines délégations ont formulé des propositions sur quelques questions importantes, dont ils ont demandé au secrétariat de tenir compte dans le texte final de la déclaration. Ces questions portaient notamment sur la nécessité de faire référence au rôle clef joué par les éléments suivants: i) Création d'emplois pour lutter contre la pauvreté; ii) Participation de la diaspora au financement du développement en Afrique; iii) Respect des droits de l'homme et promotion de l'état de droit; iv) Accès au crédit pour les personnes les plus vulnérables grâce à la promotion du microfinancement; v) Promotion par les organisations de la société civile du soutien des populations africaines en faveur du programme d'intégration régionale; et vi) L'agriculture au service du développement et la mise en œuvre du Programme intégré du NEPAD pour le développement de l'agriculture en Afrique.

147. La Conférence a, à l'unanimité, adopté le projet de déclaration ministérielle moyennant quelques amendements. (Le texte final de la Déclaration figure à l'Annexe I du présent rapport).

148. La Conférence a également examiné deux projets de résolution intitulés *Changements climatiques et développement en Afrique* et *Examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission économique pour l'Afrique*. Les ministres ont adopté, à l'unanimité, le projet de résolution sur les changements climatiques, moyennant quelques amendements que le secrétariat a été chargé d'incorporer dans le texte.

149. Les ministres ont ensuite examiné le projet de résolution sur le mécanisme intergouvernemental proposé pour la Commission. Ils ont saisi cette occasion pour féliciter la CEA d'avoir entrepris le repositionnement de la Commission, de s'être davantage préoccupée des priorités de l'Afrique et d'avoir mis en place le nouvel organigramme correspondant. Ils ont dit comprendre la nécessité d'aligner le mécanisme intergouvernemental sur la nouvelle orientation stratégique de la Commission. La majorité des États membres ont approuvé la proposition du secrétariat et se sont déclarés favorables à l'initiative d'une conférence annuelle conjointe UA/CEA des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique. Le Maroc a de nouveau exprimé des réserves au sujet d'une réunion conjointe et a demandé au secrétariat des précisions supplémentaires sur le fonctionnement de cette instance. À cet égard, le Secrétaire exécutif a réaffirmé qu'une telle réunion permettrait de disposer d'une tribune commune pour examiner les principaux défis du développement de l'Afrique. Cependant, les questions statutaires concernant la CEA continueraient de relever du mandat exclusif de la session annuelle de la Commission, que la CEA organiserait avec ses États membres en même temps et sur le même lieu.

150. Procédant à l'examen détaillé du mécanisme proposé, plusieurs États membres ont fait part de leurs préoccupations au sujet de la transformation des comités intergouvernementaux d'experts des BSR en conférences ministérielles sous-régionales. Ils se sont déclarés favorables à l'élévation du niveau de prise de décisions, mais ont recommandé que le nouveau modèle soit adapté aux réalités sous-régionales. La majorité des États membres ont accepté d'organiser une conférence ministérielle sous-régionale en 2008 et d'entreprendre une évaluation de cette formule.

151. S'agissant de la proposition de créer sept comités sectoriels, la Conférence est convenue de la nécessité de les aligner sur la structure approuvée pour le pro-

gramme de la CEA. Des délégations ont indiqué qu'il aurait été utile de disposer du projet de mandat de ces comités afin d'éviter le double emploi et d'assurer un maximum de synergie. Le secrétariat a indiqué que le mandat de chaque comité serait défini lors de la première réunion de ces organes.

152. À l'issue d'un long débat, la majorité des États membres ont approuvé le projet de résolution. Le Maroc a rejeté le texte, indiquant qu'il avait besoin de plus de temps pour analyser et comprendre les incidences du mécanisme proposé. Il a également ajouté qu'il n'avait pas reçu des assurances suffisantes que la Conférence des ministres conjointe UA/CEA, telle qu'elle est proposée, permettrait aux États membres de la CEA d'examiner comme il convient les questions statutaires les concernant.

Clôture de la session

153. Dans son discours de clôture, le Commissaire aux affaires économiques de la CUA a exprimé sa gratitude pour l'occasion qui lui a été donnée de participer à la réunion et de faire part de ses vues. Il a déclaré que l'Afrique subsaharienne traversait une période de forte croissance économique, dont le taux, supérieur à 5%, méritait d'être célébré. Il a cependant fait observer que cette évolution restait fragile en raison du faible niveau de l'épargne intérieure et des énormes défis auxquels l'Afrique était confrontée. Il a indiqué que les participants avaient encouragé l'autonomie et une plus grande marge de manœuvre pour élaborer le programme de développement conformément aux particularités nationales et selon des modalités favorisant des politiques économiques judicieuses. À cet égard, le Commissaire a souligné que l'Afrique devrait assumer un rôle de chef de file dans la formulation des politiques, la définition des priorités et la mise en œuvre des actions requises, vu que les politiques prescrites jusqu'ici n'avaient pas donné les résultats escomptés. Il a également appelé les pays africains à utiliser efficacement la marge de manœuvre dont ils disposaient, en s'appuyant sur une connaissance pro-

fonde des situations nationales et sur des statistiques fiables.

154. Le Commissaire a salué la richesse des débats qui avaient eu lieu durant la session, rendu hommage aux ministres pour leur dévouement en faveur du développement et félicité le Président pour le succès de la réunion. Après le discours de clôture du Commissaire, le représentant du Burundi a, au nom des ministres, donné lecture d'une motion de remerciements au Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, au Président de la réunion et au secrétariat.

155. Le Secrétaire exécutif a remercié les ministres d'être venus nombreux pour débattre de questions cruciales pour l'Afrique. Il s'est félicité de la franchise et de la transparence des débats, ainsi que du travail remarquable accompli durant la session. Il a estimé que la Déclaration constituait un plan d'action aux niveaux national et régional. Il s'est déclaré encouragé par le vote de confiance et l'appui qu'il avait reçus pour mener les actions prévues dans le cadre du repositionnement de la CEA. Il a assuré les ministres que la CEA ferait tout pour répondre à leurs attentes et travaillerait avec eux pour traduire ces dispositions en orientations aux niveaux national, sous-régional et régional. Il a accueilli avec une grande satisfaction la collaboration de la CUA et du PNUD en vue de l'organisation de la Conférence. Il s'est également félicité de la participation active de la Banque africaine de développement et d'autres organismes de l'ONU. Il a ensuite remercié l'ensemble des fonctionnaires de la CEA pour leur contribution au succès de la Conférence.

156. Dans son discours de clôture, le Président de la Conférence a remercié les ministres de leur participation et a salué la richesse des débats, qui avait ouvert la voie au succès de la réunion. Il a remercié les participants de leur confiance lors de son élection à la présidence et le secrétariat de son soutien précieux. Il a ensuite déclaré close la quarantième session de la Commission.

ANNEXE I

Résolutions et Déclaration ministérielle adoptées par la Commission à sa quarantième session

A. Résolutions

847 (XL) Aide pour le commerce

La Conférence des ministres,

Rappelant le mandat que la Conférence ministérielle de Hong Kong de décembre 2005 a confié à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en ce qui concerne l'Aide pour le commerce,

Ayant à l'esprit les recommandations adressées par l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce au Conseil général de l'OMC, en juillet 2006, au sujet de la mise en œuvre de l'Aide pour le commerce,

Tenant compte de la contribution potentielle du commerce au développement global de l'Afrique et à la réduction de la pauvreté, ainsi que de l'importance que nous accordons à l'intégration du commerce dans nos stratégies de développement,

Considérant qu'il est indispensable de veiller à ce que les pays africains renforcent leurs capacités de production et leur infrastructure liée au commerce, pour promouvoir leurs échanges et tirer profit de la libéralisation du commerce grâce à une intégration effective dans le système commercial multilatéral,

Consciente du fait que le renforcement des capacités commerciales ne doit pas se limiter à une assistance technique au développement institutionnel, mais comporter aussi un appui qui permettrait aux pays africains de développer leurs capacités de production, de financer les infrastructures liées au commerce et de faire face aux coûts d'ajustement des réformes commerciales entreprises aux niveaux régional et mondial,

Soulignant l'importance que revêt l'intégration régionale pour une intégration effective de l'Afrique dans l'économie mondiale,

Notant qu'un travail important reste à faire pour rendre l'Aide pour le commerce pleinement opérationnelle,

Constatant que, pour que l'Aide pour le commerce soit efficace, il faudra un apport de ressources nouvelles et additionnelles qui soit à la hauteur des objectifs fixés,

1. *Demande* aux partenaires de développement d'accélérer le travail qui reste à accomplir en ce qui concerne l'Aide pour le commerce, afin que les pays africains puissent commencer à en recueillir les fruits;
2. *Exhorte* les organismes donateurs et les bénéficiaires à accroître l'efficacité des programmes prévus au titre de l'Aide pour le commerce et à veiller à ce qu'ils soient conformes et propices aux initiatives d'intégration régionale et sous-régionale;
3. *Encourage* la participation du secteur privé africain, en tant que l'un des instruments de la mise en œuvre de l'Aide pour le commerce aux niveaux national et régional;
4. *Demande* à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) d'aider les États membres et les communautés économiques régionales à rendre opérationnelle et à mettre en œuvre l'Aide pour le commerce, en étroite collaboration avec l'Union africaine (UA), la Banque africaine de développement (BAD) et d'autres organismes internationaux s'occupant du commerce;
5. *Réaffirme* son soutien au rôle que joue la CEA dans la mise en œuvre de l'Aide pour le commerce, notamment en ce qui concerne l'assistance qu'elle apporte aux pays africains dans la définition de leurs programmes d'Aide pour le commerce aux niveaux national et régional, ainsi que pour le suivi et l'évaluation de son efficacité face aux défis commerciaux que doit relever l'Afrique;

6. *Lance un appel* aux partenaires de développement pour qu'ils fournissent, de manière prévisible et durable, les ressources supplémentaires dont les pays africains ont besoin pour renforcer leur compétitivité et trouver des solutions aux problèmes liés à l'offre et aux infrastructures;
7. *S'engage* à participer activement à la définition des priorités et à l'élaboration des programmes ainsi qu'à la mise en application de l'Initiative Aide pour le commerce, en étroite collaboration avec nos ministères du commerce.

848 (XL) Financement du développement

La Conférence des ministres,

Rappelant les conclusions de la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue du 18 au 22 mars 2002 à Monterrey (Mexique),

Rappelant le Document final du Sommet mondial de 2005 et le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, tenu du 28 février au 2 mars 2005 à Paris,

Considérant le rôle crucial du financement dans le processus du développement et dans l'amélioration des perspectives de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en Afrique,

Notant avec satisfaction que les partenaires de développement ont récemment pris l'engagement d'accroître l'aide publique au développement, d'améliorer l'efficacité de l'aide et de réduire la charge de la dette extérieure de plusieurs pays africains,

Vivement préoccupée par la lenteur des progrès que font les donateurs pour honorer les promesses qu'ils ont faites et les engagements qu'ils ont pris auprès des pays africains d'augmenter l'aide et d'en améliorer l'efficacité et de réduire la charge de la dette extérieure de plusieurs pays africains, ainsi que par les conséquences qui en résultent pour la capacité de la région de réaliser les OMD,

Prenant note des conclusions de la Conférence sur le financement du développement, que les ministres africains des finances, de la planification et du développement économique ont tenue les 21 et 22 mai 2006 à Abuja, telles qu'elles figurent dans l'Engagement d'Abuja pour l'action,

Ayant examiné le rapport d'activité sur la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, établi et présenté par la Commission économique pour l'Afrique (CEA),

1. *Encourage* les pays africains à mobiliser davantage les ressources intérieures, en concevant et en adoptant des politiques économiques appropriées permettant de stimuler l'épargne intérieure, d'augmenter les recettes fiscales intérieures, d'accroître les transferts de fonds et de freiner la fuite des capitaux;
2. *Invite* les pays africains à créer un climat plus propice à l'investissement et à prendre les mesures nécessaires pour que l'accroissement de l'aide publique au développement n'ait aucune conséquence néfaste sur les économies nationales;
3. *Exhorte* les partenaires de développement de l'Afrique à redoubler d'efforts pour tenir les promesses qu'ils ont faites et les engagements qu'ils ont pris vis-à-vis des pays africains, notamment des pays qui sortent d'un conflit et des pays à revenu intermédiaire, d'accroître le volume de l'aide, d'en améliorer l'efficacité et d'accorder un allègement de la dette, comme indiqué dans le Consensus de Monterrey, le Plan d'action du G-8 pour l'Afrique, la Déclaration de Paris de 2005 et la Déclaration du G-8 à son Sommet de Gleneagles de 2005, ainsi que lors du Sommet de 2005 sur l'examen des OMD et à appuyer des idées de financement novatrices et à honorer leur engagement en faveur de plans de financement à long terme permettant l'accès universel aux traitements, aux mesures de prévention et aux soins concernant le VIH/sida;
4. *Demande* que les pays africains prennent une plus grande part aux travaux des organes délibérants et aux processus décisionnels des organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international;
5. *Demande également* à la CEA d'organiser, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, une réunion pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Consensus de Monterrey en Afrique et préparer la région à l'examen mondial à mi-parcours du Consensus de Monterrey, qui doit se tenir au Qatar, au premier trimestre de 2008;
6. *Félicite* la CEA du rôle fondamental qu'elle continue de jouer en menant des travaux de recherche et en fournissant une assistance technique aux

pays africains sur les questions relatives au financement du développement et l'encouragement à jouer un rôle actif, s'agissant de suivre et d'évaluer le respect par les partenaires de développement de l'Afrique des engagements internationaux qu'ils ont pris vis-à-vis de la région.

849 (XL) Statistique et renforcement des capacités statistiques en Afrique

La Conférence des ministres,

Notant avec satisfaction que les directeurs des bureaux nationaux de statistique africains et d'autres parties prenantes ont récemment adopté le Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement de la capacité statistique en Afrique, qui servira de guide pour les activités de développement de la statistique sur le continent, sur la recommandation du Forum pour le développement de la statistique en Afrique (FASDEV) tenu en février 2006 à Addis-Abeba,

Se félicitant de l'initiative africaine relative à l'organisation de symposiums africains sur le développement de la statistique, ces symposiums servant de structure aux échanges sur les meilleures pratiques, et reconnaissant les progrès que les pays africains ont accomplis dans ce cadre pour faire en sorte de procéder à des recensements de la population et du logement en 2010,

Prenant acte de l'absence de coordination des activités statistiques en Afrique, laquelle constitue l'un des principaux obstacles à la production des statistiques de qualité nécessaires, notamment, pour évaluer et suivre les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs de développement convenus aux niveaux national, régional et international, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement,

Vivement préoccupée par l'insuffisance du financement des activités statistiques et par la lenteur des progrès dans la mise en œuvre des normes internationales, à savoir le Système de comptabilité nationale de 1993 et les principes et recommandations relatifs aux recensements de la population et du logement, ainsi que par la nécessité d'appliquer d'urgence ces normes internationales afin d'assurer l'harmonisation et la comparabilité des statistiques,

Prenant note de l'application du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique, dans le cadre duquel les pays africains ont calculé les parités de pouvoirs d'achat sur la base des données relatives à la consommation des ménages sous la direction de la

Banque africaine de développement (BAD) et d'autres partenaires,

1. *Adopte* le Cadre stratégique régional de référence comme guide pour le développement de la statistique sur le continent et compte que celui-ci permettra aux systèmes statistiques nationaux africains d'être mieux à même de produire des statistiques fiables et de qualité;
2. *Invite* les pays qui vont accueillir les prochains symposiums, avec le soutien approprié de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), des Amis de la CEA, d'autres pays africains et des partenaires, à en assurer la pérennité en leur apportant un appui financier et en souscrivant pleinement aux recommandations du symposium de 2007;
3. *Demande* à la CEA de renforcer, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, son rôle de coordination en matière de développement de la statistique en Afrique, conjointement avec la BAD, et appelle les partenaires de développement à apporter leur soutien au développement de la statistique en Afrique, notamment en fournissant des ressources financières suffisantes;
4. *Demande également* au Centre africain pour la statistique d'accroître son assistance aux pays africains, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, afin de renforcer leurs capacités statistiques, pour qu'ils produisent des statistiques de qualité qui soient conformes aux normes internationales;
5. *Recommande* que le Programme de comparaison internationale pour l'Afrique soit poursuivi et renforcé de façon à faciliter les comparaisons internationales, notamment pour le suivi et l'évaluation de la réalisation des OMD, et demande à la CUA, à la BAD, à la CEA et à d'autres partenaires de veiller à sa durabilité.

850 (XL) Projet de programme de travail et de priorités pour la période biennale 2008- 2009

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 844 (XXXIX) du 15 mai 2006, par laquelle la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique avait approuvé le repositionnement de la

Commission économique pour l'Afrique (CEA) pour qu'elle réponde mieux aux priorités de l'Afrique,

Rappelant également les paragraphes 9 et 12 de la résolution 60/235 de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans laquelle l'Assemblée priait le Secrétaire général de veiller, dans le Plan d'action, à ce que la CEA et ses bureaux sous-régionaux disposent de ressources suffisantes pour pouvoir continuer d'apporter leur appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et aux communautés économiques régionales d'Afrique,

Notant avec satisfaction la collaboration renforcée et étroite entre la Commission de l'Union africaine (CUA), la Banque africaine de développement (BAD) et la CEA, qui a débouché sur l'approbation et le lancement conjoint, en novembre 2006, du *Plan d'activités de la CEA, 2007-2009*, par le Secrétaire général de l'ONU, le Président de la CUA et le Président de la BAD,

Reconnaissant de l'appui constant qu'apportent les partenaires aux efforts visant à rendre opérationnel le *Plan d'activités de la CEA, 2007-2009*,

Considérant la décision de l'UA en date du 30 janvier 2007 [Assemblée/AU/Dec.140 (VIII)] approuvant le *Plan d'activités de la CEA, 2007-2009* en tant que premier pas concret vers la réalisation des priorités de développement de l'Afrique,

Ayant à l'esprit qu'il faut mettre pleinement en œuvre les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur le renforcement du rôle des bureaux sous-régionaux de la CEA,

Prenant acte du *Plan d'activités de la CEA 2007-2009*, qui montre comment une CEA repositionnée entend intensifier son appui aux efforts de développement de la région,

Ayant examiné le projet de programme de travail et de priorités de la CEA pour la période biennale 2008-2009, publié sous la cote E/ECA/COE/26/12,

Convaincue que les activités décrites dans le projet de programme de travail pour la période biennale 2008-2009, qui découle du *Plan d'activités de la CEA 2007-2009*, aideront la CEA à relever les défis du développement du continent, à tenir compte des priorités nouvelles et à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD),

1. *Approuve* le *Plan d'activités de la CEA, 2007-2009*, qui constitue une présentation stratégique du programme de travail de la CEA pour les trois années à venir;
2. *Exhorte* les États membres et les partenaires de développement à soutenir le *Plan* en lui allouant des ressources suffisantes pour le rendre opérationnel;
3. *Approuve* le projet de programme de travail et de priorités de la Commission pour la période biennale 2008-2009, en tenant compte du débat dont il a été l'objet, ainsi que des observations qui ont été formulées et des modifications qui ont été apportées à la réunion.

851 (XL) Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 846 (XXXIX) du 15 mai 2006 sur le mandat et le fonctionnement de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP),

Constatant que certains États membres ont déjà versé des contributions,

Notant avec préoccupation que l'Institut continue de connaître une situation financière critique, encore aggravée par le fait que des États membres ne versent pas leur contribution,

Réaffirmant l'utilité de l'Institut, qui offre des formations pertinentes, conçues en fonction de la demande, à l'intention des administrations et des organisations publiques ainsi que du secteur privé en Afrique, afin de répondre aux besoins des États membres en matière de renforcement des capacités,

Soulignant que l'Institut doit coopérer davantage avec d'autres organismes de formation nationaux, régionaux et internationaux pertinents,

Profondément préoccupée par les difficultés de gestion auxquelles est actuellement confronté l'Institut, qu'il s'agisse du personnel ou de l'administration générale,

Prenant note du rapport sur l'évaluation extérieure de l'Institut,

1. *Fait siennes* les recommandations du groupe d'évaluateurs énoncées dans le rapport;
2. *Demande* au Secrétaire exécutif d'effectuer une évaluation approfondie des besoins et un audit de gestion pour mettre l'Institut à même de remplir sa mission;
3. *Demande, en outre*, au Secrétaire exécutif de prendre les dispositions voulues pour finaliser le rapport sur l'évaluation extérieure de l'Institut, en vue de le lui présenter à sa prochaine session;
4. *Exhorte* les États membres à honorer leurs engagements.

852 (XL) Changements climatiques et développement en Afrique

La Conférence des ministres,

Vivement préoccupée par l'ampleur des défis posés par les changements climatiques pour la pérennité des capacités des écosystèmes, des systèmes de production alimentaire et des systèmes économiques, qui sont tous décisifs pour la mise en œuvre des priorités sectorielles du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en particulier son initiative en matière de lutte contre les changements climatiques, et pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique,

Rappelant l'engagement, pris lors du Sommet du G-8 tenu à Gleneagles en 2005, d'appuyer les efforts visant à aider les pays et régions en développement à tirer pleinement parti de la mise en œuvre de systèmes d'observation destinés à combler les déficits en données, à mettre en place des capacités nationales et régionales pour l'analyse et l'interprétation des données d'observation, à mettre au point des systèmes et des outils d'appui à la décision conformes aux besoins locaux et, en particulier, à renforcer les institutions relatives au climat qui existent en Afrique,

Notant avec satisfaction que la Commission économique pour l'Afrique, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement, agissant dans le cadre de leur secrétariat conjoint et en collaboration avec les partenaires de développement, élaborent actuellement un programme inspiré de l'initiative dite «*Le climat au service du développement en Afrique (ClimDev Afrique)*», qui doit être mis en œuvre par les institutions nationales et régionales compétentes d'Afrique,

Ayant à l'esprit la décision de la huitième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine sur les changements climatiques et le développement en Afrique et les résolutions sur le même sujet, adoptées lors de la douzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Nairobi en novembre 2006,

Consciente que le changement climatique est une question transversale qui exige, pour que des stratégies efficaces puissent voir le jour, une coordination interministérielle de haut niveau à l'échelle nationale et la pleine participation des institutions nationales, sous-régionales et régionales africaines,

1. *Invite* la Commission économique pour l'Afrique, agissant dans le cadre d'un étroit partenariat avec la Commission de l'Union africaine ainsi qu'avec la Banque africaine de développement et en collaboration avec les institutions africaines et internationales compétentes, à prendre les mesures appropriées pour l'élaboration et la mise en œuvre effectives du programme ClimDev Afrique et à rendre compte des progrès accomplis à chaque Conférence de la Commission;
2. *S'engage* à appuyer pleinement la mise en œuvre du programme ClimDev Afrique et à intégrer la question du changement climatique dans la planification et la gestion de l'économie des pays africains;
3. *Exhorte* les partenaires de développement de l'Afrique à aider les États membres et les communautés économiques régionales à intégrer des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets dans les plans de développement nationaux et dans les activités visant à mettre en œuvre le programme ClimDev Afrique.

853 (XL) Examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission économique pour l'Afrique³

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 844 (XXXIX) du 16 mai 2006 par laquelle elle a approuvé l'orientation stratégique, les principes directeurs et les propositions visant à repositionner la Commission économique

3 Cette résolution a été rejetée par le Maroc, qui a émis des réserves au sujet du point 1 du premier paragraphe du dispositif.

pour l'Afrique (CEA) pour qu'elle réponde mieux aux priorités de l'Afrique, et prié le Secrétaire exécutif de faire le nécessaire pour donner effet à ces propositions dans le plan-programme de la CEA pour la période biennale 2008-2009 et de réaligner les mécanismes intergouvernementaux, le programme et les structures organisationnelles de la Commission afin de renforcer la gestion et le fonctionnement du secrétariat et d'obtenir ainsi de meilleurs résultats,

Tenant compte de la décision de l'Union africaine (UA) [Assemblée/AU/Dec.14 (VII)], en date du 2 juillet 2006, sur le renforcement du partenariat entre la Commission de l'UA, la CEA et la Banque africaine de développement (BAD), dans laquelle l'UA s'est félicitée que le Secrétaire exécutif de la CEA se soit engagé à renforcer et à repositionner la Commission afin de répondre aux défis que doit relever l'Afrique en matière de développement et a réaffirmé le rôle que la CEA, en tant qu'institution essentielle et nécessaire des Nations Unies en Afrique, doit jouer pour aider et faciliter l'action de l'UA et des communautés économiques régionales (CER) dans la définition, l'articulation et la défense de positions communes sur les politiques, les questions et les objectifs de développement et dans la promotion du développement économique et social en Afrique et le soutien à y apporter,

Rappelant la décision de l'Union africaine [Assemblée/AU/Dec.140 (VIII)], en date du 30 janvier 2007, sur le renforcement de la coopération entre l'ONU et l'UA, par laquelle les chefs d'État et de gouvernement ont approuvé la signature par l'Organisation des Nations Unies et l'UA d'une Déclaration intitulée «Renforcement de la Coopération ONU/UA: cadre pour le programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine»,

Ayant à l'esprit la résolution 61/234 de l'Assemblée générale, en date du 31 janvier 2007, sur le renforcement du rôle des bureaux sous-régionaux de la CEA, dans laquelle l'Assemblée s'est félicitée que la CEA s'emploie à se repositionner pour mieux répondre aux défis que doit relever l'Afrique,

Prenant note avec satisfaction des nombreuses consultations que le Secrétaire exécutif de la CEA a engagées avec le Groupe des ambassadeurs africains, à Addis Abeba et à New York, et du dialogue qu'il poursuit avec ledit Groupe, pour le tenir informé des réformes qu'il a entreprises pour repositionner la CEA, y compris de l'adoption du nouveau programme et du nouvel organigramme du secrétariat de la Commission,

Sachant que conformément à la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies et aux dispositions du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, la structure intergouvernementale de la Commission doit refléter la nouvelle structure du programme résultant du repositionnement,

Soulignant qu'il convient de préciser davantage la composition et les objectifs des structures qu'il est proposé de créer et qui composeront le mécanisme intergouvernemental, ainsi que les règles qui en régiront le fonctionnement, en tenant compte de la situation et du cadre réglementaire propres aux communautés économiques régionales dans chaque sous-région,

Ayant examiné le mécanisme intergouvernemental proposé, tel qu'il est décrit dans le document E/ECA/COE/26/10,

- *Approuve* le mécanisme intergouvernemental proposé pour la Commission économique pour l'Afrique, compte tenu des débats qui ont eu lieu et des observations qui ont été formulées à ce sujet au cours de la présente réunion, à savoir:
 1. Organiser une conférence annuelle commune UA-CEA des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique;
 2. Remplacer les actuels comités intergouvernementaux d'experts par des conférences ministérielles sous-régionales dont les réunions seront organisées selon les arrangements intergouvernementaux existant dans chaque sous-région;
 3. Organiser les organes subsidiaires de la Commission économique pour l'Afrique en sept comités sectoriels, comme suit:
 - i) Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable;
 - ii) Comité de la gouvernance et de la participation populaire;
 - iii) Comité de l'information, de la science et de la technologie au service du développement;
 - iv) Comité du commerce et de la coopération et de l'intégration régionales;
 - v) Comité Femmes et développement;
 - vi) Comité de la statistique;
 - vii) Comité du développement humain et social.

B. Déclaration ministérielle

1. Nous, ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, réunis à Addis-Abeba les 2 et 3 avril 2007, sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), réaffirmons notre engagement en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui, avec d'autres objectifs convenus à l'échelon international, constituent notre cadre commun de développement et de partenariat mondial. Nous réaffirmons que les OMD constituent des objectifs minimaux de croissance économique et de développement durable, ainsi que de réduction de la pauvreté et des inégalités.

2. Nous rappelons la Déclaration issue de notre Conférence tenue à Abuja en 2005 sur le thème «Réaliser les OMD en Afrique», qui présentait un examen critique des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans la réalisation des OMD. Nous rappelons également la Déclaration du Millénaire de 2000, la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement tenue à Monterrey en 2002, le Sommet mondial de 2005, le débat de haut niveau de l'ONU en 2005 sur le financement du développement, le Sommet du G-8 à Gleneagles en 2005, la réunion des ministres africains des finances au Nigéria en 2006, la Réunion plénière africaine sur les stratégies de réduction de la pauvreté au Caire en 2006 et le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à Syrte (Libye) en 2005. À ce propos, nous reconnaissons que des progrès ont été faits pour ce qui est d'honorer ces engagements et demandons instamment que la mise en œuvre soit accélérée.

3. Nous réaffirmons l'importance du NEPAD en tant que cadre de développement de l'Afrique, nous appuyons la décision, prise lors du Sommet du Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD, tenu à Alger en mars 2007, de créer une autorité de planification et de coordination du NEPAD et nous sommes favorables à l'intégration de cette autorité dans la structure de l'UA. Nous saluons le rôle de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans la coordination des efforts déployés par les organismes des Nations Unies à l'appui de la mise en œuvre du NEPAD, ainsi que la relance de la formule des groupes sectoriels.

4. Nous saluons l'appui que la CEA fournit aux pays africains pour suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements découlant des conférences et réunions au sommet organisées aux niveaux

régional et mondial, notamment le Sommet mondial pour le développement durable, le Sommet mondial sur la société de l'information et le Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés. Au vu des rapports établis par la CEA, nous notons avec préoccupation que de nombreux pays africains ne sont pas en voie de réaliser les objectifs et les cibles fixés.

Maintien d'une croissance économique forte et réalisation des omd

5. Nous notons avec satisfaction la croissance globale élevée de l'Afrique, mais demeurons préoccupés par sa forte irrégularité et son faible impact sur la création d'emplois, ainsi que par le fait que la plupart des pays africains ne sont toujours pas en bonne voie pour réaliser les OMD d'ici à 2015. Comme nous sommes pratiquement à mi-parcours de la mise en œuvre des OMD en 2007, nos gouvernements doivent sans tarder prendre des mesures pour effectuer des investissements publics supplémentaires dans les infrastructures, l'agriculture, la santé et l'éducation, qui constituent le fondement d'une croissance alimentée par le secteur privé. Nous exhortons nos pays à allouer 15% de leur budget à la santé, conformément à l'engagement pris dans la Déclaration d'Abuja sur le VIH/sida, la tuberculose et les autres maladies infectieuses connexes. Nous prenons note des efforts de nos pays visant à accroître la mobilisation des ressources intérieures, mais nous reconnaissons que des ressources extérieures seront nécessaires pour combler d'importants déficits de financement.

6. Nous réaffirmons que les efforts visant à mettre fin aux conflits sont nécessaires pour accélérer le développement de l'ensemble du continent. À cet égard, nous nous engageons à favoriser et à améliorer la sécurité et la stabilité sur tout le continent pour permettre l'accroissement des investissements nécessaires à la réalisation des OMD. Nous saluons les efforts de l'Union africaine dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité, et l'appelons à renforcer son rôle dans ce domaine, en particulier à travers son Conseil de la paix et de la sécurité.

7. Rappelant l'engagement solennel pris lors du Sommet du Millénaire de respecter les droits de l'homme et de promouvoir l'état de droit, nous considérons que la sécurité juridique, le respect des droits de l'homme et le renforcement des fondements de l'état de droit et de la démocratie constituent un environnement nécessaire et même obligatoire pour atteindre les OMD.

8. Nous notons en outre avec préoccupation les effets du changement climatique sur tout le continent. Ils rendent nos pays encore plus vulnérables aux catastrophes naturelles, compromettent la croissance économique et le développement futurs et constituent un grand défi pour la réduction de la pauvreté en Afrique. Nous prenons note avec satisfaction les conclusions de la douzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue en novembre 2006 et du Sommet de l'UA sur le thème de la science, de la technologie et des changements climatiques, tenu en janvier 2007.

9. Nous nous réjouissons des progrès remarquables accomplis par certains pays qui ont augmenté la productivité agricole, accru la scolarisation dans l'enseignement primaire, étendu l'accès à l'approvisionnement en eau, maîtrisé le paludisme et pris d'autres initiatives à effet rapide. Nous prenons également note des résultats obtenus par les Villages du Millénaire, pour montrer comment réaliser les OMD dans des collectivités pauvres. Ces succès démontrent qu'il est parfaitement possible de réaliser les OMD. Ils soulignent que les Objectifs peuvent être réalisés, si un financement adéquat appuie des politiques judicieuses et des stratégies concrètes visant à intensifier les investissements dans l'agriculture, les infrastructures, la science et la technologie, l'égalité des sexes, l'éducation, la santé et d'autres domaines cruciaux.

Planification et cadre pour l'action

10. Nous réaffirmons que nous sommes résolus à aligner nos stratégies globales de développement national, notamment les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, sur les OMD et autres objectifs convenus à l'échelon international. Nous saluons le partenariat remarquable que la CEA, la Banque africaine de développement (BAD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont établi pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies visant à réaliser les OMD partout en Afrique et pour appuyer efficacement le renforcement des capacités en matière de planification fondée sur les OMD et augmenter les investissements. Nous sommes également favorables à la collaboration entre la CEA, la CUA, la BAD et le PNUD dans le cadre du suivi et de l'évaluation des efforts visant à réaliser les OMD.

11. Nous félicitons également la CEA, la CUA et les communautés économiques régionales pour leur appui à l'intégration régionale et au développement économique de l'Afrique. Nous notons cependant

avec préoccupation la lenteur de la mise en œuvre des programmes d'intégration régionale existant en Afrique et soulignons qu'il est important d'augmenter les investissements à effectuer dans l'infrastructure régionale de l'Afrique et les autres biens publics régionaux pour stimuler le commerce intra-africain, qui est une composante essentielle de l'augmentation de la croissance, de la réalisation des OMD et du développement à long terme.

12. Nous sommes préoccupés par l'écart important qui existe entre la demande croissante de statistiques de qualité, d'une part, et la faiblesse des systèmes statistiques, d'autre part. En particulier, la faiblesse des capacités humaines et financières, conjuguée au non-respect des normes internationales, contribue à la mauvaise qualité, dans la plupart des pays, des données sur les OMD et des autres variables socioéconomiques clefs. Dans ce contexte, nous félicitons la CEA de renforcer l'accent sur les statistiques et les capacités statistiques en créant le Centre africain pour la statistique et nous notons avec satisfaction les progrès considérables que les États membres ont accomplis pour réunir des données dans le cadre du Programme de comparaison internationale (PCI).

Partenariat pour le développement

13. Nous notons avec une vive préoccupation qu'en dépit de la promesse de doubler l'aide avant 2010, et excepté des cas isolés de remise de dette, l'aide publique au développement (APD) pour l'Afrique a en fait baissé durant l'année 2005. En outre, les partenaires de développement n'ont pas encore fourni de calendriers sur l'augmentation de leur APD pour chaque pays africain. Nous soulignons que, sans engagements prévisibles d'accroître l'aide, les pays africains auront beaucoup de mal à planifier les nécessaires augmentations des investissements publics et à élaborer un cadre de dépenses à moyen terme pour réaliser les OMD.

14. Nous nous félicitons de l'initiative Aide pour le commerce et de l'accent qui y est mis sur le renforcement des capacités de production des pays africains, l'amélioration des infrastructures commerciales et la gestion des coûts d'ajustement liés à la libéralisation des échanges. Nous soulignons la complémentarité entre l'initiative et les autres formes d'aide au développement et estimons que les partenariats public-privé devraient jouer un rôle clef dans la mise en œuvre de cette Initiative aux échelons national et régional.

15. Reconnaisant le rôle que peut jouer la diaspora dans le financement du développement des pays afri-

cains, nous nous engageons à utiliser toutes les stratégies nécessaires pour mobiliser l'épargne de cette diaspora dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Appel à l'action pour la réussite

16. **Nécessité d'agir sans délai:** Le temps nous étant compté pour réaliser les OMD d'ici 2015, nous sommes décidés à passer du débat sur les principes à l'élaboration de modalités pratiques pour une action à plus grande échelle. Nous soulignons combien il est urgent d'honorer les engagements pris, en collaboration avec la communauté internationale. L'année 2007 doit être celle d'un redoublement d'efforts à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

17. **Maîtrise et confiance en soi:** Nous sommes résolus à faire en sorte que nos pays aient la maîtrise des stratégies nationales globales de développement et qu'ils aient la ferme conviction que la tâche peut être accomplie. En particulier, il nous faut disposer d'une marge de manœuvre politique suffisante – et l'utiliser à bon escient – pour concevoir des stratégies adaptées aux besoins spécifiques de nos pays, le but étant de mettre fin progressivement à la dépendance vis-à-vis de l'aide. Nous nous engageons à redoubler d'efforts pour amener les pays membres à mettre en commun leurs données d'expérience, à promouvoir l'apprentissage mutuel et à bâtir un leadership africain fort pour conduire le processus.

18. **Stratégies nationales globales de développement basées sur les OMD:** Nous nous engageons à aligner, d'ici à la fin de 2007, nos stratégies nationales globales de développement et nos cadres de dépenses à moyen terme sur les OMD et les autres objectifs internationalement convenus. Il s'agit notamment d'adopter des politiques économiques saines et des cadres d'obligation redditionnelle clairs en faveur d'une croissance économique forte et durable. En outre, nous élaborerons des modalités pratiques de mise en œuvre des initiatives à effet immédiat, adoptées au Sommet mondial de 2005 et réaffirmées à la Conférence de 2006 sur le financement du développement tenue au Nigéria. Parmi ces mesures immédiates, susceptibles de sauver et d'améliorer des millions de vies en quelques années seulement, figurent la distribution gratuite de moustiquaires et de traitements antipaludiques efficaces, l'élargissement des programmes de cantines scolaires utilisant des produits alimentaires locaux et la suppression des frais d'inscription dans l'enseignement primaire et des frais médicaux, que rend possibles l'augmentation rapide et prévisible de l'APD.

19. **Évaluation et suivi des progrès:** Nous nous proposons de mettre en place d'ici à la fin de 2008, dans nos États membres, un mécanisme de suivi et d'évaluation des progrès effectués vers la réalisation des OMD. À cet égard, nous nous engageons à promouvoir l'apprentissage mutuel et la mise en commun des connaissances, qui feront partie de ce mécanisme, et nous félicitons la CEA d'avoir créé le Groupe de réflexion sur les SRP et les OMD. Nous recommandons, en ce qui concerne l'apprentissage mutuel, qu'en 2010 la Conférence des ministres examine les progrès réalisés dans l'accroissement de l'effort.

20. **Mobilisation des ressources intérieures:** Dans le cadre des stratégies nationales pour réaliser les OMD et les autres objectifs internationalement convenus, nous nous engageons à accroître les dépenses intérieures sur les OMD, en veillant à ce que les ressources provenant de l'allègement de la dette et les revenus créés par les ressources naturelles ou provenant d'autres sources soient orientés vers la réalisation de ces objectifs. En outre, nous nous engageons à renforcer et à approfondir notre secteur financier, à promouvoir la microfinance pour faciliter l'accès au crédit pour les plus vulnérables, à mettre les envois de fonds au service du développement et à améliorer davantage le climat des affaires et des investissements afin d'attirer plus d'IED.

21. **Investissements en faveur de l'égalité entre les sexes:** Reconnaisant l'importance cruciale pour la réalisation des OMD de la condition des femmes et de la place qu'elles occupent dans nos pays, nous prenons la résolution d'accroître les investissements susceptibles d'améliorer leur statut, notamment en leur assurant l'accès à l'eau, à l'énergie, à l'éducation et à la santé, en particulier pour ce qui est de la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelles, de promouvoir les activités rémunératrices et de renforcer les mesures de répression de la violence à l'égard des femmes.

22. **Création d'emplois:** Nous reconnaissons le rôle central de l'emploi dans la lutte contre la pauvreté et pour la réalisation des OMD et nous nous engageons à intégrer des politiques de création d'emplois dans nos programmes nationaux de développement et à accroître les investissements en faveur de l'emploi.

23. **Revitalisation de l'agriculture africaine:** Nous prenons acte des engagements pris récemment, en particulier lors du Sommet de l'UA sur la sécurité alimentaire et du Sommet sur les engrais, et nous ferons tout pour lancer, avant fin 2008, la Révolution verte africaine visant à accroître la productivité agricole en garantissant l'accès des petits exploitants agricoles à

des engrais et à des semences améliorées, avec l'aide de subventions ciblées selon que de besoin; en investissant dans la gestion de l'eau; en renforçant les services de vulgarisation agricole; en développant l'infrastructure rurale, en particulier les routes et les services énergétiques; et en facilitant la coopération régionale pour le commerce intra-africain et l'investissement dans l'agriculture. Nous réitérons notre engagement de mettre en œuvre le Programme intégré du NEPAD pour le développement de l'agriculture en Afrique et d'allouer 10% de nos budgets à l'agriculture, conformément à la Décision de Maputo de 2003.

24. Changements climatiques et développement:

Nous demandons à la CEA, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et d'autres institutions internationales, de mettre au point et d'exécuter le Programme d'informations climatiques pour le développement en Afrique (ClimDev Afrique) et de faire rapport sur les progrès accomplis à chaque Conférence de notre Commission. Nous demandons également à nos gouvernements d'intégrer des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation des effets de ceux-ci dans leurs stratégies nationales de développement, avec le concours de nos partenaires de développement et des communautés économiques régionales.

25. Statistique et capacités statistiques: Nous sommes déterminés à améliorer la disponibilité, la pertinence et la qualité des données dans le respect des normes internationales. Nous nous engageons par ailleurs à harmoniser les statistiques dans tout le continent et à adopter le Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique. Nous demandons à la CEA, à la CUA et à la BAD de continuer à jouer leur rôle de coordination et de direction dans le développement de la statistique en Afrique, et de renforcer encore la collaboration avec des organismes régionaux et des organisations sous-régionales, y compris les communautés économiques régionales. À cet égard, nous demandons aux Amis de la CEA de continuer d'apporter leur appui précieux à cet effort. En outre, nous décidons d'apporter notre soutien sans réserve au Symposium africain pour le développement de la statistique et à ses recommandations, et nous souscrivons à l'importance accordée à la série de recensements de la population et de l'habitat de 2010. De plus, nous recommandons la poursuite du Programme de comparaison internationale (PCI) pour l'Afrique, afin de faciliter les comparaisons nationales et internationales, et demandons à la CEA, à la CUA, à la BAD et à d'autres partenaires de veiller à sa viabilité.

26. Intégration régionale: Nous félicitons la CEA, la CUA, la BAD et les CER d'avoir établi des plans d'action détaillés sur l'infrastructure, qui doivent être désormais mis en œuvre. Nous demandons en particulier à nos Gouvernements et aux partenaires de développement de financer l'exécution du Plan d'action du NEPAD sur l'infrastructure. Nous soutenons également les efforts que la CUA, agissant en collaboration avec la CEA et la BAD, déploie actuellement pour rationaliser les CER et élaborer un programme minimum d'intégration. À cet effet, la CUA se doit de collaborer également avec les organisations de la société civile afin d'obtenir l'appui des populations africaines.

27. Financement du développement: Nous demandons à la CEA, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, d'évaluer l'état d'application du Consensus de Monterrey en Afrique et de proposer des moyens concrets permettant à tous les pays africains d'avoir effectivement accès au financement du développement dans le cadre des préparatifs de l'Examen mondial à mi-parcours du Consensus de Monterrey, qui se tiendra au Qatar au début de 2008. Nous nous engageons à renforcer la coopération Sud-Sud comme source complémentaire de financement du développement.

28. Aide pour le commerce: Nous soutenons fermement l'Initiative Aide pour le commerce et invitons les partenaires de développement à accélérer les travaux en cours pour qu'elle devienne opérationnelle et à garantir un financement suffisant et prévisible. Nous demandons à la CEA de collaborer avec la CUA et la BAD pour aider les gouvernements africains à mettre cette Initiative en œuvre. Il s'agit notamment de définir des mécanismes nouveaux à travers les programmes nationaux et régionaux d'aide pour le commerce, afin de résoudre les difficultés de l'Afrique au plan commercial. De plus, il faut identifier les apports des trois institutions aux mécanismes de suivi et d'évaluation de ces programmes dans les pays concernés. Enfin, nous insistons sur le fait que le financement de l'aide pour le commerce doit être approprié et prévisible.

29. Accords de partenariat économique: Nous sommes conscients des difficultés que présenteront pour nos États membres les Accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays africains, ainsi que la libéralisation des échanges qui va de pair avec les Accords. À cet égard, nous prions l'Union européenne de dégager des ressources supplémentaires pour leur permettre de faire face au coût de l'ajustement et aux coûts connexes, et nous deman-

dons qu'un nouveau cadre pour les APE soit adopté avant l'expiration du cadre actuel en décembre 2007.

30. Concrétisation des engagements relatifs à l'APD: À l'occasion du Sommet du G-8 de 2008, qui sera organisé à Heiligendamm (Allemagne), nous demandons aux dirigeants du G-8 d'indiquer un plan d'action clair pour la concrétisation de leur engagement pris à Gleneagles de doubler l'aide accordée à l'Afrique, afin que l'aide soit fournie de manière effective et prévisible. Nous saluons les progrès accomplis par les pays de l'Union européenne pour ce qui est d'honorer leurs engagements d'accroître l'APD en faveur de l'Afrique. Nous appelons en outre l'UE et les autres partenaires de développement à donner suite aux engagements pris dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Nous demandons aux partenaires de développement dans nos pays respectifs de communiquer à nos Gouvernements leurs plans de renforcement de l'aide pendant l'année 2007 et au-delà.

31. Accroissement de l'appui des organisations internationales: Nous demandons à l'ONU et aux institutions financières internationales d'aider nos gouvernements à établir et à exécuter des stratégies nationales globales de développement axées sur les OMD, ainsi que des initiatives à impact rapide. Nous leur demandons, en particulier, de promouvoir les possibilités de renforcement des investissements pour réaliser les OMD et la mobilisation des ressources nationales et externes nécessaires. Nous les invitons à

élaborer, en consultation avec les États membres, leurs plans de soutien à cet égard d'ici fin 2007.

Positionner la CEA de façon à relever efficacement les défis de l'Afrique

32. Nous reconnaissons le rôle fondamental de la CEA dans la promotion du développement économique et social en Afrique. Nous notons avec satisfaction le renforcement de la collaboration entre la CEA, la CUA et la BAD. En outre, nous avons pris note du *Plan d'activités, 2007-2009* de la CEA, qui définit l'orientation stratégique du programme de travail de la Commission et qui décrit un programme ambitieux et renforcé d'appui aux États membres, et nous félicitons le Secrétaire exécutif de sa vision et de son leadership. À cet égard, nous exhortons nos États membres et nos partenaires de développement à appuyer le Plan avec des ressources appropriées.

33. En conclusion, nous remercions la CEA d'avoir organisé avec succès la quarantième session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique. Nous sommes reconnaissants à la République fédérale démocratique d'Éthiopie de l'excellente conduite des débats. Nous souhaitons également remercier le Gouvernement et le peuple éthiopiens de leur générosité et de l'hospitalité chaleureuse dont nous avons bénéficié pendant notre séjour à Addis-Abeba.

ANNEXE II

Rapport de la vingt-sixième réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique

A. Participation

1. La vingt-sixième réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique s'est tenue à Addis-Abeba du 29 mars au 1er avril 2007. Les allocutions d'ouverture ont été prononcées par le Président du Bureau sortant du Comité d'experts, Son Excellence l'Ambassadeur du Burkina Faso M. Bruno Nongoma Zidouemba, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Abdoulie Janneh, et le Secrétaire d'État aux finances et au développement économique de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Son Excellence M. Mekonnen Manyazewal.

2. Ont pris part à la réunion les représentants des États membres ci-après : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

3. La Commission de l'Union africaine (CUA) et la Banque africaine de développement (BAD) ont participé aux travaux du Comité.

4. Les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentés : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation internationale du Travail (OIT), Orga-

nisation mondiale du commerce (OMC), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), Programme alimentaire mondial (PAM), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et Bureau de liaison des Nations Unies auprès de l'Union africaine.

5. Les États Membres de l'ONU ci-après étaient représentés par des observateurs : Danemark, Fédération de Russie, Finlande et Italie.

6. Les entités ci-après étaient représentées par des observateurs : Action Aid International, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD), African Futures Institute, Africa Monitor, Africa Research and Resource Forum (ARRF), Banque arabe pour le développement de l'Afrique (BADEA), Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Banque mondiale, Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (CAFRADES), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), Department for International Development (DFID), Femmes Africa Solidarité et Information et Communication, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Ligue des États arabes, secrétariat du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Organisation internationale de la Fran-

cophonie (OIF), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Mission diplomatique palestinienne, Agency for International Development des États-Unis (USAID), Mission des États-Unis auprès de l'Union africaine, Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

B. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau

7. Le Comité a adopté l'ordre du jour et le programme de travail ci-après:

1. Ouverture de la réunion.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption du projet d'ordre du jour et de programme de travail.
4. Aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale de l'Afrique.
5. Suite donnée à la dernière session de la Commission: Rapport annuel sur les activités de la Commission, 2007.
6. Évaluation des progrès accomplis en matière d'intégration régionale en Afrique.
7. Questions sectorielles:
 - Aide pour le commerce;
 - Statistique et capacité statistique;
 - Appui à la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).
8. Suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet organisées aux niveaux mondial et régional:
 - Examen de l'exécution du Plan de mise en œuvre de Johannesburg adopté par le Sommet mondial pour le développement durable;
 - Examen de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey sur le financement du développement;
 - Examen des progrès accomplis dans la réalisation du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010;
 - Examen des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les pays africains.
9. Présentation et examen du thème de la Conférence: *Accélérer la croissance et le développement de l'Afrique pour réaliser les OMD: Nouveaux défis et voie à suivre*.
10. Questions statutaires:
 - Examen des mécanismes intergouvernementaux de la Commission;

- Rapport sur l'évaluation extérieure de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP);
- Projet de programme de travail et de priorités de la CEA pour la période biennale 2008-2009.

11. Questions diverses.

12. Examen et adoption du projet de rapport du Comité d'experts et des projets de résolution.

13. Clôture de la réunion.

Élection du Bureau

8. Le Comité a, à l'unanimité, élu le Bureau ci-après:

Président:	Éthiopie
Premier Vice-Président:	Swaziland
Deuxième Vice-Président:	Cameroun
Troisième Vice-Président:	Tunisie
Rapporteur:	Libéria

C. Compte rendu des travaux

Allocutions d'ouverture

9. Dans son discours d'ouverture, Son Excellence M. Bruno Nongoma Zidouemba, Ambassadeur du Burkina Faso et Président sortant du Bureau, a chaleureusement souhaité la bienvenue aux participants et a remercié le Gouvernement et le peuple de la République fédérale démocratique d'Éthiopie d'avoir accueilli la réunion. Au nom du Gouvernement burkinabé, il a remercié M. Abdoulie Jannah, Secrétaire exécutif de la CEA, d'avoir organisé la Conférence sur le thème «Accélérer la croissance et le développement de l'Afrique pour réaliser les OMD: Nouveaux défis et voie à suivre».

10. Dans ses observations liminaires, M. Abdoulie Jannah a exprimé sa profonde gratitude et ses remerciements au Gouvernement et au peuple de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, qui sont les hôtes de la CEA depuis près de 50 ans. Il a déclaré que la Conférence de 2007 se tenait plus tôt que d'habitude afin que ses conclusions puissent enrichir les grandes réunions internationales prévues au cours des prochains mois.

11. Le Secrétaire exécutif a décrit les progrès accomplis dans le repositionnement de la CEA visant à mieux répondre aux besoins de ses États membres, ainsi que la modification de sa structure, qui comprend deux nouveaux sous-programmes pour tenir

compte de l'importance accrue accordée à la statistique et au développement social. Il a parlé des deux groupes d'appui au NEPAD et au Mécanisme d'évaluation intra-africaine, qui ont été créés pour mieux aider l'Union africaine dans ces domaines. En outre, les bureaux sous-régionaux renforcés sont appelés à jouer un rôle clef, en tant qu'organes opérationnels de la Commission. Ils seraient des centres de diffusion des initiatives de la CEA en matière d'apprentissage mutuel et de partage des connaissances et seraient les partenaires privilégiés des communautés économiques régionales (CER) dans l'application du programme de développement de l'Afrique au niveau sous-régional.

12. Le Secrétaire exécutif a jugé tout aussi important dans le repositionnement de la CEA, le regain d'efforts visant à renforcer la coopération avec les principales organisations régionales, notamment la Commission de l'Union africaine (CUA), la Banque africaine de développement (BAD) et d'autres organismes des Nations Unies présents en Afrique. Dans le même esprit, il a précisé que la CEA avait étroitement collaboré avec la CUA pour organiser la Conférence des ministres.

13. Le *Plan d'activités de la CEA, 2007-2009*, approuvé par les chefs d'État africains lors de leur Sommet tenu en janvier 2007 à Addis-Abeba, est une présentation stratégique de la nouvelle vision de la CEA. Comme il est la propriété des États membres, ceux-ci devraient recommander à leurs partenaires et à leurs dirigeants de l'appuyer.

14. Sur le thème de la Conférence, le Secrétaire exécutif a déclaré que, malgré l'amélioration de la situation économique en Afrique, les progrès accomplis pour la réalisation des OMD demeuraient trop faibles. Le défi à relever était donc de mieux comprendre comment l'Afrique pourrait atteindre les Objectifs et quel rôle chaque partie prenante devait jouer. Il a rappelé que le Sommet mondial de 2005 avait jugé nécessaire que les pays adoptent et mettent en œuvre des stratégies nationales globales de développement pour réaliser les OMD. Il s'agit là, selon lui, d'un défi important que la présente Conférence aiderait à relever en faisant des recommandations concrètes permettant aux pays africains d'adopter la combinaison optimale d'orientations et de stratégies pour réaliser les OMD.

15. Dans son discours d'ouverture, M. Mekonnen Manyazewal, Secrétaire d'État aux finances et au développement économique de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, a exprimé sa satisfaction pour l'excellent travail accompli par le Bureau sortant. Il s'est dit encouragé par l'accélération de la croissance en Afrique, condition nécessaire à la réalisa-

tion des OMD. Cependant, la croissance économique n'ayant pas été uniforme d'un pays à l'autre et au sein des pays, beaucoup était encore à faire, en particulier dans les secteurs sociaux.

16. Le Secrétaire d'État a poursuivi en explicitant huit grands défis que les pays africains doivent relever, à savoir: accélérer et maintenir la croissance économique en vue de la réduction de la pauvreté, grâce à la création d'un environnement propice au développement du secteur privé; supprimer les disparités entre les sexes; accroître l'investissement dans les infrastructures; investir dans les personnes en multipliant les possibilités d'éducation, en améliorant les soins de santé et en facilitant l'accès à l'approvisionnement en eau; consolider la responsabilisation, la démocratie et la bonne gouvernance en renforçant les institutions aux niveaux local et central; accroître le financement du développement en mobilisant des ressources internes et externes; gérer la mondialisation; développer les capacités de l'État et du secteur privé. Le Secrétaire d'État a invité le Comité non seulement à axer le débat sur ces défis et à formuler des recommandations concrètes, mais également à proposer les moyens d'adapter ces dernières à la situation propre de chaque pays.

17. Partageant les données d'expérience de l'Éthiopie en matière de défis à relever pour réaliser les OMD, le Secrétaire d'État a retracé le programme de développement du pays formulé dans les DSRP 2002/03-2004/05 et dans le plan de développement national de 2005/06-2009/10, qui mettaient l'accent sur la réduction de la pauvreté grâce à la croissance économique. Il a déclaré que la croissance de l'Éthiopie avait été en moyenne de 11% en termes réels ces trois dernières années, sous l'effet du développement agricole et du développement industriel. Il a rappelé l'importance du contrôle et du suivi des progrès accomplis pour réaliser les OMD et a invité le Comité à proposer des stratégies et orientations pouvant être appliquées par les États membres pour accélérer ces progrès. Cependant, même si tous les pays africains connaissent des problèmes quasiment similaires, les orientations et stratégies proposées devraient tenir compte des spécificités de chaque pays.

18. Le Secrétaire d'État a ensuite déclaré ouverte la vingt-sixième réunion du Comité d'experts.

Aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale de l'Afrique, [Point 4 de l'ordre du jour]

19. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document intitulé *«Aperçu de l'évolution*

de la situation économique et sociale de l'Afrique, 2006» (E/ECA/COE/26/2) et appris que la croissance du PIB n'avait cessé de s'améliorer, passant d'un taux de 5,3% en 2005 à 5,7% en 2006. Ce résultat positif pouvait s'expliquer par la bonne gestion macroéconomique, la forte demande de produits primaires et le renchérissement de leur cours, l'allègement de la dette, l'accroissement des apports de capitaux et l'amélioration du climat politique. Cependant, la croissance était restée irrégulière et insuffisante. Afin de réaliser les OMD, il serait nécessaire de prendre des mesures pour renforcer le développement économique et social en Afrique.

20. Le Comité a félicité le secrétariat de la qualité de ce document et de l'accent mis sur les questions clefs. Toutefois, il faudrait approfondir l'analyse sur la croissance récente pour mieux la comprendre et en apprécier les effets sur les pauvres. Pour le Comité, il faudrait définir des politiques appropriées pour atténuer les chocs liés aux fluctuations des cours des matières premières, qui contribuent beaucoup à l'instabilité de la croissance économique en Afrique.

21. Les participants ont noté que le taux de croissance de 7% jugé nécessaire pour réaliser les OMD représentait un chiffre global, et qu'il devrait être plus ou moins élevé selon les pays. À cet égard, le Comité a souligné qu'il était important de proposer des mesures spécialement conçues pour aider les sous-régions qui n'obtiennent pas les résultats escomptés à améliorer leurs résultats et à réaliser leur potentiel de croissance.

22. Les pays importateurs du pétrole ont besoin de mécanismes correctifs pour remédier aux incidences négatives de la hausse des cours. Le Comité a demandé à la CEA d'approfondir son travail d'analyse, notamment à la lumière des conclusions de la Conférence de 2006, concernant les effets d'entraînement de la croissance économique sur l'emploi dans les pays producteurs et non producteurs de pétrole. Il a, en outre, mis en exergue le défi que pose au continent la forte incidence du chômage des jeunes et recommandé l'élaboration de stratégies appropriées pour y faire face.

23. S'agissant de la recommandation tendant à réduire la dépendance des pays importateurs du pétrole en adoptant des énergies de substitution, comme l'énergie hydroélectrique, le Comité a noté que, vu la forte contrainte que leur impose le changement climatique, certains pays ne sauraient compter sur ces sources d'énergie. Il a estimé qu'il fallait faire des recommandations plus précises sur le développement durable ainsi que sur la lutte contre la criminalité par des moyens législatifs et judiciaires.

24. Le Comité a également souligné l'importance de la mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour accélérer la croissance et le développement en Afrique. Il a invité le secrétariat à œuvrer en étroite collaboration avec les États membres pour non seulement améliorer la qualité de l'aide et la capacité d'absorption des pays bénéficiaires, mais également pour encourager les partenaires à accélérer l'allègement de la dette et à honorer leur engagement d'augmenter l'assistance pour l'Afrique. Il est également impérieux d'accroître les investissements, notamment les investissements étrangers directs (IED) sur le continent, afin de promouvoir la croissance et de réaliser les OMD. Il faudra par ailleurs promouvoir les investissements intérieurs pour augmenter les IED. Dans le contexte de la mondialisation, le Comité a souligné l'importance des facteurs de développement comme le commerce (tant international qu'intra-africain) et les TIC.

25. À cet égard, le Comité a noté avec préoccupation la dépréciation rampante du cours de la principale monnaie des exportations des pays africains face aux principales monnaies de paiement de leurs importations. Cette situation pénalise les économies africaines tant à l'exportation qu'à l'importation.

26. Outre le rôle des pouvoirs publics, les stratégies pour accélérer et soutenir le développement en Afrique devraient intégrer celui que des acteurs comme le secteur privé, la société civile, les institutions sous-régionales (notamment les communautés économiques régionales) et les partenaires internationaux pourraient jouer dans la solution des problèmes de développement du continent.

27. Le Comité a demandé au secrétariat d'approfondir l'analyse sur le lien entre la croissance et la création d'emplois, particulièrement s'agissant des pays africains producteurs de pétrole. Il a pris acte de l'initiative envisagée par la CEA pour promouvoir une démarche nouvelle en matière de conception des politiques macroéconomiques, tout en se félicitant du travail que la Commission accomplit actuellement dans ce domaine en collaboration avec le PNUD.

Suite donnée à la dernière session de la Commission: Rapport annuel sur les activités de la Commission, 2007 [Point 5 de l'ordre du jour]

28. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a décrit les diverses mesures que le Secrétaire exécutif de la CEA avait prises pour mettre en œuvre les décisions et résolutions adoptées lors de la précédente

session de la Commission, tenue à Ouagadougou en mai 2006, telles qu'elles figurent dans le document E/ECA/COE/26/3, intitulé *Rapport annuel, 2007*. Ces activités concernent principalement la mise en œuvre de décisions et résolutions relatives au repositionnement de la CEA, l'évaluation externe de l'Institut africain de développement économique de planification (IDEP), le renforcement des capacités statistiques en vue de la réalisation des OMD et les mesures visant à accroître la création d'emplois.

29. Les mesures de repositionner la CEA couvraient trois grands axes, à savoir l'établissement des programmes et des priorités en fonction de deux grands thèmes: *Promouvoir l'intégration régionale pour appuyer la vision et les priorités de l'Union africaine et Répondre aux besoins spéciaux de l'Afrique et relever les nouveaux défis mondiaux*; la restructuration institutionnelle de façon à aligner la structure du secrétariat sur les nouvelles priorités des programmes, notamment le renforcement de la présence de la CEA au niveau sous-régional grâce au redéploiement de ressources financières et humaines supplémentaires aux cinq bureaux sous-régionaux de la CEA; et des mesures visant à améliorer la gestion des ressources humaines et d'autres processus administratifs. Ces modifications s'appuyaient sur une plus grande détermination à établir et à maintenir des partenariats avec d'autres organisations, notamment l'UA, la BAD, d'autres organismes des Nations Unies et les partenaires bilatéraux. À cette fin, la CEA a élaboré un plan d'activités triennal (2007-2009) décrivant les liens entre les futures priorités et activités de la Commission et celles de ses principaux partenaires, plus particulièrement l'Union africaine. Le Plan d'activités a été lancé conjointement par le Secrétaire général de l'ONU, le Président de la Commission de l'Union africaine et le Président de la Banque africaine de développement, puis approuvé par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine.

30. S'agissant des mesures que le secrétariat a prises pour aider les États membres à renforcer leurs capacités statistiques en vue du suivi des OMD, le Comité a été informé qu'une nouvelle division chargée de la statistique avait été créée dans le cadre du repositionnement de la CEA - le Centre africain pour la statistique (CAS). La principale priorité de ce Centre est d'entreprendre des travaux de recherche et d'appuyer le renforcement des capacités dans les États membres, afin d'améliorer la portée et la qualité des données disponibles pour l'analyse des politiques et la prise de décisions sur les questions socioéconomiques, en particulier la collecte, l'analyse et la diffusion de statistiques et de données de qualité pour le suivi des OMD.

31. Au cours des débats qui ont suivi, le Comité a félicité le secrétariat des mesures prises pour repositionner la CEA, en particulier les efforts visant à renforcer sa présence au niveau sous-régional. À cet égard, plusieurs délégations ont encouragé le secrétariat à poursuivre, grâce à des mesures appropriées, la mise en place d'une capacité opérationnelle dans les bureaux sous-régionaux afin que ces derniers puissent jouer un rôle plus efficace dans la fourniture d'une assistance technique aux États membres. Certaines délégations ont demandé davantage d'informations sur le volume des ressources à la disposition des bureaux sous-régionaux afin de déterminer l'efficacité de leurs activités. Des précisions ont également été demandées à propos du financement de l'IDEP au titre du budget ordinaire de l'ONU. Les participants ont soulevé d'autres points, notamment les activités de la CEA en matière de promotion des droits de l'homme en Afrique.

32. Répondant à ces interventions, le Secrétaire exécutif a expliqué que, suite à l'exercice de repositionnement, la CEA était devenue une entité plus efficace et compétente. Il a noté avec satisfaction que l'exercice avait été accueilli avec enthousiasme par les États membres et d'autres parties prenantes, notamment la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Il s'est déclaré favorable à la requête de poursuivre le processus de renforcement des capacités des bureaux sous-régionaux, indiquant le volume total des ressources qui leur étaient affectées, et il a assuré le Comité de l'appui continu des Nations Unies à ce processus.

33. S'agissant de la nécessité d'accroître les ressources allouées à l'IDEP, le Secrétaire exécutif s'est déclaré convaincu qu'il convenait de mieux définir le rôle et la pertinence de l'Institut, ainsi que sa structure de gouvernance, avant d'aborder la question d'un financement additionnel, et il a exprimé l'espoir que la réunion en cours permettrait d'avoir de nouvelles orientations à cet égard. Pour ce qui est des activités de la CEA dans le domaine des droits de l'homme, le Secrétaire exécutif a informé le Comité que, bien que la Commission n'ait pas un mandat explicite dans ce domaine, elle collaborait étroitement avec d'autres organisations, telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, pour renforcer les liens entre droits de l'homme et développement.

34. Abordant la question de la création d'emplois, le Comité a réitéré que le manque d'emplois à plein temps et décents pour tous constituait une menace pour la réalisation des OMD. Il a exhorté la CEA, agissant de concert avec l'UA, l'OIT, le PNUD et la BAD, à rendre opérationnel le Forum régional pour

l'emploi, dont la création est envisagée. Cette instance aidera les États membres à intégrer plus efficacement la création d'emplois dans leurs plans de développement national et leurs stratégies de réduction de la pauvreté.

Évaluation des progrès accomplis en matière d'intégration régionale en Afrique [Point 6 de l'ordre du jour]

35. Au titre de ce point de l'ordre du jour, deux présentations ont été faites par le secrétariat conjoint CEA/CUA. La première, faite par le représentant de la CEA, a porté sur les progrès accomplis en matière d'intégration régionale. La seconde, faite par le représentant de la CUA, a passé en revue les activités menées par la Commission dans le cadre du suivi des décisions prises lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement africains, tenu à Banjul en juillet 2006.

36. Présentant le document E/ECA/COE/26/5 intitulé *Évaluation des progrès accomplis en matière d'intégration régionale en Afrique*, un représentant du secrétariat a fait observer que l'intégration régionale constituait l'un des deux piliers du Programme de travail de la CEA. Le document s'articule autour des principales décisions que les CER ont récemment prises pour relever les défis posés par l'intégration régionale, des activités prévues par la CEA dans le domaine de l'intégration régionale et de la voie à suivre pour accélérer le processus d'intégration régionale en Afrique.

37. Le Comité a été informé, par la CUA, des décisions adoptées lors du Sommet de Banjul au sujet des orientations visant à accélérer le processus d'intégration régionale. À cet égard, la CUA a entrepris les études pour quantifier les scénarios de rationalisation des CER et élaborer un programme minimum d'intégration régionale. Le résultat de ces études devrait être présenté à la réunion des ministres africains chargés de l'intégration, prévue à Kigali fin mai 2007.

38. Au cours du débat qui a suivi, le Comité a félicité le secrétariat conjoint de la qualité des deux présentations. Tout en reconnaissant la pertinence et l'importance des défis exposés dans les deux présentations, le Comité a souligné que d'autres défis tout aussi importants devraient être relevés dans le but de renforcer le processus d'intégration, notamment la promotion de l'unité nationale, de la stabilité politique et de la cohésion sociale. En effet, la cohésion nationale renforcée pourrait constituer un socle solide sur lequel on pourrait construire une intégration régionale réussie. À cet égard, la CEA pourrait, à travers les différentes

composantes de son programme de travail, contribuer à la recherche des moyens de renforcer la cohésion politique et sociale des pays africains.

39. La question de la mise en œuvre des programmes d'intégration régionale a également été abordée. Le Comité a noté la lenteur avec laquelle les résolutions et recommandations adoptées au niveau régional étaient appliquées et a instamment demandé aux pays africains de faire preuve d'une plus grande volonté politique, afin de relever les défis de l'intégration régionale en Afrique. Le Comité a également noté que le processus d'intégration régionale en Afrique n'était pas suffisamment ouvert. Aussi a-t-il recommandé l'adoption de mesures permettant une plus grande participation des populations à toutes les étapes du processus, grâce à un recours accru aux moyens d'information publics et à d'autres activités visant à mieux faire connaître les travaux des CER.

40. Le Comité s'est félicité du lancement, en 2005, de l'Initiative maghrébine visant le renforcement de l'intégration dans les domaines commercial, financier et du secteur privé. À cet égard, il s'est félicité de la création de la Banque maghrébine pour le commerce extérieur et l'investissement, dont le siège est à Tunis.

41. S'agissant des critères utilisés pour la classification des groupements économiques régionaux en CER et en organisations intergouvernementales, le Comité a été informé qu'il s'agissait d'une décision politique des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Le Comité a également pris note de l'existence d'une multitude d'études d'évaluation des CER, avec pour conséquence des doubles emplois et un chevauchement des activités. À cet égard, le Comité a souligné la nécessité d'une plus grande concertation entre les organisations afin d'exploiter et de partager de manière judicieuse et optimale les informations disponibles.

42. Le Comité a souligné l'importance des Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne et a constaté avec une certaine préoccupation que ces Accords posaient des défis pour les CER. À cet égard, le Comité a été informé des nombreuses activités que le secrétariat de la CEA menait pour aider les États membres et les CER à relever ces défis. Il s'agit notamment d'études visant à évaluer l'impact des APE sur l'économie des États membres de la CEDEAO, de l'UEMOA, de la CEMAC et de la SADC, ainsi que d'ateliers de formation à l'intention des négociateurs des différentes sous-régions du continent. Le Comité a demandé l'élaboration de mécanismes favorisant un échange utile d'informations relatives aux APE entre les CER et au sein de celles-ci.

43. Le Comité a félicité la CEA des nombreuses études réalisées sur la question du financement de l'intégration régionale en Afrique et de la stratégie de mobilisation des ressources s'y rapportant. À cet égard, il a souligné l'importance de l'accroissement des investissements dans les infrastructures, condition jugée indispensable pour accélérer l'intégration du continent. Les études entreprises par la CEA ont conduit à l'adoption de mécanismes de financement autonomes qui ont grandement contribué à consolider la base financière de plusieurs CER. S'agissant des besoins de financement dans le domaine des infrastructures, le Comité a recommandé d'étudier la possibilité de recourir aux ressources du Consortium pour le financement des infrastructures, mis en place par le G-8.

Questions sectorielles [Point 7 de l'ordre du jour]

• Aide pour le commerce

44. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat de la CEA a présenté le document portant la cote E/ECA/COE/26/7, intitulé *Aide pour le commerce: Questions nouvelles et nouveaux défis*. La présentation a montré l'importance de l'initiative «Aide pour le commerce» et sa contribution potentielle au développement de l'Afrique, les principaux défis à relever pour la rendre opérationnelle et les principes directeurs à suivre pour tirer parti de l'initiative.

45. Au cours du débat qui a suivi, le Comité a salué l'initiative, estimant qu'elle revêtait une grande importance pour le renforcement des capacités de production et des infrastructures liées au commerce dans les pays africains et qu'elle traitait également des coûts d'ajustement entraînés par la libéralisation du commerce. Le Comité a jugé crucial de renforcer l'offre, grâce à la diversification, et de faciliter la chaîne de plus-value dans les produits et les exportations des pays africains pour tirer le plus grand profit de l'initiative. Les experts ont considéré comme moyens clefs du renforcement des capacités: la formation, l'assistance technique et l'expertise, y compris le renforcement des capacités humaines aux niveaux national et régional.

46. En ce qui concerne la mise en œuvre de l'initiative «Aide pour le commerce», le Comité a estimé que le secteur privé devrait en être un des acteurs clefs aux niveaux national et régional. Il a souligné que l'aide pour le commerce devrait être efficace, conforme aux initiatives d'intégration régionale et sous-régionale et qu'elle devrait appuyer ces initiatives pour stimuler le commerce intra-africain.

47. Pour les pays africains, l'initiative «Aide pour le commerce» devrait compléter et non remplacer les autres formes d'aide au développement qu'ils reçoivent. Le Comité a souligné que l'efficacité de l'initiative dépendrait de l'apport de ressources nouvelles et supplémentaires. Il a également jugé indispensable une préparation prévisible et minutieuse du financement de l'initiative pour rendre celle-ci plus efficace.

48. Tout en reconnaissant la contribution de la CEA au renforcement des capacités commerciales des pays africains, y compris le renforcement de leurs compétences en matière de négociations commerciales, le Comité a souligné que la CEA, en tant qu'institution régionale prépondérante, avait un rôle crucial à jouer pour rendre l'initiative opérationnelle et la mettre en œuvre, en étroite collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la BAD et d'autres institutions commerciales internationales. Il a recommandé, en outre, que la CEA joue un rôle important dans l'appui aux pays africains, pour l'élaboration des programmes nationaux et régionaux concernant l'aide pour le commerce, ainsi que du suivi et de l'évaluation de l'efficacité de ces programmes face aux défis que l'Afrique doit relever dans le domaine du commerce.

49. Le représentant de la CNUCED a estimé que la mise en œuvre des programmes concernant l'aide pour le commerce nécessitait un renforcement des capacités dans des domaines où son organisation avait les compétences requises. À cet égard, il a réaffirmé l'engagement de la CNUCED d'aider les pays africains à renforcer leurs institutions commerciales.

• Statistique et capacité statistique

50. Trois exposés ont été présentés, par le secrétariat de la CEA, la BAD et les Amis de la CEA dans le domaine de la statistique, respectivement sur la statistique et la capacité statistique, le Programme de comparaison internationale (PCI) pour l'Afrique et les perspectives de mesure.

51. Les participants ont été informés des problèmes posés par l'accroissement de la demande de statistiques de qualité et actualisées (y compris le manque de coordination, de collaboration et de réseaux); par l'insuffisance des capacités humaines et financières; ainsi que par le non-respect, faute de moyens et de ressources, des normes internationales actuelles comme le Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993. Le secrétariat a également mis l'accent sur certaines initiatives régionales récentes visant à trouver des solutions à ces problèmes, en particulier la création du Centre africain pour la statistique (CAS).

52. Les premiers résultats du PCI pour l'Afrique ont présenté des données relatives aux parités du pouvoir d'achat (PPA) fondées sur les informations relatives à la consommation des ménages. Les 48 pays africains participant au programme ont achevé avec succès la première série d'évaluations. Les informations tirées des PPA ont joué un rôle déterminant dans la mesure des seuils de pauvreté (le seuil de 1 dollar É.-U. par jour ajusté de la parité du pouvoir d'achat utilisé pour le premier OMD). Le processus du PCI a également permis aux pays africains de collecter régulièrement les prix d'un nombre d'articles sans précédent.

53. Les participants ont pris note des efforts que les Amis de la CEA ont déployés pour élaborer un cadre destiné à relier les objectifs, politiques et stratégies de développement aux statistiques en vue de fonder les décisions sur des données objectives et d'améliorer l'efficacité du suivi et de l'évaluation des résultats. Les gouvernements peuvent à présent mieux apprécier le rôle de la statistique dans la rationalisation de l'allocation des ressources au service de l'intégration régionale et entreprendre une analyse plus approfondie des données et des informations dans le but de trouver des solutions aux problèmes liés à la sécurité alimentaire.

54. Tout en saluant les progrès réalisés depuis la création du CAS, les participants ont recommandé que le Centre soit doté des ressources humaines et financières appropriées pour lui permettre d'augmenter son aide aux pays africains.

55. Les participants ont également pris note de l'initiative du Symposium africain sur le développement de la statistique, de la mise au point et de l'adoption du Cadre stratégique régional de référence, et du programme africain sur la série de recensements de la population et de l'habitat de 2010. Ils ont souligné la nécessité d'utiliser le Cadre régional comme cadre directeur pour le développement de la statistique en Afrique.

56. Les participants ont souligné qu'il fallait promouvoir l'harmonisation de la statistique et ont insisté sur l'importance du respect des normes statistiques internationales dans la fourniture d'indicateurs de qualité et comparables pour assurer le suivi des OMD et mieux appuyer le processus d'intégration régionale en Afrique. À cet égard, ils ont invité la CEA et la CUA à renforcer leur appui en vue d'accélérer l'adoption et la mise en œuvre de normes internationales comme le SCN de 1993, ainsi que les Principes et recommandations portant sur les recensements de la population et de l'habitat. Même s'il est absolument indispensable d'appliquer ces normes internationales à des fins d'harmonisation statistique pour une inté-

gration régionale, il n'en restait pas moins possible d'adapter les méthodes internationales aux conditions des pays africains.

57. Les participants se sont déclarés préoccupés par le peu de collaboration entre la CEA et des organisations régionales et sous-régionales clefs comme la BAD, la CUA, les CER et AFRISTAT dans la mise en œuvre des programmes statistiques, la gestion et la collecte des données.

58. Les experts ont renouvelé leur appui à la CEA ainsi qu'au travail réalisé avec les Amis de la CEA dans l'organisation du Symposium africain sur le développement de la statistique, et ont affirmé leur volonté d'étudier le modèle de collaboration entre les Amis de la CEA, la CEA, la CUA et les pays africains. À cet égard, le Comité a réaffirmé le rôle de premier plan de la CEA dans la coordination des activités statistiques (conjointement avec la BAD), la promotion de la collaboration et l'instauration de pratiques optimales aux niveaux national, sous-régional et régional.

- **Appui à la mise en oeuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)**

59. Au titre de ce point de l'ordre du jour, deux exposés ont été faits sur le programme du NEPAD. Le premier, s'appuyant sur le document (E/ECA/COE/26/9) intitulé *Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD): Voie à suivre*, a mis en exergue les principales réalisations du système des Nations Unies en faveur du NEPAD, accomplies dans le cadre général du mécanisme de consultations régionales. Il a également souligné les grandes difficultés auxquelles se heurtaient les pays africains dans la mise en œuvre du NEPAD, notamment le peu de progrès dans le Cycle de négociations de Doha par le développement et le problème de la dette.

60. Le second exposé de la CUA fait le point sur les récentes décisions prises à Alger par le Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD sur l'intégration du NEPAD aux structures et processus de la CUA. Ces décisions seront soumises, pour examen et approbation, lors du prochain sommet de l'Union qui se tiendra à Accra.

61. Le Comité s'est félicité de cette intégration, indispensable pour ajouter de la valeur à la nouvelle formule, éviter le chevauchement des activités de la Commission de l'UA et du secrétariat du NEPAD et renforcer l'aptitude de l'Union à coordonner ses activités et à accomplir sa mission. Le Comité a appris qu'il serait créé, d'une part, une cellule de coordina-

tion de la Commission de l'UA pour superviser le processus d'intégration et, d'autre part, une autorité de planification et de coordination du NEPAD pour remplacer le secrétariat du NEPAD. La structure et le profil de cette autorité seraient définis par une étude qui serait commandée ultérieurement.

62. Le Comité a félicité la CEA pour le soutien constant apporté au secrétariat du NEPAD conformément au Mémoire d'accord signé entre les deux organisations en septembre 2006, qui visait à renforcer leur collaboration stratégique et à reconnaître les atouts de l'une et de l'autre pour mettre en œuvre la vision commune africaine par l'exécution du programme du NEPAD. Il a souligné que la CEA devrait continuer à jouer un rôle clef dans la coordination des efforts et des programmes des organismes des Nations Unies destinés à appuyer le NEPAD, ainsi que dans la relance du système de modules thématiques.

63. Le Comité a fait un certain nombre de recommandations visant à renforcer le mécanisme de consultations régionales. À cet égard, il a appelé à élargir ce dernier à la Commission de l'UA et aux CER, notamment en créant un mécanisme sous-régional de coordination de l'appui du système des Nations Unies au NEPAD à l'échelon sous-régional. Ce mécanisme serait installé au sein des bureaux sous-régionaux et axé sur les besoins des CER. Le Comité a également réaffirmé le rôle de la CEA en tant que coordonnateur stratégique de l'appui de l'ONU à l'UA et au NEPAD. Il a en outre invité la Commission de l'UA, le secrétariat du NEPAD et la CEA à mieux coordonner leurs activités pour réduire au minimum les doubles emplois.

64. Le Comité a fait observer que certaines questions avaient un caractère intersectoriel, notamment la nécessité de renforcer la capacité. À cet égard, il a exhorté la CEA et d'autres organismes régionaux tels que la BAD et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique à renforcer leur collaboration. Il a également pris note du fait qu'un forum de haut niveau sur le renforcement des capacités en Afrique serait organisé à Maputo d'ici fin 2007.

Suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet organisées aux niveaux mondial et régional [Point 8 de l'ordre du jour]

65. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a fait quatre présentations sur la base du document E/CEA/COE/26/4, intitulé *Rapport intérimaire sur la suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet*. Le rapport a décrit les progrès réalisés par

les pays africains dans la mise en œuvre des engagements découlant du Sommet mondial pour le développement durable, du Consensus de Monterrey sur le financement du développement, du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en Afrique.

66. Le Comité a accueilli avec satisfaction le rapport intérimaire et s'est félicité des efforts de la CEA pour aider les États membres à suivre l'application des nombreux engagements découlant des conférences et réunions au sommet organisées au niveau mondial. De tels rapports étaient utiles pour recenser les progrès accomplis, les difficultés rencontrées et les lacunes constatées en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des cibles fixés. Le Comité a toutefois noté avec préoccupation que de nombreux pays africains n'étaient pas sur la voie d'atteindre la plupart des cibles et objectifs fixés dans les délais prévus. Plusieurs obstacles contraignants devaient être surmontés de toute urgence, notamment en ce qui concerne l'application de politiques et de stratégies appropriées et la mobilisation de ressources supplémentaires pour renforcer les interventions dans différents domaines. D'après les expériences nationales mentionnées, de nombreux participants devaient faire face à ces problèmes. Plusieurs organismes des Nations Unies ont également saisi cette occasion de faire rapport au Comité sur leurs activités à l'appui des États membres dans la suite donnée aux conférences mondiales.

67. Abordant la suite donnée à chaque conférence, le Comité a salué les efforts de la CEA pour faciliter, promouvoir et contrôler l'exécution des engagements pris dans le cadre du Sommet mondial pour le développement durable grâce à l'organisation de réunions régionales en vue de l'adoption de positions communes sur les principales questions à inclure dans le consensus africain destiné à la Commission du développement durable. Les activités entreprises récemment dans ce contexte ont été axées sur des questions liées à l'énergie, au développement industriel, aux changements climatiques et à la pollution atmosphérique, qui seront abordées par la Commission du développement durable en mai 2007. En plus de ces questions sectorielles, des préoccupations intersectorielles ont été citées, notamment la mobilisation de ressources, l'établissement de partenariats et la mise au point de plans directeurs et de cadres juridiques et institutionnels.

68. S'agissant des possibilités d'action relatives au Sommet mondial pour le développement durable, le Comité a demandé à la CEA d'aider le Groupe africain à examiner le projet de document destiné à la Commission du développement durable pour vérifier que les questions prioritaires revêtant un intérêt

particulier pour l'Afrique et les possibilités d'actions correspondantes sont bien prises en considération.

69. Le Comité a noté avec préoccupation que l'Afrique était de plus en plus vulnérable aux effets des changements climatiques, notamment la répétition des sécheresses et des inondations, et a insisté sur la nécessité de prendre des mesures de prévention et d'atténuation des effets de catastrophes naturelles de ce genre.

70. Faisant observer qu'une stratégie de développement durable demanderait des approches favorables aux pauvres pour la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international, le Comité a insisté sur la nécessité de stratégies et de politiques ciblant l'agriculture, le développement rural, la santé, l'éducation et l'infrastructure sociale pour protéger les franges les plus vulnérables de la société. Comme il était indispensable que les pays s'approprient ces politiques et ces programmes, le Comité a insisté sur la nécessité de solutions d'origine nationale pour réaliser les objectifs de développement.

71. S'agissant du Consensus de Monterrey, le Comité a salué les progrès accomplis dans le renforcement des ressources affectées au développement, notamment en ce qui concerne l'accroissement de l'aide publique au développement (APD), les nouvelles mesures d'allègement de la dette et l'augmentation des investissements étrangers directs (IED). Le Comité a toutefois noté que des écarts considérables subsistaient entre les engagements pris et les résultats atteints et la plupart des pays africains devaient faire davantage pour mobiliser des ressources nationales et externes pour satisfaire leurs besoins de financement. Davantage d'investissement étranger direct était nécessaire dans les secteurs qui auraient le plus grand impact sur l'emploi et, partant, sur la réduction de la pauvreté. En outre, le Comité a recommandé que des efforts soient consacrés aux problèmes de la capacité d'absorption et à l'alignement de l'aide sur les objectifs et priorités nationaux de développement afin d'en accroître l'efficacité. On pourrait investir des ressources supplémentaires dans des domaines tels que le développement de l'infrastructure et du capital humain, et accélérer le suivi des engagements pris. À cet égard, la CEA avait conçu un questionnaire pour aider les États membres à évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne les engagements du Consensus de Monterrey et mettre en évidence les obstacles rencontrés dans le processus.

72. Le Comité a souligné l'importance de la mobilisation et de l'utilisation plus efficace de ressources intérieures accrues. À cet égard, il a été informé par la CNUCED et d'autres organisations d'activités visant à aider les États membres à atteindre cet objectif.

73. S'agissant du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés, le Comité a noté que, cinq ans après le début de la décennie (2001-2010), les progrès étaient encore limités. Il s'est félicité des efforts de renforcement des capacités de la CEA en faveur des PMA africains et a demandé à la Commission non seulement d'accroître son appui à ces pays, mais aussi de l'étendre à d'autres pays.

74. Le Comité a jugé important de traduire les récents progrès de la croissance économique en améliorations dans les secteurs sociaux et le développement des infrastructures, en vue d'accélérer la réalisation des OMD. Il s'est déclaré préoccupé par le fait que de nombreux pays africains risquaient de ne pas réaliser les Objectifs avant l'échéance de 2015 et a insisté sur le fait que les pays africains et leurs partenaires de développement devaient agir de toute urgence pour accélérer les progrès.

75. Pour une croissance plus rapide, durable et généralisée, il conviendrait de s'attacher à améliorer les conditions d'investissement et l'activité du secteur privé (y compris le renforcement des investissements dans les secteurs de l'agriculture, des transports et de l'énergie aux niveaux national et régional), la prestation de soins de santé et l'éducation, et de promouvoir la diversification dans de nouveaux secteurs comme les TIC.

76. Étant donné qu'un suivi et une évaluation continus seraient indispensables pour accélérer les progrès en vue de la réalisation des OMD, le Comité a noté que l'amélioration des statistiques et des données aurait une valeur inestimable. À cet égard, il a demandé à la CEA d'accroître son assistance aux États membres pour améliorer leurs capacités statistiques nationales et a demandé que des ressources supplémentaires soient mises à la disposition de la Commission et des pays africains à cette fin. Le Comité a par ailleurs insisté sur la nécessité d'adapter les indicateurs et les mesures aux caractéristiques et aux spécificités de chaque pays et de revoir les délais prévus pour la réalisation des objectifs et des cibles.

Présentation et examen du thème de la Conférence: Accélérer la croissance et le développement de l'Afrique pour réaliser les OMD: Nouveaux défis et voie à suivre [Point 9 de l'ordre du jour]

77. Le secrétariat a présenté le document intitulé «*Accélérer la croissance et le développement de l'Afrique pour réaliser les OMD: Nouveaux défis et voie à suivre*»

(E/ECA/COE/26/6), mettant en évidence le contexte, les défis et la voie à suivre pour les pays africains. Pour réaliser les OMD, cinq défis doivent être relevés sans attendre: croissance, emploi et inégalité; financement de l'investissement dans le secteur privé; environnement décisionnel et planification; partenariats et mondialisation; et paix et sécurité. Il ne reste plus que sept ans avant l'échéance de 2015, aussi le secrétariat a-t-il insisté sur le fait qu'il fallait d'urgence renforcer les interventions et soumis un certain nombre de recommandations à l'attention du Comité.

78. Les représentants de la CUA et du PNUD sont intervenus au sujet de la présentation du secrétariat. Le représentant de la CUA a souligné que les évaluations de la pauvreté étaient limitées. Elles ne permettaient pas, notamment, de tenir compte des différentes dimensions de la pauvreté comme la pauvreté rurale ou l'accès aux services. Le représentant du PNUD a pour sa part informé le Comité de son programme visant à aider les États membres, notamment les activités du Projet Objectifs du Millénaire. Il s'agit notamment d'activités qui visent à renforcer l'engagement national et les capacités des équipes dirigeantes; à accélérer et soutenir une croissance qui soit favorable aux pauvres; à développer les ressources et les capacités; et à planifier dans la perspective des OMD et en fonction des besoins.

79. Le Comité a félicité le secrétariat de la qualité des présentations et salué les efforts que déploient les partenaires internationaux pour aider l'Afrique à mieux planifier sur la base des OMD et à définir leurs stratégies de réduction de la pauvreté de deuxième génération. Il a instamment demandé à la BAD, à l'Union africaine et à la CEA de continuer de suivre de près le développement social de l'Afrique et de l'évaluer régulièrement. À cet égard, il a fait observer que le renforcement de la présence sous-régionale de la CEA permettrait un meilleur suivi des progrès accomplis.

80. Tout en reconnaissant l'importance du programme lié aux OMD, le Comité a fait observer qu'il convenait, pour atteindre les objectifs fixés, de tenir compte de certains facteurs économiques, historiques et culturels propres à l'Afrique.

81. Le Comité a souligné la nécessité de mieux aligner les stratégies de réduction de la pauvreté sur les OMD, conformément au Document final du Sommet mondial de 2005. Notant que de nombreux pays africains s'étaient dotés, ou étaient en passe de se doter, de plans nationaux de développement fondés sur les OMD, le Comité a souligné qu'il fallait aussi s'intéresser à d'autres aspects du développement social. À cet égard, il a vivement recommandé d'accorder une

attention particulière à l'aide à apporter aux pays en proie à un conflit ou sortant d'un conflit. Les plans de développement sont le plus souvent issus d'un processus participatif, sont fondés sur une évaluation des ressources nécessaires et prévoient le développement des capacités. À l'occasion de l'élaboration de leurs plans, les pays se sont rendu compte qu'il fallait assurer une meilleure coordination entre les ministères et entre les secteurs. Étant donné l'importance des cas de réussite, le Comité a relevé que la communauté internationale devait continuer d'apporter un appui aux pays qui réussissent, même lorsqu'ils commencent à sortir de la catégorie des pays les moins avancés. Il a appelé les institutions de développement panafricaines à réaliser une étude dont l'objet serait d'harmoniser stratégies de réduction de la pauvreté et OMD.

82. En ce qui concerne le thème plus général de l'accélération de la croissance en tant que condition de la réalisation des OMD, le Comité est convenu avec le secrétariat que la croissance avait certes augmenté, mais qu'elle n'avait pas suffisamment été générale et élevée pour atteindre les objectifs. Il a néanmoins reconnu qu'une répartition équitable des bénéfices de la croissance était essentielle pour accélérer le progrès vers la réalisation des OMD. À cet égard, pour avoir un impact sur la pauvreté, il fallait que la croissance se prolonge sur une longue période et qu'elle soit créatrice d'emplois. Une réduction des inégalités avait des effets très favorables sur la croissance et sur la réduction de la pauvreté. Le Comité a souligné que la nature multidimensionnelle de la pauvreté devait être prise en compte dans la définition du développement et l'évaluation des progrès accomplis.

83. Le Comité a noté que les pays exportateurs de pétrole et de ressources minières avaient adopté diverses mesures économiques visant à mieux gérer les ressources qu'ils tirent de leurs exportations, afin de promouvoir un développement socioéconomique durable. Le représentant de la CUA a indiqué au Comité que la Conférence des chefs d'État de l'UA avait approuvé la création du Fonds africain du pétrole, avec l'assistance de la BAD. Ce Fonds aura pour principal objectif de mobiliser des ressources pour aider les pays africains importateurs de pétrole à absorber les chocs pétroliers et faciliter le financement de leurs importations de pétrole.

84. Le Comité a demandé une plus grande souplesse dans le choix des politiques macroéconomiques, afin de réagir plus efficacement à l'évolution des facteurs économiques de base. Il a estimé en particulier que les pays devaient avoir une marge de décision plus grande de manière à pouvoir intervenir en cas de choc inflationniste à court terme, sans remettre en cause les objectifs de développement à long terme.

85. En ce qui concerne les ressources nécessaires pour réaliser les OMD, le Comité a souligné qu'il fallait mobiliser davantage les ressources intérieures et extérieures, et exploiter toutes les sources de financement, notamment les envois de fonds des travailleurs émigrés, les partenariats public-privé et les organisations de la société civile. Il fallait renforcer, dans le secteur public, la capacité d'absorption du financement, mais également négocier et gérer efficacement les partenariats public-privé.

86. Le Comité a souligné que les États membres avaient besoin de statistiques de meilleure qualité, ainsi que de statistiques ventilées, pour évaluer les besoins en ressources, suivre et évaluer les progrès accomplis et formuler convenablement leurs politiques. Il a indiqué que les collectivités locales avaient un rôle à jouer dans la collecte des données et dans l'évaluation des progrès accomplis. Les experts ont vivement recommandé d'accroître l'appui financier au Centre africain pour la statistique et ont invité la CEA à suivre de près et à évaluer les progrès accomplis dans les pays africains.

87. Le Comité a estimé qu'il fallait s'attaquer à la pauvreté dans les zones rurales en adoptant des mesures propres à améliorer la productivité agricole. Il a exhorté les pays africains à accroître les crédits alloués à l'agriculture, conformément à l'Impératif de Maputo. En particulier, il leur a recommandé de promouvoir l'investissement dans l'agriculture et les infrastructures rurales, de donner aux petits producteurs un meilleur accès au crédit (en instituant, par exemple, des systèmes de garantie) et de faire participer les associations d'agriculteurs à la détermination des priorités du développement agricole. Les experts ont également recommandé que les pays africains adoptent l'idée d'un «fonds d'initiative locale», qui aiderait à régler le problème de la mauvaise qualité des infrastructures entravant l'investissement privé dans les zones rurales. Toutefois, l'Afrique ne devrait pas sous-estimer le rôle de l'industrie, en particulier de l'agro-industrie et de l'industrie manufacturière, qui permettent d'accroître la valeur ajoutée des biens exportés et de créer des emplois. En outre, les experts ont estimé que les pays devaient prendre des mesures, d'une part, pour s'adapter aux effets des changements climatiques sur l'exploitation des ressources naturelles et sur la structure de leur système agricole et, d'autre part, pour atténuer ces effets.

88. En ce qui concerne le rôle de la gouvernance et des institutions, le Comité a souligné que la volonté politique et l'engagement des dirigeants nationaux, ainsi que la coopération totale entre les décideurs et les populations, étaient des préalables nécessaires à

la réalisation des OMD. Il a également signalé que les valeurs socioculturelles pourraient avoir des effets négatifs sur le rythme des progrès, d'où l'intérêt de les prendre en compte pour concevoir des politiques efficaces. Les experts ont recommandé que la CEA et les dirigeants politiques engagent le dialogue pour affiner davantage les actions et les activités nécessaires à tous les niveaux pour réaliser les OMD.

89. Pour assurer la transparence et la responsabilisation dans l'emploi des ressources, le Comité a estimé qu'il fallait renforcer le rôle des institutions démocratiques (notamment les organes législatifs qui peuvent contrôler l'exécutif) et les systèmes d'équilibre des pouvoirs. Il faudrait, dans ce contexte, déterminer les mesures qui permettraient de renforcer la gestion des finances publiques afin d'assurer une utilisation efficace des ressources. Le Comité a estimé que la décentralisation budgétaire était à cet égard souhaitable. Il fallait renforcer les capacités des administrations et collectivités locales pour que la décentralisation produise des effets. Par conséquent, la CEA et d'autres institutions panafricaines devraient dispenser une formation aux fonctionnaires des administrations locales.

90. En ce qui concerne la paix et la sécurité, le Comité a reconnu les coûts économiques et sociaux de la guerre et des troubles sociaux et a demandé de redoubler d'efforts pour promouvoir la stabilité et le règlement pacifique des conflits. Le Comité a défini deux importants préalables à la paix et à la sécurité, à savoir le respect des droits de l'homme – dans l'esprit de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration du Millénaire – et la gouvernance démocratique. Par conséquent, les experts ont demandé à la CEA de fournir une assistance technique spéciale aux pays en conflit ou sortant d'un conflit. Cette assistance devrait être fournie en collaboration avec la Commission de la consolidation de la paix de l'ONU, la CUA et la BAD.

91. Le Comité a souligné l'importance de l'intégration régionale comme instrument de promotion du commerce et d'accroissement du pouvoir de négociation des pays africains dans le contexte de la mondialisation et du multilatéralisme. Compte tenu des effets du progrès technologique sur le potentiel de croissance d'une économie, il a jugé important de créer les conditions permettant de faciliter les transferts de technologies et de développer la recherche-développement.

92. Des observateurs ont participé au débat et ont appuyé ou renforcé les commentaires formulés par le Comité. Ils ont soulevé des questions telles que la

participation de la société civile, les droits humains, une approche au développement ancrée sur les droits humains et la santé en matière de procréation, qu'ils considèrent comme des composantes importantes des stratégies de développement fondées sur les OMD.

93. Le Secrétaire exécutif a souligné l'importance des OMD, en tant qu'objectifs de développement convenus au niveau international, qui offraient un cadre permettant aux pays africains de cibler leurs efforts de développement. Il a ajouté qu'un défi majeur subsistait, à savoir l'alignement des stratégies de réduction de la pauvreté, largement utilisées comme plans de développement nationaux, sur les OMD.

Questions statutaires [Point 10 de l'ordre du jour]

- **Examen des mécanismes intergouvernementaux de la Commission**

94. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a présenté le document intitulé *Examen des mécanismes intergouvernementaux de la Commission* -Note du secrétariat (E/ECA/COE/26/10).

95. À la suite du repositionnement de la CEA, le nouveau programme s'articule autour de 10 sous-programmes, à savoir: Commerce, finance et développement économique; Sécurité alimentaire et développement durable; Gouvernance et administration des affaires publiques; Information, science et technologie au service du développement; Coopération économique et intégration régionale; Parité et rôle des femmes dans le développement; Activités sous-régionales de développement; Planification et administration du développement; Statistique; et Développement social.

96. Pour compléter le repositionnement de la CEA, et conformément à la résolution 844 (XXXIX) – *Repositionner la CEA pour répondre aux priorités de l'Afrique* – adoptée à la Conférence des ministres en mai 2006, à Ouagadougou, il convient de mettre les mécanismes intergouvernementaux de la Commission, à savoir les organes délibérants et les organes subsidiaires, en adéquation avec la nouvelle orientation stratégique et la structure des programmes.

97. La CEA soumet donc à l'approbation de la Conférence les propositions ci-après:

- i) Organiser une conférence annuelle commune UA-CEA des ministres africains des finances, de

la planification et du développement économique.

- ii) Remplacer les comités intergouvernementaux d'experts par des conférences ministérielles sous-régionales.
- iii) Organiser les organes subsidiaires de la Commission en sept comités sectoriels.

Débat

98. Le Comité a salué la réforme et le repositionnement de la CEA, qui doivent lui permettre de mieux répondre aux priorités de l'Afrique, et reconnu qu'il fallait poursuivre cet exercice. Si certains membres qui ont pris la parole ont approuvé les propositions, d'autres ont estimé:

- Qu'il leur fallait plus de temps pour examiner suffisamment les propositions et leurs incidences juridiques, financières et autres.
- Qu'ils devaient consulter leur capitale avant de se prononcer sur des propositions d'une telle importance.

99. Certains délégués ont également demandé des précisions au sujet de l'organisation de conférences ministérielles sous-régionales, lesquelles, selon eux, feraient double emploi avec la Conférence des ministres. Il était par ailleurs proposé de rationaliser les domaines couverts par les comités sectoriels et de faire en sorte que des questions aussi importantes que les jeunes et l'emploi reçoivent l'attention qu'elles méritent au sein du Comité du développement humain et social.

Éclaircissements apportés par le secrétariat

100. En ce qui concerne la première proposition, le Secrétaire exécutif de la CEA a expliqué que la conférence conjointe UA-CEA des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique constituerait une plate-forme au sein de laquelle seraient abordés et débattus les principaux défis que présente le développement de l'Afrique. Les questions statutaires ayant trait à la CEA relèveraient exclusivement de la session annuelle de la Commission/Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, que la CEA organiserait avec ses États membres aux mêmes dates et dans le même lieu.

101. La structure de la conférence conjointe serait semblable à celle des réunions conjointes existantes de l'ONU et de l'UA, comme la conférence conjointe UA-FAO sur l'agriculture.

102. La proposition relative à une réunion conjointe de la conférence annuelle UA-CEA avait déjà été approuvée par la Conférence des ministres africains de l'économie et des finances de l'Union africaine (CAMEF II), en novembre 2006 à Yaoundé [AU/CAME/Rpt (II)]; elle était maintenant présentée à la quarantième Conférence des ministres pour que celle-ci l'approuve à son tour.

103. En ce qui concerne la deuxième proposition, le Secrétaire exécutif a expliqué que les réunions ministérielles sous-régionales ne feraient pas double emploi avec la Conférence des ministres de la CEA, mais permettraient de s'assurer que le programme de travail de la Commission dans les sous-régions tenait compte des questions et des priorités de développement économique et social de chaque sous-région. Ces réunions seraient convoquées dans les sous-régions en même temps que les réunions annuelles actuelles de la Conférence des ministres de chaque sous-région.

104. La proposition de la CEA était conforme au rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le renforcement du rôle des bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique (A/61/471), qui lui-même faisait suite au rapport du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU, concernant l'impact limité des comités intergouvernementaux d'experts des bureaux sous-régionaux. Ce rapport avait été défendu par les ambassadeurs africains au Siège de l'ONU, à New York, et a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/234.

105. Compte tenu de ces explications, le paragraphe 15 du document E/ECA/COE/26/10 sur l'examen des mécanismes intergouvernementaux de la Commission serait modifié comme suit:

«Il est proposé que le Comité intergouvernemental d'experts devienne une Conférence ministérielle sous-régionale. Il est également proposé que ces réunions soient convoquées en même temps que les réunions des organes délibérants des communautés économiques régionales de chaque sous-région, et dans le même lieu. En outre, des réunions de travail ministérielles sous-régionales se tiendraient pour chacune des cinq sous-régions lors des réunions annuelles de la Conférence des ministres, pour examiner les questions intéressant les différentes sous-régions.»

106. La troisième proposition visait à aligner les comités sectoriels sur la structure des programmes approuvée pour la Commission. En conséquence, conformément à la règle 105.5 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation,

il est demandé que le mécanisme intergouvernemental soit aligné sur le plan-programme biennal et la structure des programmes de la Commission. De plus, les départements de l'ONU (y compris la CEA) sont tenus de respecter les décisions de l'Assemblée générale et les dispositions du Règlement et des règles régissant la planification des programmes en ce qui concerne la nécessité de proposer un mécanisme intergouvernemental qui reflète la structure des programmes figurant dans le projet de programme de travail et priorités pour la période biennale 2008-2009.

107. Il y avait une certaine convergence de vues du sujet de la proposition d'une conférence annuelle conjointe UA-CEA des ministres africains des finances, de la planification et développement économique et de son comité d'experts (première proposition) et une majorité était favorable à la proposition, mais certains délégués ont hésité à formuler des recommandations au sujet des deuxième et troisième propositions, estimant qu'ils avaient besoin de plus de temps pour les examiner. Quelques délégués ont émis de fortes réserves quant à l'idée de se prononcer sur les propositions avant d'avoir consulté leur capitale.

Recommandation

108. Après un long débat, le Comité a recommandé que les propositions soient présentées à la Conférence des ministres des finances pour examen.

- **Rapport sur l'évaluation extérieure de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)**

109. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un membre du groupe chargé de l'évaluation extérieure a présenté le document E/ECA/COE/26/11, intitulé *Rapport sur l'évaluation extérieure de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)*.

110. L'évaluation a porté sur la pertinence, la structure, les finances, les ressources humaines et l'administration générale de l'IDEP, conformément aux décisions prises à la trente-neuvième session de la Commission, tenue à Ouagadougou en mai 2006. Le contexte, les conclusions et les principales recommandations ont été soumis au Comité d'experts pour examen. L'évaluation a abordé plus particulièrement des questions fondamentales comme l'avantage comparatif de l'IDEP et sa place parmi les institutions africaines, l'agencement actuel de ses programmes de formation, sa structure de direction et sa contribution au renforcement de la collaboration entre la CEA et l'Union africaine.

111. Le Comité a accueilli favorablement les conclusions du groupe et a examiné certaines des difficultés auxquelles l'Institut était confronté. Il a été observé que, depuis la création de l'IDEP en 1962, l'Institut n'avait pas été en mesure d'actualiser suffisamment ses programmes et services de formation pour suivre l'évolution des priorités et des besoins du continent. Le Comité a également insisté sur la nécessité d'une plus grande diversification des programmes de l'IDEP et sur le fait que l'Institut devait intervenir dans toutes les sous-régions. Il a demandé à la direction de l'IDEP de diffuser ses produits avec plus d'efficacité.

112. Passant à la question du manque de ressources, le Comité s'est déclaré préoccupé par les montants considérables d'arriérés dus par les États membres et par le manque de ressources humaines, une situation qui empêchait l'IDEP de s'acquitter convenablement de son mandat. À cet égard, le Comité a encouragé l'IDEP à étudier de nouveaux moyens d'accroître son financement, par exemple par l'introduction de droits d'utilisation pour certains des services fournis. Il a en outre recommandé que l'on étudie la possibilité de mettre en place un système de bourses pour certains États membres.

113. Malgré ces difficultés et le fait que certains États membres et que certaines institutions régionales africaines fournissaient des services similaires, le Comité a insisté sur le fait que l'IDEP conservait son utilité en tant que seule institution panafricaine sur le continent fournissant des services de recherche et de formation en matière de planification du développement.

114. Le Comité a approuvé les recommandations du groupe chargé de l'évaluation et a demandé que des ressources suffisantes soient mises à la disposition du groupe pour lui permettre d'achever ses travaux et de présenter un rapport définitif à la prochaine session de la Commission, en 2008.

115. À cet égard, le Comité a recommandé en particulier que l'on effectue une évaluation approfondie des besoins et un audit de gestion afin de donner à l'Institut un nouveau souffle, un souci renouvelé de la gestion, ainsi que des compétences et une détermination renforcées, autant de facteurs nécessaires pour concrétiser sa vision et sa mission. Le Comité a également invité instamment les États membres à verser leurs contributions et à s'acquitter des arriérés dont ils étaient redevables.

- **Projet de programme de travail et de priorités de la CEA pour la période biennale 2008-2009**

116. Au titre de ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a présenté le document portant la cote E/ECA/CO2/26/12, intitulé *Projet de programme de travail et de priorités de la CEA pour la période biennale 2008-2009*.

117. En établissant le projet de programme de travail, le secrétariat a été guidé par le repositionnement de la CEA, le plan-programme pour la période biennale 2008-2009, le *Plan d'activités de la CEA, 2007-2009* et le rapport du Secrétaire général sur le renforcement des bureaux sous-régionaux. Le programme est structuré en 10 sous-programmes et est calé sur le cadre de budgétisation axé sur les résultats, ce qui permettra à la CEA et à ses États membres de mesurer les résultats obtenus à l'aide d'objectifs de référence et d'indicateurs de succès prédéfinis.

118. Le Comité a félicité le secrétariat d'avoir présenté un programme de travail mieux conçu et mieux centré. Il a également noté avec satisfaction que les éléments du programme étaient détaillés et clairement énoncés et qu'ils traitaient de questions pertinentes et de questions nouvelles, notamment de questions intersectorielles, en tenant compte des priorités de développement régionales, sous-régionales et nationales.

119. Le Comité a néanmoins fait les observations suivantes:

- La question du financement est trop souvent citée parmi les facteurs externes susceptibles d'empêcher la CEA d'exécuter pleinement son projet de programme de travail;
- Les États membres de la sous-région d'Afrique du Nord ont fait remarquer que les produits proposés à l'alinéa iii) du paragraphe b) du sous-programme 7, Activités sous-régionales pour le développement en Afrique du Nord, n'étaient pas conformes aux priorités qui avait été fixées lors de la dernière réunion du Comité intergouvernemental d'experts de la sous-région.

120. Tenant compte des observations ci-dessus, le Comité a recommandé à la Conférence des ministres d'approuver le projet de programme de travail et de priorités de la CEA pour la période biennale 2008-2009. Tenant compte également de l'appel lancé par le Secrétaire exécutif, il a recommandé d'appuyer pleinement la mise en œuvre du Plan d'activités de la CEA pour 2007-2009.

Questions diverses [Point 11 de l'ordre du jour]

121. Au titre de ce point, le Comité a noté que, vu la brièveté de la réunion, il était difficile d'étudier de manière approfondie les nombreuses questions inscrites à l'ordre du jour. À cet égard, certains délégués ont souligné qu'il était nécessaire de revoir la manière dont est organisée la réunion du Comité d'experts et d'envisager de la décomposer en séances parallèles afin de permettre aux participants d'analyser dans les détails des questions spécifiques comme l'aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale en Afrique. Dans son intervention, le Secrétaire exécutif a fait observer que le fait de scinder la réunion en séances parallèles pourrait la compliquer, et pourrait aussi allonger les débats en plénière car il serait plus difficile de trouver un consensus du fait que les experts ne pourraient sans doute pas participer à toutes les séances consacrées à des questions particulières.

122. Il a été convenu que pour les prochaines sessions de la Commission, la CEA devrait inviter les ambassadeurs des pays africains à Addis-Abeba à échanger leurs vues sur le thème de la session et les questions à aborder, avant que ne soit établi le projet d'ordre du jour. Les participants aux réunions pourraient ainsi s'entendre sur les questions à l'ordre du jour et mieux axer leur réflexion sur les questions retenues.

123. Enfin, le secrétariat a informé les participants qu'en 2008 la CEA célébrerait son cinquantième anniversaire. À cet égard, le Secrétaire exécutif consultera les États membres pour arrêter les activités à mener, ainsi que les manifestations à organiser pour marquer cet événement.

Examen et adoption du rapport du Comité d'experts et des projets de résolution [Point 12 de l'ordre du jour]

124. Au titre de ce point, le Comité a examiné le projet de rapport de sa réunion, paru sous la cote E/ECA/COE/26/L, ainsi que cinq projets de résolution qui seront présentés à la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, pour examen et adoption. Plusieurs délégations ont fait des observations au sujet du projet de rapport et proposé des modifications. Certaines ont émis des réserves au sujet de questions abordées dans le rapport. Après de nombreux débats et d'amples explications fournies par le secrétariat, le

Comité a adopté le projet de rapport, ainsi que les projets de résolution tels que modifiés, en vue de leur examen par la Conférence des ministres.

Clôture de la réunion [Point 13 de l'ordre du jour]

125. Au nom de M. Abdoulie Janneh, Mme Joséphine Ouédraogo, Secrétaire exécutive adjointe par intérim de la CEA, a exprimé ses profonds remerciements à tous les participants pour la contribution qu'ils ont apportée au débat. Elle les a félicités de la manière délibérée dont ils ont examiné les questions à l'ordre du jour et a noté la qualité et le caractère constructif du dialogue. Elle a ensuite remercié la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et les organismes des Nations Unies du concours qu'ils avaient apporté en vue de l'organisation de la réunion. Elle a donné aux participants l'assurance qu'il serait pleinement tenu compte de leurs observations et de leurs suggestions dans la version finale du rapport et des autres documents de la réunion. Elle a félicité le Bureau et son Président de l'efficacité avec laquelle il avait mené les débats. Elle a aussi remercié le secrétariat, dont le dévouement et le travail avaient permis de faire de la réunion un succès.

126. Dans son discours de clôture, le Commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine a remercié le Président et tous les délégués de leur participation active et de l'esprit de décision dont ils avaient fait preuve dans l'examen des questions à l'ordre du jour de la Conférence, en particulier s'agissant de définir la voie à suivre pour la réalisation des OMD. Il a souligné qu'il fallait maintenant passer des recommandations aux actes. Il a exprimé ses remerciements au Secrétaire exécutif de la CEA, qui avait bien voulu associer l'Union africaine à l'organisation de la réunion, et a enjoint la Conférence des ministres d'approuver l'idée d'une conférence commune UA-CEA des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique.

127. Le représentant du Gouvernement mauricien a émis une motion de remerciement au nom du Comité.

128. Pour conclure, le Président a remercié les délégués de l'appui qu'ils ont apporté aux travaux de la CEA. Il a déclaré close la vingt-sixième réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique.

ANNEXE III

Listes des documents dont la Commission était saisie à sa quarantième session

1. E/ECA/COE/26/1	Projet d'ordre du jour provisoire
2. E/ECA/COE/26/Inf.1/Rev.1	Projet de programme de travail
3. E/ECA/CM/40/1	Projet d'ordre du jour provisoire
4. E/ECA/CM/40/Inf.1/Rev.2	Projet de programme de travail
5. E/ECA/COE/26/2	Aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale de l'Afrique, 2006
6. E/ECA/COE/26/3	Rapport annuel, 2007
7. E/ECA/COE/26/4	Rapport intérimaire sur la suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet
8. E/ECA/COE/26/5	Évaluation des progrès accomplis en matière d'intégration régionale en Afrique
9. E/ECA/COE/26/6	Accélérer la croissance et le développement de l'Afrique pour réaliser les OMD: <i>Nouveaux défis et voie à suivre - Document de synthèse</i>
10. E/ECA/COE/26/7	Aide pour le commerce: <i>Questions nouvelles et nouveaux défis</i>
11. E/ECA/COE/26/8	Statistique et capacité statistique en Afrique: <i>Questions clefs et nouveaux défis</i>
12. E/ECA/COE/26/9	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD): <i>Voie à suivre</i>
13. E/ECA/COE/26/10	Examen des mécanismes intergouvernementaux de la Commission - <i>Note du secrétariat</i>
14. E/ECA/COE/26/11	Rapport sur l'évaluation extérieure de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)
15. E/ECA/COE/26/12	Projet de programme de travail et de priorités de la CEA pour la période biennale 2008–2009
16. E/ECA/CM/40/2	Rapport de la vingt-sixième réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique
17. E/ECA/CM/40/3	Déclaration ministérielle
18. E/ECA/CM/40/4	Rapport de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique/Quarantième session de la Commission